EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç ^e et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr.
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat.
 A l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Treasorier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires. La ligne de 27 lettres
 1 franc 50

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 49
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-reclames, s'adresser à
 l'Agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 ablanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	Pages
Dahir du 9 mai 1925/15 chaoual 1343 modifiant et complétant le dahir du 25 août 1919/27 kaada 1337 portant création d'une taxe intérieure de consommation sur les principales denrées coloniales et leurs succédanés	781
Arrêté viziriel du 23 avril 1925/29 ramadan 1343 modifiant l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920/21 chaoual 1338 portant organisation du personnel administratif de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.	782
Arrêté viziriel du 23 avril 1925/29 ramadan 1343 modifiant les arrêtés viziriels du 8 juillet 1920/21 chaoual 1338 et 28 août 1921/23 hija 1339 portant organisation du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones	782
Arrêté viziriel du 8 mai 1925/14 chaoual 1343 instituant un examen d'aptitude professionnelle pour l'emploi de rédacteur du personnel administratif.	783
Arrêté viziriel du 5 mai 1925/11 chaoual 1343 déclarant d'utilité publique l'expropriation d'un lot de terrain sis à Casablanca et limité par l'avenue du Général Moinier, la rue du Capitaine Hervé et le boulevard de la Liberté	785
Arrêté résidentiel du 7 mai 1925 désignant les nouveaux membres de la commission administrative chargée de la révision des listes électorales de la chambre française consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Meknès	785
Arrêté résidentiel du 7 mai 1925 relatif à l'élection des membres de la chambre française consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Fès	786
Ordre du 27 avril 1925 portant interdiction en zone française de l'Empire chérifien du journal syro-libanais « Er Raed »	786
Ordre du 27 avril 1925 portant interdiction d'un journal dans la zone française de l'Empire chérifien.	786
Ordre général n° 525	787
Autorisation d'association.	787
Autorisations de loterie	787
Création d'emploi	787
Attributions administratives.	787
Nomination et promotions dans divers services.	788
Promotions, application, du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires. — Rectificatifs au « Bulletin Officiel » n° 630 du 7 avril 1925 pages 531 et 585	788

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de mise en recouvrement du rôle de la taxe urbaine et des patentes de la ville de Meknès, pour l'année 1925	788
Statistique pluviométrique du 21 avril au 1 ^{er} mai 1925	789
Situation de la Banque d'Etat du Maroc au 31 mars 1925	789

Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 2171 à 2178 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 1071 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 1071 ; Avis de clôtures de bornages n° 578, 978, 1505, 1556, 1663, 1781, 1804, 1819, 1822, 1823, 1825 et 2029. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 7655 à 7668 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 6221 et 6562 ; Réouvertures des délais concernant les réquisitions n° 5456 et 5457 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 235 ; Avis de clôtures de bornages n° 4385, 4800, 5897, 5937, 6129, 6152, 6177, 6215, 6218, 6238, 6294, 6372, 6381, 6432, 6434, 6506, 6547, 6579, 6669, 6697 et 6830. — Conservation d'Oujda : Avis de clôtures de bornages n° 1043, 1056 et 1076. — Conservation de Marrakech : Avis de clôtures de bornages n° 41, 240, 331, 358, 379, 412, 416 et 440. — Conservation de Meknès : Avis de clôtures de bornages n° 302, 318 et 407	790
Annonces et avis divers.	801

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 9 MAI 1925 (15 chaoual 1343)
 modifiant et complétant le dahir du 25 août 1919
 (27 kaada 1337) portant création d'une taxe intérieure
 de consommation sur les principales denrées colonia-
 les et leurs succédanés.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
 et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 25 août 1919 (27 kaada 1337) portant
 création d'une taxe intérieure de consommation sur les
 principales denrées coloniales et leurs succédanés, modifié
 par le dahir du 8 janvier 1923 (20 joumada I 1341),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de Notre dahir susvisé

du 25 août 1919 (27 kaada 1337) est modifié et complété comme suit :

- «
 « 7° Cacao broyé et beurre de cacao : 75 fr. les 100 kilos net ;
 « 8° Chocolat : 75 francs les 100 kilos net ;
 « Chocolat au lait contenant au plus 10 % de cacao et 25 % de sucre : 26 fr. 25 les 100 kilos net. »

Fait à Rabat, le 15 chaoual 1343,
 (9 mai 1925).

Vu pour promulgation et mise à exécution :
 Rabat, le 11 mai 1925.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 AVRIL 1925
 (29 ramadan 1343)

modifiant l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) portant organisation du personnel administratif de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Aux articles premier, 4 et 7 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338), la désignation de grade « brigadier-facteur » est remplacée par « agent principal de surveillance des services de distribution et de transport de dépêches ».

ART. 2. — L'article 13 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) est complété ainsi qu'il suit :

Entre le 2° et le 3° alinéas, intercaler l'alinéa suivant :

« Leur ancienneté métropolitaine dans leur classe actuelle, l'échelon correspondant à cette dernière et la périodicité de l'avancement au titre métropolitain entrent en ligne de compte pour déterminer, par des règles de proportion en relation avec les conditions particulières d'avancement de l'Office des postes et des télégraphes, les droits de l'agent pour obtenir son prochain avancement au titre marocain. »

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1925.

Fait à Rabat, le 29 ramadan 1343.
 (23 avril 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :
 Rabat, le 29 avril 1925.

Le Maréchal de France,
 Commissaire Résident Général,
 LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 AVRIL 1925
 (29 ramadan 1343)

modifiant les arrêtés viziriels du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) et 28 août 1921 (23 hija 1339) portant organisation du personnel d'exécution de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) est modifié comme suit :

TITRE A

Emplois de début

Remplacer le texte du premier alinéa par le texte suivant :

« Les commis, les mécaniciens, les dames employées, les facteurs receveurs et les agents indigènes sont nommés à la suite de concours dont les programmes et les conditions sont déterminés par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones. »

Supprimer le 3° alinéa.

Remplacer le texte du 6° alinéa par le texte suivant :

« Les emplois vacants de commis, de dames employées, de facteurs et d'ouvriers sont réservés en partie aux mutilés de guerre, blessés de guerre, anciens combattants et veuves de guerre, conformément aux règlements en vigueur dans le Protectorat, à condition que les intéressés remplissent les conditions physiques nécessaires pour assurer le service. »

ART. 2. — L'article 7 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) est modifié comme suit :

Au tableau figurant au dit article portant fixation des traitements du personnel, remplacer les chiffres correspondant à la ligne « facteur-receveur » par les suivants :

1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	4 ^e classe	5 ^e classe	6 ^e classe	7 ^e classe
9.600	9.000	8.400	7.800	7.200	6.600	6.000 (1)

ART. 3. — L'article 19 de l'arrêté viziriel du 8 juillet 1920 (21 chaoual 1338) est complété comme suit :

Entre le 4° et le 5° alinéa, intercaler l'alinéa suivant :

« Leur ancienneté métropolitaine dans leur classe actuelle, l'échelon correspondant à cette dernière et la périodicité de l'avancement au titre métropolitain entrent en ligne de compte pour déterminer, par des règles de proportion en relation avec les conditions particulières d'avancement de l'Office des postes et des télégraphes, les droits de l'agent pour obtenir son prochain avancement au titre marocain. »

ART. 4. — L'article premier de l'arrêté viziriel du 28 août 1921 (23 hija 1339) est complété ainsi qu'il suit :

TITRE B

Emplois d'avancement

Entre le 1^{er} et le 2° alinéa, intercaler les deux alinéas suivants :

« Ne peuvent figurer au tableau d'avancement pour les grades de chef d'atelier et de chef d'équipe que les agents et ouvriers admis à un concours dont les programmes et les conditions sont déterminés par arrêtés du directeur de l'Office.

« Ne peuvent figurer au tableau d'avancement pour le grade de sous-chef de section que les agents ayant satisfait aux épreuves d'un examen d'aptitude professionnelle dont le programme et les conditions sont déterminées par arrêté du directeur de l'Office. »

ART. 5. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1925.

*Fait à Rabat, le 29 ramadan 1343.
(23 avril 1925).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 avril 1925.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MAI 1925 (14 chaoual 1343).

instituant un examen d'aptitude professionnelle pour l'emploi de rédacteur du personnel administratif.

LE GRAND VIZIR,

Vu les arrêtés viziriels portant organisation du personnel des différents services publics de la zone française de l'Empire chérifien ;

Vu le dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) sur les emplois réservés ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un examen d'aptitude professionnelle à l'emploi de rédacteur du personnel administratif, commun à tous les services publics de la zone française.

ART. 2. — L'examen a lieu quand les besoins du service l'exigent. La date en est fixée par le secrétaire général du Protectorat.

Il est ouvert aux commis principaux et commis titulaires qui, justifiant à la date de l'examen de plus de trois années de services civils effectifs dans l'administration chérifienne, sont âgés de vingt-cinq ans révolus à la même date et ont été admis à se présenter à l'examen.

Aucune durée de services civils effectifs n'est exigée des commis titulaires possédant le certificat d'études juridiques et administratives marocaines délivré par l'Institut des hautes études marocaines de Rabat.

ART. 3. — Le secrétaire général du Protectorat arrête, sur la proposition des directeurs généraux ou chefs de service, la liste des candidats admis à se présenter à l'examen. Il dresse, d'autre part, la liste spéciale de ceux d'entre eux qui sont qualifiés pour prétendre aux emplois réservés par

application du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) susvisé.

Les intéressés sont informés par ses soins de la décision prise à leur égard, un mois au moins avant la date de l'examen.

ART. 4. — L'examen comporte des épreuves écrites et des épreuves orales.

Les épreuves écrites et orales sont subies à Rabat.

Une commission de trois membres désignés par le secrétaire général du Protectorat assure la surveillance des épreuves écrites.

ART. 5. — Les épreuves écrites et orales sont fixées comme suit :

A. — Epreuves écrites

1^o Une rédaction sur un sujet administratif d'ordre pratique (coefficient 4 ; durée 4 heures) ;

2^o Une composition de législation marocaine (coefficient 3 ; durée 4 heures).

B. — Epreuves orales

1^o Une interrogation sur l'histoire et la géographie de l'Afrique du Nord (coefficient 2) ;

2^o Une interrogation sur le droit administratif français (coefficient 3) ;

3^o Une interrogation sur la législation marocaine (coefficient 4).

Le programme des matières de l'examen est annexé au présent arrêté.

ART. 6. — Le jury de l'examen est composé d'un directeur (président), du chef du service du personnel au secrétariat général du Protectorat, d'un chef et d'un sous-chef de bureau (membres), désignés par le secrétaire général du Protectorat.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

ART. 7. — Les sujets de composition, choisis par le jury, sont enfermés dans des enveloppes scellées et cachetées qui portent les suscriptions suivantes :

« Examen d'aptitude professionnelle pour l'emploi de rédacteur. Enveloppe à ouvrir en présence des candidats ».

ART. 8. — Il est procédé à l'ouverture de ces enveloppes par le président de la commission de surveillance des épreuves, en présence des candidats, au jour et à l'heure fixés pour les dites épreuves.

ART. 9. — Il est interdit aux candidats, sous peine d'exclusion, d'avoir aucune communication avec qui que ce soit.

ART. 10. — Les compositions remises par les candidats ne portent pas de nom ni de signature.

Chaque candidat inscrit en tête de sa composition une devise et un numéro qu'il reproduit sur un bulletin, lequel porte ses nom et prénoms ainsi que sa signature.

La composition et le bulletin, placés dans deux enveloppes distinctes et fermées, sont remis par chaque candidat au président de la commission de surveillance, qui les enferme lui-même sous deux autres enveloppes portant respectivement la mention : « Examen pour l'emploi de rédacteur. — Epreuve de (matière) ».

Les enveloppes, fermées et revêtues de la signature du président de la commission de surveillance, sont trans-

mises par ce dernier au secrétariat général du Protectorat (service du personnel).

ART. 11. — Les plis contenant les épreuves sont seuls ouverts et les membres du jury procèdent à l'examen et à l'annotation des compositions.

Il est alloué à chacune des compositions une note exprimée par des chiffres variant de 0 à 20, ayant respectivement les significations suivantes :

	0 nul ;
1, 2	très mal ;
3, 4, 5	mal ;
6, 7, 8	médiocre ;
9, 10, 11	passable ;
12, 13, 14	assez bien ;
15, 16, 17	bien ;
18, 19	très bien ;
20	parfait.

Chaque note est multipliée par le coefficient fixé à l'article 5.

Le président du jury ouvre ensuite les enveloppes qui contiennent les bulletins individuels indiquant les noms des candidats et rapproche ces noms des devises et des numéros portés en tête des compositions annotées.

ART. 12. — Nul ne peut être admis à subir les épreuves orales s'il n'a obtenu au minimum un total de 84 points à l'écrit.

Est éliminé tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 9 pour l'une quelconque des compositions écrites.

ART. 13. — Les épreuves orales sont notées de 0 à 20, comme il est dit à l'article 11 ; les notes données sont multipliées par les coefficients prévus à l'article 5.

Un minimum de 108 points est exigé pour l'ensemble des épreuves orales.

Est éliminé tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 9 en une matière quelconque.

ART. 14. — Sont reconnus aptes professionnellement à l'emploi de rédacteur tous les candidats qui ont obtenu un total général de 192 points au moins à l'écrit et à l'oral.

Il est dressé deux listes de ces candidats, l'une comprenant les noms des candidats non susceptibles de bénéficier d'emplois réservés, l'autre comprenant les noms de ceux d'entre eux qui peuvent bénéficier d'emplois réservés.

Le classement entre eux de ces deux sortes de candidats est effectué dans les conditions ci-après.

ART. 15. — S'agissant des candidats non susceptibles de bénéficier d'emplois réservés, il est ajouté au nombre total des points obtenus par chacun d'eux à l'écrit et à l'oral : 1° la note professionnelle (calculée de 0 à 20) qui leur a été attribuée ; 2° une bonification de 15 points pour la possession du baccalauréat ou du brevet supérieur ; 3° une bonification de 15 points pour le certificat d'études juridiques et administratives ; ces deux dernières bonifications se cumulant, le cas échéant. Le classement se fait par nombre de points et, à égalité de points : 1° selon les charges de famille ; 2° selon l'âge respectif des candidats.

ART. 16. — S'agissant des candidats bénéficiaires des emplois réservés, les pensionnés de guerre sont classés avant les anciens combattants.

Entre pensionnés, le classement dépend : 1° de la qualité d'ancien combattant ; 2° du nombre total de points

obtenu en ajoutant aux chiffres de l'oral et de l'écrit la note professionnelle et, s'il y a lieu, les bonifications prévues aux paragraphes 2° et 3° de l'article 15.

À égalité de points, la priorité résulte enfin : 1° du degré d'invalidité ; 2° des charges de famille.

Entre anciens combattants, le classement est effectué comme il est dit à l'article 15.

ART. 17. — Les deux listes sont publiées au *Bulletin Officiel*.

Elles sont utilisées jusqu'à épuisement pour toutes nominations à des emplois de rédacteurs qui rentrent dans la proportion de ces emplois attribuée aux candidats venant du cadre des commis principaux et commis.

Les emplois réservés sont pourvus par priorité.

ART. 18. — Dans le cas où aucun candidat susceptible de bénéficier d'un emploi réservé ne serait classé, des candidats non bénéficiaires pourraient être nommés aux emplois réservés par arrêté motivé du secrétaire général du Protectorat, pris sur l'avis de la commission spéciale des emplois réservés.

Il en serait de même dans le cas où les candidats bénéficiaires classés seraient en nombre inférieur à celui des emplois réservés.

*Fait à Rabat, le 14 chaoual 1343.
(8 mai 1925).*

ABDERRAHMAN BEN EL KORCIJ.
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 mai 1925.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

* * *
ANNEXE

PROGRAMME DES MATIÈRES DU CONCOURS

Histoire et géographie de l'Afrique du Nord

1° Notions générales sur l'histoire du Maroc jusqu'au vingtième siècle. La convention de Madrid ;

2° Le Maroc au vingtième siècle. Les accords franco-anglais, franco-espagnol et franco-italien. La conférence d'Algésiras. Les traités de novembre 1911, de mars et de novembre 1912. Les traités de Versailles et de Saint-Germain. Le statut de Tanger ;

3° Notions générales sur la conquête de l'Algérie et l'établissement du protectorat français en Tunisie ;

4° Notions générales sur la géographie physique, politique, économique et humaine de l'Afrique du Nord (principalement du Maroc).

Droit administratif français

1° Organisation administrative de la France (l'Etat, le département, la commune ; les agents et les conseils ; les tribunaux administratifs ; les établissements publics) ;

2° Patrimoine administratif (domaine public et domaine privé) ;

3° Principales modalités de l'action administrative (police, travaux publics, transports, assistance).

Législation marocaine

- 1° Le traité de protectorat ;
- 2° Organisation générale de l'Etat (la Résidence générale, le conseil du Gouvernement et les organes français de direction et de contrôle ; le Makhzen central et ses agents locaux ; la nouvelle administration chérifienne) ;
- 3° Organisation municipale ;
- 4° Notions générales sur l'organisation judiciaire (tribunaux français, tribunaux musulmans, tribunaux israélites) ;
- 5° Organisation financière (budget général, impôts directs et taxes assimilées, impôts et revenus indirects, domaine, monopole, exploitations, produits divers ; budgets municipaux ; dette publique) ;
- 6° Régime des terres et colonisation (chrâa, immatriculation, terres collectives ; situation présente de la colonisation, colonisation officielle, différentes modalités de l'action des pouvoirs publics, institutions de crédit) ;
- 7° Travaux publics (expropriation, aménagement des villes, associations syndicales urbaines et rurales, régime minier).

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 6 MAI 1925
(11 chaoual 1343)

déclarant d'utilité publique l'expropriation d'un lot de terrain sis à Casablanca et limité par l'avenue du Général Moinier, la rue du Capitaine Hervé et le boulevard de la Liberté.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, modifié par les dahirs des 8 novembre 1914 (19 hija 1332), 3 mai 1919 (2 chaabane 1337), 15 octobre 1919 (19 moharrem 1338) et 17 janvier 1922 (18 joumada I 1340) ;

Considérant la nécessité de procéder à l'expropriation d'un terrain sis à Casablanca et limité par l'avenue du Général-Moinier, la rue du Capitaine-Hervé et le boulevard de la Liberté, en vue de la construction d'un lycée ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo d'un mois effectuée par le chef des services municipaux de Casablanca, du 16 mars au 16 avril 1925,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique l'expropriation d'un lot de terrain sis à Casablanca et limité par l'avenue du Général-Moinier, la rue du Capitaine-Hervé et le boulevard de la Liberté.

ART. 2. — Ce terrain, délimité par un liseré rouge au plan ci-annexé, est constitué par les propriétés indiquées ci-après :

Noms et désignation des propriétés	Noms des propriétaires présumés
Propriété dite « Jardin Petit Max » titre foudier 3233 c. (2 parcelles).	MM. Guedj, Bessis Isaac, Scemla Jacques, Scemla Charles, Cohen Boulakia Joseph, Be-laïch.
Propriété dite « Jardin de la Compagnie marocaine » titre foudier 3232 c.	Compagnie marocaine.
Propriété dite « L'Eden » titre foudier 3236 c.	MM. Lugat Pierre, Dufour Jules, Delbonnet, Acher.
Parcelle sans nom, d'une superficie approximative de 4.700 mètres carrés.	M. Guernier.

ART. 3. — Pendant une période de deux années, à compter de la promulgation du présent arrêté, les propriétés ci-dessus désignées resteront frappées de cessibilité et grevées des servitudes prévues par l'article 4 du dahir susvisé du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 4. — Dans le délai d'un mois à compter de l'insertion du présent arrêté au *Bulletin Officiel*, les propriétaires intéressés seront tenus de faire connaître les fermiers, les locataires ou les détenteurs de droits réels sur leur immeuble, faute de quoi ils resteront seuls chargés envers ces derniers des indemnités que ceux-ci pourraient réclamer.

Tous autres intéressés seront tenus de se faire connaître dans le même délai, faute de quoi ils seront déchu de tous droits.

ART. 5. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 11 chaoual 1343,
(5 mai 1925).

ABDERRAHMAN BEN EL KORCHI.

Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 mai 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 7 MAI 1925
désignant les nouveaux membres de la commission administrative chargée de la révision des listes électorales de la chambre française consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Meknès.

**LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,**

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} juin 1919 portant institution, par voie d'élections, de chambres françaises consultatives mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie, modifié ou complété par les arrêtés résidentiels des 1^{er} avril 1921, 1^{er} septembre 1923, 31 octobre 1923 et 20 janvier 1925 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 16 février 1925, désignant les membres de la commission administrative chargée de la révision des listes électorales en vue de l'élection de membres de la chambre française consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Meknès, et fixant la date du scrutin ;

Considérant qu'un des membres titulaires et que les deux membres suppléants de cette commission ayant fait acte de candidature n'ont plus qualité pour effectuer le travail de vérification des opérations électorales et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission administrative chargée de la vérification des opérations électorales du 10 mai 1925, en qualité de membre titulaire : M. Torre Paul, en remplacement de M. Pagnon, et en qualité de membres suppléants : MM. Laffont Albert et Héraud Pierre, en remplacement de MM. Vacherand et Morillon.

Rabat, le 7 mai 1925.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 7 MAI 1925
relatif à l'élection des membres de la chambre française consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Fès.

LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} juin 1919 portant institution, par voie d'élections, de chambres françaises consultatives mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie, modifié ou complété par l'arrêté résidentiel du 20 janvier 1925 et, notamment, l'article 13 du dit arrêté ;

Vu l'arrêté résidentiel du 16 février 1925, fixant au dimanche 10 mai 1925 la date du scrutin pour l'élection des membres de la chambre française consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Fès ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 avril 1925, portant fixation du nombre des membres de la chambre française consultative mixte d'agriculture, de commerce et d'industrie de Fès ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 25 avril 1925, créant un sectionnement dans la circonscription électorale de Fès en vue des élections du 10 mai 1925 ;

Considérant que la région de Taza n'a été administrativement rattachée à celle de Fès que postérieurement à 1923 et que, dans ces conditions, aucun des électeurs de ce centre ne pouvant justifier de son inscription, pendant trois années, sur les listes électorales, ne peut remplir les conditions pour être éligible, alors que deux sièges sont à pourvoir pour la représentation de la région de Taza,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A titre exceptionnel et par dérogation aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté résidentiel du 20 janvier 1925, seront éligibles à la chambre française

consultative mixte de Fès (section de Taza), les électeurs de la région de Taza qui, remplissant les conditions d'âge, sont inscrits depuis trois ans soit au rôle des patentes, soit au rôle du tertib.

Rabat, le 7 mai 1925.

LYAUTEY.

ORDRE DU 27 AVRIL 1925
portant interdiction, en zone française de l'Empire
chérifien, du journal syrio-libanais « Er Raed ».

Nous, Maréchal de France, Commissaire résident général de la République française au Maroc commandant en chef.

Vu l'ordre du 2 août 1914 relatif à l'état de siège, modifié par l'ordre du 7 février 1920 ;

Vu l'ordre du 25 juillet 1924, relatif aux droits de l'autorité militaire en matière d'ordre public ;

Vu le caractère tendancieux de certaines informations publiées par le journal syrio-libanais « Er Raed » édité en langue arabe à Sao Paulo (Brésil) ;

Considérant que ces informations sont de nature à exciter, dans la population indigène du Maroc, des sentiments hostiles à l'égard de la France et, par suite, à compromettre la sécurité des troupes d'occupation et du Protectorat,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'exposition dans les lieux publics, l'affichage, la vente, la mise en vente et la distribution du journal syrio-libanais « Er Raed », édité en langue arabe à Sao Paulo (Brésil), sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, relatif à l'état de siège, modifié par ceux du 7 février 1920 et du 25 juillet 1924.

Rabat, le 27 avril 1925.

LYAUTEY.

ORDRE DU 27 AVRIL 1925
portant interdiction d'un journal danois dans la zone
française de l'Empire chérifien.

Nous, Maréchal de France, Commissaire résident général de la République française au Maroc, commandant en chef.

Vu l'ordre du 2 août 1914 relatif à l'état de siège, modifié par l'ordre du 17 février 1920 ;

Vu l'ordre du 25 juillet 1924 relatif aux droits de l'autorité militaire en matière d'ordre public ;

Vu le caractère tendancieux des informations publiées par le journal danois « Social Demokraten » à propos de la légion étrangère ;

Considérant que les articles publiés par le « Social Demokraten », sont de nature à nuire à la discipline dans la légion étrangère et, par suite, à compromettre la sécurité des troupes d'occupation,

ORDONNONS CE QUI SUIT :

L'introduction, l'exposition dans les lieux publics,

l'affichage, la vente, la mise en vente et la distribution du journal danois « *Social Demokraten* », édité à Copenhague (Danemark), sont interdits dans la zone française de l'Empire chérifien.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'ordre du 2 août 1914, relatif à l'état de siège, modifié par ceux du 7 février 1920 et du 25 juillet 1924.

Rabat, le 27 avril 1925.

LYAUTEY.

ORDRE GÉNÉRAL N° 525.

Le maréchal de France commissaire résident général de France au Maroc, commandant en chef, cite à l'ordre des troupes d'occupation du Maroc les militaires dont les noms suivent :

BLONDET, Paul, capitaine, chef du service du génie du territoire de Midelt.

« Chef du service du génie du territoire de Midelt, servant depuis longtemps au Maroc. A pris part à toutes les colonnes de 1920 et de 1923, faisant preuve d'un courage parfait et d'un dévouement inlassable, organisant les nouveaux postes dans les zones les plus dangereuses, et les plus exposées au feu des dissidents ; vient, au cours des premiers mois de 1925, de donner une preuve nouvelle de sa valeur et de son courage en traçant en zone d'insécurité et malgré la menace continue des dissidents, trois routes nouvelles présentant le plus haut intérêt au point de vue de la sécurité du territoire. »

BOYER DE LATOUR DU MOULIN, Pierre, Georges, lieutenant au service des renseignements du Maroc (annexe des Beni Alaham).

« Officier remarquable tant par sa bravoure froide et raisonnée, la lucidité de son coup d'œil sur le terrain que par l'intelligence, le zèle et la clairvoyance qu'il apporte dans son métier d'officier de renseignements. Se dépensant sans compter, s'exposant de jour et de nuit, a réussi à empêcher le ravitaillement par la voie du Dir, des Beni Alaham du djebel et des Ighezrane. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mars 1925, vers les sources de l'oued Bechna, à six kilomètres de son poste, par une violente tempête de neige a surpris un fort djich conduit par un redoutable chef de bande et l'a mis en déroute, tuant 3 dissidents, dont le chef, et lui enlevant 2 fusils. »

MCURRET, Henri, Raymond, Félix, Marie, Joseph, capitaine au 64^e régiment d'artillerie de campagne (2^e groupe).

« Au combat du 25 juillet et pendant les journées des 26, 27 et 28 juillet 1924, a brillamment commandé un groupement de deux batteries de 75, qui a secondé remarquablement l'action de l'infanterie de la colonne et a con-

« tribué dans une large mesure au succès des opérations, en infligeant à la harka riffaine des pertes très sévères. »

Ces citations comportent l'attribution de la croix de guerre des T. O. E. avec palme.

Au Q. G. à Rabat, le 30 avril 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général, Commandant en Chef :
LYAUTEY.

AUTORISATION D'ASSOCIATION

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 2 mai 1925, l'« Association de secours mutuels des médaillés militaires de Marrakech », dont le siège est à Marrakech, a été autorisée.

AUTORISATIONS DE LOTERIE

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 28 avril 1925, l'association dite « Société de bienfaisance de Rabat » a été autorisée à mettre en vente quinze mille enveloppes-surprises à deux francs.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 29 avril 1925, l'association dite « Union Sportive de Fès », dont le siège est à Fès, a été autorisée à organiser une loterie de dix mille billets (10.000), à un franc.

CRÉATION D'EMPLOI

Par décision du directeur adjoint des finances, en date du 5 mai 1925, un emploi de rédacteur est créé au contrôle du crédit agricole des sociétés indigènes de prévoyance, du crédit immobilier à long terme et des habitations à bon marché, à compter du 11 mai 1925.

ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES

Par décision du secrétaire général du Protectorat, en date du 4 mai 1925, est rapportée la décision du 16 mai 1922, donnant subdélégation particulière des pouvoirs et attributions du secrétaire général du Protectorat à M. MOUZON, directeur des contributions diverses hors cadres, en service détaché au secrétariat général du Protectorat, au regard de toutes décisions à prendre pour l'application des règlements intervenus ou à intervenir sur les matières suivantes :

- Armes et munitions ;
- Associations ;
- Exercice des professions médicales et pharmaceutiques ;
- Exhumations et transports de corps ;
- Légalisation de signatures ;
- Personnel du service pénitentiaire ;
- Rapatriement d'indigents ;
- Réquisitions de transport aux personnes visitant les tombes des militaires, leurs parents morts pour la France ;

Soins médicaux et pharmaceutiques aux victimes de la guerre. (art. 64 de la loi du 31 mars 1919).

* * *

Par décision du secrétaire général du Protectorat, en date du 4 mai 1925, subdélégation particulière des pouvoirs et attributions du secrétaire général du Protectorat est donnée à M. AMIOT, sous-chef de bureau au service de l'administration générale conjointement avec M. MANGOT, chef du dit service, au regard de toutes décisions à prendre pour l'application des règlements intervenus ou à intervenir sur les légalisations de signatures.

NOMINATIONS ET PROMOTIONS DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêté du directeur adjoint des finances, en date du 22 avril 1925 :

M. BOISSY Maurice, rédacteur de 2^e classe au service central des perceptions à Rabat, est élevé, sur place, à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1925 ;

M. PINAULT Charles, percepteur de 4^e classe à Safi, est élevé, sur place, à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1925 ;

M. LEVEQUE André, percepteur suppléant de 2^e classe à la perception de Casablanca-centre, est élevé, sur place, à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1925 ;

M. BRANDENBURG Marcel, percepteur suppléant de 3^e classe à Settat, est élevé, sur place, à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} mai 1925.

* * *

Par décision du directeur, chef du service des douanes et régies, en date du 16 avril 1925, sont nommés au grade de vérificateur adjoint de 3^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1925 :

M. RISTORI Xavier, contrôleur de 6^e classe ;

M. MAESTRACCI Jean, contrôleur de 6^e classe ;

M. LANFRANCHI Jean, Baptiste, contrôleur de 6^e classe.

MM. RIPPES Jean et AGOSTINI Antoine, contrôleurs de 6^e classe, sont nommés à la même date au grade de contrôleur-rédacteur adjoint de 3^e classe.

RECTIFICATIF

à l'arrêté du directeur général des travaux publics du 25 février 1925 portant reclassement des ingénieurs subdivisionnaires et ingénieurs adjoints des travaux publics, pour services militaires (« Bulletin Officiel » n° 650 du 7 avril 1925, pages 584 et 585).

Au lieu de :

BORNE François, ingénieur subdivisionnaire de 1^{re} classe, 69 mois d'ancienneté ;

FAYARD Antoine ingénieur subdivisionnaire de 1^{re} classe, 34 mois d'ancienneté ;

BAZOUIN Félix, ingénieur subdivisionnaire de 1^{re} classe, 33 mois d'ancienneté ;

BUSSIÈRE Louis, ingénieur subdivisionnaire de 1^{re} classe, 27 mois d'ancienneté ;

CHAREDER Marcel, ingénieur adjoint de 2^e classe, 32 mois, 13 jours d'ancienneté ;

Lire :

BORNE François, ingénieur subdivisionnaire principal, 69 mois d'ancienneté ;

FAYARD Antoine, ingénieur subdivisionnaire principal, 34 mois d'ancienneté ;

BAZOUIN Félix, ingénieur subdivisionnaire principal, 32 mois d'ancienneté ;

BUSSIÈRE Louis, ingénieur subdivisionnaire principal, 27 mois d'ancienneté ;

CHAREDER Marcel, ingénieur adjoint de 2^e classe, 19 mois, 22 jours d'ancienneté.

Conducteurs principaux et conducteurs des travaux publics

Au lieu de :

DELBART Albert, conducteur principal de 3^e classe, 24 mois, 8 jours d'ancienneté ;

MOINS Jean, conducteur principal de 3^e classe, 12 mois d'ancienneté ;

GAUDIANI Jules, conducteur principal de 4^e classe, 32 mois d'ancienneté ;

BRUNET Maurice, conducteur de 1^{re} classe, 7 mois, 14 jours d'ancienneté ;

HANRIOT Marius, conducteur de 2^e classe, 16 mois, 21 jours d'ancienneté ;

CALMON Justin, conducteur de 4^e classe, 26 mois, 26 jours d'ancienneté ;

Lire :

DELBART Albert, conducteur principal de 3^e classe, 23 mois, 19 jours d'ancienneté ;

MOINS Jean, conducteur principal de 3^e classe, 11 mois, 10 jours d'ancienneté ;

GAUDIANI Jules, conducteur principal de 4^e classe, 26 mois d'ancienneté ;

BRUNET Maurice, conducteur de 1^{re} classe, 6 mois, 29 jours d'ancienneté ;

HANRIOT Marius, conducteur de 2^e classe, 12 mois, 28 jours d'ancienneté au 8 septembre 1924, date de sa mise en congé sans solde ;

CALMON Justin, conducteur de 4^e classe, 28 mois, 26 jours d'ancienneté.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TAXE URBAINE

Ville de Meknès

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Meknès pour l'année 1925 est mis en recouvrement à la date du 20 mai 1925.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Ville de Meknès

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de la ville de Meknès pour l'année 1925 est mis en recouvrement à la date du 20 mai 1925.

Le Directeur adjoint des finances,
MOUZON.

Institut Scientifique Chérifien

SERVICE DE MÉTÉOROLOGIE GÉNÉRALE

Statistique pluviométrique du 21 avril au 1^{er} mai 1925.

STATIONS	Pluie tombée du 21 avril au 1 ^{er} mai	Pluie moyenne d'avril	Pluie tombée du 1 ^{er} septembre au 1 ^{er} mai	Pluie moyenne du 1 ^{er} septembre au 1 ^{er} mai
Ouezzan.....	20.9	67	446.4	645
Souk el Arba du Rab.	26.6	50	352.6	489
Petitjean.....	13.8	43	329.3	433
Rabat.....	6.9	45	454.3	477
Casablanca.....	2.4	29	331.8	394
Settat.....	3.4	41	151.5	368
Mazagan.....	1.3	29	259.7	400
Sidi Ben Nour.....		39		355
Marchaud.....	16.1	40	378.3	408
Safi.....	3.0	28	152.9	345
Mogador.....	4.0	21	166.0	317
Marrakech.....	2.8	23	252.5	276
Meknès.....	26.0	51	434.6	493
Fès.....	33.1	55	415.3	490
Taza.....	19.5	62	411.1	481
Tadla.....	8.6	59	301.1	419
Oulmès.....		53		510
Azrou.....	38.4	61	582.5	616
Ouljet Soltane.....	10.0	41	293.7	398
Oujda.....		46		299

SITUATION DE LA BANQUE D'ÉTAT DU MAROC
au 31 mars 1925.

ACTIF

Actionnaires.....	3.850.000.00
Encaisse métallique.....	10.991.746.22
Dépôt au trésor public à Paris.....	50.000.000.00
Disponibilités en dollars et livres sterling.....	31.842.761.40
Autres disponibilités hors du Maroc.....	386.083.699.36
Portefeuille effets.....	195.209.539.40
Comptes débiteurs.....	46.546.671.85
Portefeuille titres.....	118.296.674.91
Gouvernement marocain (zone française).....	15.194.676.10
— (zone espagnole).....	96.677.41
Immeubles.....	14.013.815.49
Caisse de prévoyance du personnel (titres).....	1.473.109.77
Comptes d'ordre et divers.....	78.868.054.03
Total.....Fr.	<u>952.467.425.94</u>

PASSIF

Capital.....	15.400.000.00
Réserves.....	23.390.000.00
Billets de banque en circulation :	
Francs.....	277.037.915.00
Hassani.....	55.140.00
Effets à payer.....	1.635.572.68
Comptes créditeurs.....	203.707.891.44
Correspondants hors du Maroc.....	1.442.016.69
Trésor public à Paris.....	235.097.699.42
Gouvernement marocain (zone française).....	165.733.260.37
— (zone espagnole).....	911.238.63
Caisse spéciale des travaux publics.....	1.113.722.41
Caisse de prévoyance du personnel.....	1.764.877.29
Comptes d'ordre et divers.....	25.178.092.01
Total.....Fr.	<u>952.467.425.94</u>

Certifié conforme aux écritures

Le Directeur général de la Banque d'Etat du Maroc,

P. RENGNET.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
EXTRAITS DE REQUISITIONS

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2171 R.

Suivant réquisition en date du 8 avril 1925, déposée à la Conservation de 11 avril 1925, Allel ben Abdallah ben Allel, cultivateur, marié selon la loi musulmane à dame Menna bent Yahia, vers 1915, au douar El Khatatba, fraction des Ouled Hammou, tribu des Menasra, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de :

- 1° Mohamed ben Abdallah ben Allel, marié selon la loi musulmane à dame Mina bent Hadj Ahmed, vers 1913, au même lieu ;
- 2° Miloudi ben Abdallah ben Allel, marié selon la loi musulmane à dame Khedija bent Bousselham, vers 1917, au même lieu ;
- 3° Ben Haya ben Hadj Mekki, marié selon la loi musulmane à dame Ghalia bent Soussi, vers 1885, au même lieu ;
- 4° Bousselham ben Hadj Mekki, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Hadj Ahmed, vers 1905, au même lieu ;
- 5° Mohamed ben Allel, dit Cherkaoui, marié selon la loi musulmane à dame Yamna, vers 1915, au même lieu ;
- 6° Rahma bent Hadj Mekki, veuve de Allel ben Cherkaoui, décédé au douar El Khatatba précité, vers 1905 ;
- 7° Fatma bent Hadj Mekki, veuve de Abdallah ben Allel, décédé au dit douar, vers 1905 ;
- 8° Fatma bent Abdelkader el Malki, dite « Djelloulia », veuve de M'Hamed ben Hadj Malek Rtabi ;
- 9° Hadj ben M'Hamed ben Malek ;
- 10° Mira bent M'Hamed ben Malek, ces derniers célibataires ; tous les susnommés demeurant et domiciliés au douar El Khatatba précité ;

A demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis, dans des proportions diverses, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Bled Ben Allel I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, fraction des Ouled Hammou, sur la rive droite du Sebou et à 2 km. environ au sud du marabout de Sidi Mellali.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est composée de quatre parcelles, limitées :

Première parcelle (Khaourara). — Au nord, par l'oued Sebou ; à l'est, par Mohamed ben Djillali ; au sud, par le cheikh Omar ben Aïssa et les Ouled Bouazza, représentés par Ali ben Mansour ; à l'ouest, par Hadj Taïeb ben Bousselham.

Deuxième parcelle (Mriss). — Au nord, par Mohamed ben Maachou ; à l'est, par Allal ben Charkaoui ; à l'ouest et au sud, par Mohamed ben Djillali.

Troisième parcelle (Alliga). — Au nord, par les Ouled Bouazza susnommés ; à l'est, par l'oued Sebou ; au sud, par les Ouled Taïeb, représentés par Miloudi et Mellali ben Taïeb ; à l'ouest, par les Ouled ben Ahmed ben Thami, représentés par Abdesselamould Si el Bergui.

Quatrième parcelle (Mechraa). — Au nord, par les Ouled ben Ahmed ben Thami et les Ouled Taïeb susnommés ; à l'est, par l'oued Sebou ; au sud, par Ahmed ben Tehami ; à l'ouest, par Mohamed ben Djillali, tous demeurant sur les lieux, fraction et douar des Ouled Hammou.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de Allal ben el Mekki el Mansouri, leur auteur commun et celle des héritiers de ce dernier, ainsi que le constate un acte de filiation, en date de fin moharrem 1329 (31 janvier 1911), homologué, étant en outre expliqué que les frères Bousselham et Ben Haya susnommés, ont acquis la part indivise de M'Hamed ou Mohamed ben el Hadj Mekki, suivant acte d'adoul en date des 25 chaoual 1330 (7 octobre 1912), 28 moharrem 1331 (7 janvier 1913) et 16 ramadan 1343

(10 avril 1925), homologués, ce dernier ayant agi dans la dite cession tant en son nom personnel qu'au nom de sa mère Safia bent el Fqih Mohamed ben Djilali.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2172 R.

Suivant réquisition en date du 8 avril 1925, déposée à la Conservation de 11 avril 1925, Allel ben Abdallah ben Allel, cultivateur, marié selon la loi musulmane à dame Menna bent Yahia, vers 1915, au douar El Khatatba, fraction des Ouled Hammou, tribu des Menasra, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de :

- 1° Mohamed ben Abdallah ben Allel, marié selon la loi musulmane à dame Mina bent Hadj Ahmed, vers 1913, au même lieu ;
- 2° Miloudi ben Abdallah ben Allel, marié selon la loi musulmane à dame Khedija bent Bousselham, vers 1917, au même lieu ;
- 3° Ben Haya ben Hadj Mekki, marié selon la loi musulmane à dame Ghalia bent Soussi, vers 1885, au même lieu ;
- 4° Bousselham ben Hadj Mekki, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Hadj Ahmed, vers 1905, au même lieu ;
- 5° Mohamed ben Allel, dit Cherkaoui, marié selon la loi musulmane à dame Yamna, vers 1915, au même lieu ;
- 6° Rahma bent Hadj Mekki, veuve de Allel ben Cherkaoui, décédé au douar El Khatatba précité, vers 1905 ;
- 7° Fatma bent Hadj Mekki, veuve de Abdallah ben Allel, décédé au dit douar, vers 1905 ;
- 8° Fatma bent Abdelkader el Malki, dite « Djelloulia », veuve de M'Hamed ben Hadj Malek Rtabi ;
- 9° Hadj ben M'Hamed ben Malek ;
- 10° Mira bent M'Hamed ben Malek, ces derniers célibataires ; tous les susnommés demeurant et domiciliés au douar El Khatatba précité ;

A demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis dans des proportions diverses d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Ben Allel II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, fraction des Ouled Hammou, sur la rive droite du Sebou et à proximité de la ferme Franceschi.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est composée de trois parcelles limitées :

Première parcelle (Sidi Ebdelmejid). — Au nord, par El Hadj Taïeb et les Ouled el Alem ; à l'est, par les requérants ; au sud, par Allal ben Charkaoui et les Ouled Maachan ; à l'ouest, par les mêmes et les requérants.

Deuxième parcelle (Bouret Adala). — Au nord, par Hadj Taïeb susnommé ; à l'est, par Mohamed ben Djillali ; au sud, par les Ouled Maachan susnommés ; à l'ouest, par Allal ben Charkaoui susnommé.

Troisième parcelle (Feddene Lakhale). — Au nord, par les requérants ; à l'est, par Allel ben Cherkaoui et les Ouled Maachan susnommés ; au sud, par Allel ben Cherkaoui susnommé ; à l'ouest, par Ben Abdelouahed, tous les susnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de Allal ben el Mekki el Mansouri, leur auteur commun et celle des héritiers de ce dernier, ainsi que le constate un acte de filiation, en date de fin moharrem 1329 (31 janvier 1911), homologué, étant en outre expliqué que les frères Bousselham et Ben Haya susnommés, ont acquis la part indivise de M'Hamed ou Mohamed ben el Hadj Mekki, suivant acte d'adoul en date des 25 chaoual 1330 (7

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

octobre 1912), 28 moharrem 1331 (7 janvier 1913) et 16 ramadan 1343 (10 avril 1925), homologués, ce dernier ayant agi dans la dite cession tant en son nom personnel qu'au nom de sa mère Safia bent el Fqih Mohamed ben Djilali.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2173 R.

Suivant réquisition en date du 8 avril 1925, déposée à la Conservation de 11 avril 1925, Allel ben Abdallah ben Allel, cultivateur, marié selon la loi musulmane à dame Menna bent Yahia, vers 1915, au douar El Khetatba, fraction des Ouled Hammou, tribu des Menasra, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de :

- 1° Mohamed ben Abdallah ben Allel, marié selon la loi musulmane à dame Mina bent Hadj Ahmed, vers 1913, au même lieu ;
- 2° Miloudi ben Abdallah ben Allel, marié selon la loi musulmane à dame Khedija bent Bousselham, vers 1917, au même lieu ;
- 3° Ben Haya ben Hadj Mekki, marié selon la loi musulmane à dame Ghalia bent Soussi, vers 1885, au même lieu ;
- 4° Bousselham ben Hadj Mekki, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Hadj Ahmed, vers 1905, au même lieu ;
- 5° Mohamed ben Allel, dit Cherkaoui, marié selon la loi musulmane à dame Yamna, vers 1915, au même lieu ;
- 6° Rahma bent Hadj Mekki, veuve de Allel ben Cherkaoui, décédé au douar El Khetatba précité, vers 1905 ;
- 7° Fatma bent Hadj Mekki, veuve de Abdallah ben Allel, décédé au dit douar, vers 1905 ;
- 8° Fatma bent Abdelkader el Malki, dite « Djelloulia », veuve de M'Hamed ben Hadj Malek Rtabi ;

9° Hadj ben M'Hamed ben Malek ;
10° Mira bent M'Hamed ben Malek, ces derniers célibataires ; tous les susnommés demeurant et domiciliés au douar El Khetatba précité ; A demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis dans des proportions diverses, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled ben Allel III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, fraction des Ouled Hammou, sur la rive droite du Sebou et à proximité de la ferme Franceschi.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord et au sud, par Allal ben Cherkaoui ; à l'est, par Hadj Taïeb et Abdelmalek ; à l'ouest, par le fqih Bouasria, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de Allal ben el Mekki el Mansouri, leur auteur commun et celle des héritiers de ce dernier, ainsi que le constate un acte de filiation, en date de fin moharrem 1329 (31 janvier 1911), homologué, étant en outre expliqué que les frères Bousselham et Ben Haya susnommés, ont acquis la part indivise de M'Hamed ou Mohamed ben el Hadj Mekki, suivant acte d'adoul en date des 25 chaoual 1330 (7 octobre 1912), 28 moharrem 1331 (7 janvier 1913) et 16 ramadan 1343 (10 avril 1925), homologués, ce dernier ayant agi dans la dite cession tant en son nom personnel qu'au nom de sa mère Safia bent el Fqih Mohamed ben Djilali.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2174 R.

Suivant réquisition, en date du 14 avril 1925, déposée à la Conservation le 15 du même mois, El Djilani ben Hadj Mohamed Erremiki, marié selon la loi musulmane à dame Tamou b. el Hadj Mansour el Khemchouchi, vers 1899 et à Zohra bent el Hadj Bousselham Erremiki vers 1915, au douar Ghechacha, tribu des Khlot, cercle du Gharb, bureau des renseignements d'Arbaoua, y demeurant agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Hadj el Mellali ben Hadj Mohamed Erremiki, son frère, marié selon la loi musulmane à dame Menana bent el Hadj el Moustapha Erremiki, vers 1904, au douar Ghechacha, y demeurant, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis par parts égales d'une propriété dénommée « Touguia et Remila », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Erremikia n° 1 », consistant en terrain de culture, situé contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, rive droite du Sebou, sur la piste de Kénitra à Dar el Remiqi, à 4 km. environ

au nord-ouest de Souk el Had et à 300 mètres du marabout de Sidi Ahmed ben Hamou.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par la djemaa des Ouled Marouane, représentée par le cheikh Sellam ben Ould S'Hisseh, demeurant sur les lieux, douar S'Hisseh ; à l'est, par la djemaa des Soualah, représentée par le cheikh Bekkali ben Mohamed, également sur les lieux, douar Ouled Ziâne ; au sud, par le cheikh Abdesselham ben Djilali et Taali, demeurant sur les lieux, douar Ouled ben Taalla ; à l'ouest, par l'Etat chérifien (domaine public).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 7 rebia II 1323 (11 juin 1905) homologué, aux termes duquel Allal ben M'hamed et consorts, représentés par M'hamed ben Bouazza el Fendour et Bousselham ben Dris, leur ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2175 R.

Suivant réquisition, en date du 14 avril 1925, déposée à la Conservation le 15 du même mois, El Djilani ben Hadj Mohamed Erremiki, marié selon la loi musulmane à dame Tamou b. el Hadj Mansour el Khemchouchi, vers 1899 et à Zohra bent el Hadj Bousselham Erremiki vers 1915, au douar Ghechacha, tribu des Khlot, cercle du Gharb, bureau des renseignements d'Arbaoua, y demeurant agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de Hadj el Mellali ben Hadj Mohamed Erremiki, son frère, marié selon la loi musulmane à dame Menana bent el Hadj el Moustapha Erremiki, vers 1904, au douar Ghechacha, y demeurant, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis par parts égales d'une propriété dénommée « Touguia et Remila », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Erremikia n° 2 », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, rive droite du Sebou, sur la piste de Souk el Had à l'oued Segmet et à 15 km. environ au nord-est de Sidi Allal Tazi, lieu dit « Kerma Sefra ».

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par la djemaa de Tebendat, représentée par le cheikh Hadj ben Kem Tebendi, demeurant sur les lieux, au douar Tebendat ; à l'est, par la propriété dite « Domaine du Sebou », réquisition 1110 R. ; au sud, par les Ouled el Ghomari, représentés par le cheikh Sellam ben S'Hisseh, également sur les lieux, douar S'Hisseh ; à l'ouest, par le cheikh Hadj el Djilali ben Azzouz dit « Meknasset », demeurant sur les lieux, douar Meknasset.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 26 rejab 1323 (26 septembre 1905), homologué, aux termes duquel Tahar ben el M'fedel el Boughi, les frères Ahmed et ben Mansour, ben Mohamed el Bourri, Abdelmalek ben Mansour el Bourri et Bousselham ould cheikh Bousselham leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2176 R.

Suivant réquisition en date du 16 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, 1° Ben Taleb ben Si Ahmed, cultivateur, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Mokadem Mekki, vers 1917, au douar des Oulad Berdjaj, fraction des Khlot, tribu des Ouled Berdjaj, contrôle civil de Kénitra, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 1° Abdelkader ben Si Ahmed, marié selon la loi musulmane à dame Nedjma bent Si Djilali, vers 1904, au même lieu ; 2° Arbia bent Si Ahmed, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Abbès, vers 1915, au même lieu ; 3° Hennia bent M'Hamed Bouchaïb Doukkali, veuve de Ahmed ben Taleb, décédé vers 1912, au douar des Oulad Berdjaj précité ; 4° Tamo bent Si Ahmed, veuve Djilali ben Rais, décédé vers 1910, au dit douar, tous demeurant au douar des Oulad Berdjaj précité, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire indivis, dans des proportions diverses, d'une propriété dénommée « Jenan Bled Bir Gachouche », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Bir Gabouche », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Kénitra, tribu des Ouled Berdjaj, fraction des Khlot, sur la rive

droite du Sebou et à 2 km. environ au sud du marabout de Sidi Bel Ghazi.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par la route de Mehdiâ et par Ben Acheur ben Hammou et Messour ben Aïdioui, tous deux demeurant sur les lieux, douar Chleuh ; à l'est, par l'oued Sebou ; au sud, par une piste et au delà par l'Etat chérifien (domaine public) ; à l'ouest, par Assal ben Bous-selham el Berdjali, demeurant sur les lieux, douar des Ouled Berdjali et par Yahia ben Brahim également sur les lieux, douar Chleuh.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Ahmed ben Taleh el Kholli, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 16 rejeb 1343 (10 février 1925), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2177 R.

Suivant réquisition en date du 17 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Hammadi ben Haddi ben el Bregui, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Allal, vers 1900, au douar Chiak, fraction des Ouled Allouane, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de :

1° Yamena bent Azzouz Sahli, veuve de Haddi ben el Bregui, décédé au dit douar, vers 1892 ;

2° Abdesselam ben Haddi ben el Bregui, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Lahssen, vers 1905, au même lieu ;

3° Ahmed ben Haddi ben el Bregui, dit « Bou Derbala », célibataire, tous trois demeurant au douar Chiakh précité ;

A demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis, à concurrence de 7/24^e à chacun de Hamadi, Ahmed et Abdesselam, le surplus soit 3/24 à leur mère, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Harch el Kissaria », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ouled Allouane, sur la rive droite de l'oued Grou et à 1 km. environ à l'est de l'aïn M'raïssita, lieu dit « Harch Kissaria ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Allal et Ahmed ben Bou el Hassan, tous deux demeurant sur les lieux ; à l'est, par l'Etat chérifien (domaine forestier) ; au sud, par Lahcen ben Brahim, Hamadi ben Bouazza et Khechane bel Maati ; à l'ouest, par Ahmed ben Bou el Hassan et Kacem ben Miloudi, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia, en date du 11 rejeb 1343 (5 février 1925), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2178 R.

Suivant réquisition en date du 17 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Hammadi ben Haddi ben el Bregui, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Allal, vers 1900, au douar Chiak, fraction des Ouled Allouane, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de :

1° Yamena bent Azzouz Sahli, veuve de Haddi ben el Bregui, décédé au dit douar, vers 1892 ;

2° Abdesselam ben Haddi ben el Bregui, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Lahssen, vers 1905, au même lieu ;

3° Ahmed ben Haddi ben el Bregui, dit « Bou Derbala », célibataire, tous trois demeurant au douar Chiakh précité ;

A demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaire indivis, à concurrence de 7/24^e à lui-même et à chacun de Ahmed et Abdesselam, le surplus, soit 3/24 à leur mère Yamena, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Hari », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Ouled Allouane, sur la rive droite de l'oued Grou, à 1 km. environ à l'est de l'aïn M'raïssita et à 200 m. au nord du chabal El Harcha.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord et au sud, par la propriété dite « Blad el Guendouz III »,

réq. 935 CR ; à l'est, par l'Etat chérifien (domaine forestier) ; à l'ouest, par la propriété dite « Blad el Guendouz III », réq. 935 CR susvisée et par Ahmed ben Baiz, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia, en date du 9 chaabane 1340 (7 avril 1922), homologuée, constatant la qualité de propriétaire de Hammadi ben Haddi, seul, étant expliqué que par une déclaration reçue à la Conservation le 17 avril 1925, ce dernier a reconnu à ses mère et frères des droits indivis dans les proportions susindiquées.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Mabrouka », réquisition 1071, sise à Salé, ville indigène, rue Ahmed Talbi, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 15 août 1922, n° 512.

Suivant réquisition, rectificative, du 10 février 1925, Si Ahmed ben M'Hamed Talbi, requérant, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Mabrouka », réquisition 1071 R. soit désormais poursuivie tant en son nom personnel, qu'en celui des héritiers de Sidi Tahar ben el Hadj M'Hamed Talbi, ses copropriétaires indivis, savoir :

1° Mennana bent Si Boubeker ben Bouzid, veuve de Tahar ben el Hadj Mohammed Talbi, susvisé, décédé il y a cinq ans environ, avec lequel elle s'était mariée selon la loi musulmane à Salé, il y a vingt ans environ, demeurant à Salé, quartier Bab Sebta.

2° Lalla Chérif bent Tahar ben el Hadj Mohammed Talbi, célibataire, demeurant au même lieu ;

3° Khadija bent el Hadj Mohammed Talbi, veuve de Si Mohammed ben Abdelhadi Zniber, décédé il y a deux ans environ, avec lequel elle s'était mariée selon la loi musulmane à Salé, il y a environ quarante-cinq ans, demeurant à Salé, derb El Herartha ;

4° El Hadj Mohammed ben el Hadj Mohammed Aouad, veuf de Zehour bent el Hadj Mohammed Talbi, décédée il y a deux ans environ avec laquelle il s'était marié, selon la loi musulmane à Salé, il y a vingt ans environ, demeurant à Salé, quartier Talaa ;

5° Zeineb bent el Hadj Mohammed Aouad, marié selon la loi musulmane au caïd Bou Driss Chahboune et Zemmouri à Salé il y a trois mois environ, demeurant au même lieu ;

6° Reqia bent el Hadj Mohammed Aouad, mariée selon la loi musulmane à Si Mohamed ben el Kebir à Salé, il y a deux ans environ, demeurant au même lieu ;

7° Tabra bent el Hadj Mohammed Aouad, mariée selon la loi musulmane à Si Abderrahman Sebili à Salé, il y a deux ans environ, demeurant au même lieu ;

8° Abdallah ben el Hadj Mohammed Aouad, célibataire demeurant au même lieu ;

9° Larbi ben el Hadj Mohammed Aouad, célibataire demeurant au même lieu.

Ces cinq derniers fils de El Hadj Mohammed ben el Hadj Mohammed Aouad et de Zehour bent el Hadj Mohammed Talbi susnommés.

A concurrence de 3/4 pour lui-même et de 1/4 pour les héritiers de Sidi Tahar ben el Hadj Mohammed Talbi, étant précisé qu'en conséquence des dispositions d'un acte d'adoul en date du 21 moharrem 1341, homologué, déposé à la Conservation, les droits des héritiers de Sidi Tahar ben el Hadj Mohammed Talbi susvisé se trouvent affectés de la condition résolutoire de la naissance du 1^{er} enfant de Lalla Chérif, fille de Tahar Talbi, susnommé, ledit enfant devenant à la réalisation de cette condition propriétaire exclusif du quart dont s'agit.

Le requérant déclare en outre qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble, aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que :

1° Une hypothèque en 1^{er} rang consentie par lui sur la part indivise lui appartenant (3/4) au profit de Mlle Baudouin, Albertine célibataire majeure, demeurant à Saïda (Algérie), rue 40, pour sûreté d'un prêt de 25.000 francs (capital, intérêt, frais et accessoires) suivant acte sous seings privés en date à Rabat, du 6 avril 1922.

2° Une hypothèque en 2^e rang consentie par lui sur la part indivise lui appartenant (3/4) au profit de M. Leroy-Liberge, Edouard, Marcel, Raymond, Hervé, industriel, marié à dame Gabrielle Colli-

gnon, le 13 février 1913, à Paris, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts suivant contrat reçu par M. Jean Dufour, notaire à Paris, le 11 février 1913, demeurant à Rabat, 53, avenue du Chellah, pour sûreté d'un prêt de 35.000 francs (capital, intérêts, frais et accessoires) suivant acte sous seings privés en date à Rabat du 30 août 1922.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 7655 C.

Suivant réquisition en date du 4 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour : 1° Mme de Lombardon, Augusta, Catherine, Joséphine, veuve de Paquet, Nicolas, décédé le 21 avril 1924, à Reuil (Seine-et-Oise), demeurant à Marseille, 37, cours Pierre-Puget ;

2° Paquet, Louis, Charles, Henri, Emmanuel, célibataire majeur, demeurant à Marseille, 39, cours Pierre-Puget ;

3° Paquet, Juliette, Caroline, Eudoxie, veuve de M. de Barbarin, Marie, Jules, Maurice, décédé le 12 avril 1923 à El Ouamra (Maroc espagnol), agissant tant en son nom personnel qu'aux noms et comme tutrice légale de ses enfants mineurs : a) Landry, Mathieu, Auguste, Marie de Barbarin ; b) Yves, Nicolas, Auguste, Marie de Barbarin ; c) Nicole, Marie, Paule de Barbarin ; d) François, Augustin, Marie de Barbarin ; tous demeurant avec leur mère à Marseille, 39, cours Pierre-Puget ;

4° Paquet, Germaine, Marie, Pauline, veuve de Reggio, Pericles, Marie, Nicolas, décédé le 13 décembre 1920, à Marseille, agissant tant en son nom personnel qu'aux noms et comme tutrice légale de ses enfants mineurs : a) Marie, Louise, Madeleine, Reggio ; b) Isabelle, Catherine, Jérémie, Marie, Reggio ; c) Paul, Jean, Marie, Reggio ; d) Colette, Jérémie, Marie, Reggio ; e) Madeleine, Marie, Andrée, Reggio ; f) Catherine, Marie, Christiane, Reggio ; tous demeurant avec leur mère à Marseille, 41, cours Pierre-Puget ;

5° Giraud, Hubert, agissant au nom et comme tuteur légal de son fils mineur, Max, Jules, Charles ; 6° Giraud, Olivier, Julien, Paul, célibataire majeur ; 7° Giraud, Christian, Charles, Joseph, célibataire majeur ; ces trois derniers demeurant à Marseille, 24, cours Pierre-Puget ;

8° Giraud, Catherine, Marie, Thérèse, Nicolette, mariée à Reggio, André, Marie, Apollinaire, le 29 octobre 1923, à Marseille, sous le régime dotal, suivant contrat reçu par M^e Deydier, notaire à Marseille, le 27 octobre 1923 ;

Demeurant à Marseille, 97, cours Pierre-Puget et tous domiciliés à Casablanca, avenue du Général-Drude, chez M. Proal, leur mandataire ;

Ont demandé l'immatriculation : 1° Mme de Lombardon, veuve de Paquet, Nicolas, susnommé, en sa qualité d'usufruitière, dans les proportions indiquées ci-dessous et 2° les autres corequérants en leur qualité de copropriétaires indivis dans les proportions suivantes : M. Paquet, Louis 96/360° ; M^{me} veuve de Barbarin 72/360° ; M^{me} Nicolas Reggio 72/360° ; M^{me} Giraud, Catherine, 21/360° ; M. Giraud, Christian 21/360° ; Giraud, Olivier, 21/360° ; Giraud, Max, 21/360° ; M. de Barbarin, Yves 6/360° ; de Barbarin, Nicole, 6/360° ; de Barbarin, François 6/360° ; Reggio, Isabelle 2/360° ; Reggio, Marie Louise 2/360° ; Reggio, Jean, Marie 2/360° ; Reggio, Colette 2/360° ; Reggio, Madeleine 2/360° ; Reggio, Catherine 2/360° ; De Barbarin, Landry 6/360° ; d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Le Bruly », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, Aïn Borja, rue de Bretagne.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.186 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de Bretagne ; à l'est, par les héritiers de Haïm Bendahan, à Casablanca, rue d'Anfa ; au sud, par M. Gaëtan Brun, à Casablanca, rue des Ouled Ziane ; à l'ouest, par M. Nocard, représenté par M. Robineau, à Casablanca, place des Alliés.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, autre que l'usufruit des 72/360° de la totalité de la propriété au profit de Mme Augusta de Lombardon, veuve de Nicolas Paquet, corequérante et s'exerçant à raison de 24/360° sur la part de M. Louis Paquet, de 3/360° sur la part de chacun de MM. Giraud, Christian, Olivier, Max et Mme André Reggio, et sur la totalité des parts des enfants de Barbarin et Reggio, et qu'ils en sont copropriétaires et usufruitière pour l'avoir recueilli dans les successions de M. Paul

Nicolas Paquet, décédé le 20 août 1922, et de Nicolas, Berthod Paquet, décédé le 21 avril 1924, ainsi que le constatent deux actes de notoriété, en date des 22 août 1922 et 27 juin 1924, le dit M. Paquet, Paul, Nicolas, en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 27 kaada 1331 (28 octobre 1913), aux termes duquel M. Deslaurens a vendu la dite propriété à M. Philipp, agissant pour le compte de M. Paquet, Paul, Nicolas.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7656 C.

Suivant réquisition en date du 4 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Abdelkader ben Abdelkader ben Ali Ezenati el Maghraoui, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Si Amor el Guedani, vers 1922, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de sa mère Amena bent Bouchaïb Eziani Ejamié, veuve de Abdelkader ben Ali, décédé en 1912, sa sœur Yamena bent Abdelkader ben Ali, veuve de Hadj Bouchaïb ould Daoua, décédé en 1920, son oncle Hadj Mohamed ben Ali Ezenati el Maghraoui, marié à Alija bent Mohamed ben Abdeslam, vers 1890, tous demeurant à Casablanca, au derb Sultan, rue 8, n°s 25 et 27 et domiciliés à Casablanca, chez M. Taïeb, rue Nationale, n° 3, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires dans la proportion de 2/3 pour Abdelkader ben Abdelkader ben Ali, sa mère Amena et sa sœur Yamena et 1/3 pour Hadj Mohamed ben Ali, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Boutouil Zenata », consistant en terrain de culture, située contrôle de Chaouïa-nord, tribu des Zenatas, fraction Maghraoua, à 12 km. de Casablanca, sur la route d'Aïn Seba à Fédhala.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite : « Merja Boutouil », réq. 5805 C, appartenant à M. Lassalle aux Zenata ; à l'est, par la propriété dite : « Dendouna II », titre n° 1755 C., appartenant à Si Ghali ould Hasna et consorts, à la tribu des Zenata et par M. Auguste Biscara, demeurant près d'Aïn Seba, tribu des Zenata ; au sud, par M. J. Nardone à Aïn Seba ; à l'ouest, par M. J. Nardone précité, par Bouchaïb el Ghezouani et par les héritiers de Ben M'Sik à Casablanca, rue des Ouled Haddou.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia, en date du S'chaabane 1343 (4 mars 1925) constatant leurs droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7657 C.

Suivant réquisition en date du 4 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Abdelkader ben Abdelkader ben Ali Ezenati el Maghraoui, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Si Amor el Guedani, vers 1922, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de sa mère Amena bent Bouchaïb Eziani Ejamié, veuve de Abdelkader ben Ali, décédé en 1912, sa sœur Yamena bent Abdelkader ben Ali, veuve de Hadj Bouchaïb ould Daouia, décédé en 1920, tous demeurant à Casablanca, derb Sultan, rue 8, n°s 25 et 27 et domiciliés à Casablanca, chez M. Taïeb, rue Nationale, n° 3, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Jenane Abdelkader », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction Maghraoua, cheikh Larbi ben Mekki, près de la propriété dite « Ar-arior », réq. 4542 C, appartenant à M. Guernier.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée :

1^{re} parcelle. — Au nord, par M. Nardone à Aïn Seba ; à l'est, par les séquestres des Biens austro-allemands à Casablanca et par M. Gelardi, aux Zenata à Sidi el Bernoussi ; au sud, par Ali ben Hadj Touhami, tribu Zenata, douar Cheikh Larbi ben Mekki ; à l'ouest, par M. Dumé, Marie, à Casablanca, Aïn Bordja et par M. Chemouny, chez M. G. Braunschwig, à Casablanca, rue Aviateur-Védrines, immeuble de la Société Générale.

2^o parcelle. — Au nord, par la propriété dite « Armor », réquisition 4542 C. précitée ; à l'est, par la route d'Aïn Seba à Fédhala ; au sud, par Djilali ben Hadj Touhami, à Casablanca, derb Sultan ; à l'ouest, par la propriété dite « Armor », précitée.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'une moukha, en date du 8 chaabane 1343 (4 mars 1925), constatant leurs droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7658 C.

Suivant réquisition en date du 6 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Si Abdelkader ben Mohammed el Azouzi el Médiouni, marié selon la loi musulmane à Fatma ben Smain, vers 1905, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de : 1° Si Bouameur ben Ahmida el Fakri el Bouamri, marié selon la loi musulmane à Aïcha bent Abdallah, vers 1910 ; 2° Setti bent Sid Hadj Bouchaïb, veuve de Ben Ahmida, décédé vers 1895 ; 3° Halima ou Halla bent Ahmida, mariée à Bouchaïb ben Djillali, vers 1915 ; 4° Zahra bent Ahmida, célibataire majeure ; 5° Fatma bent Ahmida, célibataire majeure ; tous demeurant et domiciliés fraction des Ouled Abdouin, tribu de Médiouna, douar Ouled Azouz, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dhar Bir Kraphi », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction Abdouin, douar Ouled Azzouz, à 17 km. 500 à gauche de la route de Casablanca à Mazagan, à 1 km. environ à droite du marabout de Sidi Abdallah Bouziane.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Seghir ben Hammadi Azzouzi, au douar Ouled Azzouz, précité ; à l'est, par Cheikh ben el Maati, au douar Sidi Messaoud, fraction Abdouin précitée ; au sud, par Faradj ben Allal Benamri, au douar Ouled Azzouz précité et par Seghir ben Hammadi prénommé ; à l'ouest, par la route de Casablanca à Mazagan.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire avec ses mandants, en vertu : 1° ses mandants, pour avoir recueilli la dite propriété dans la succession de leur auteur Ben Ahmida ben Abdallah, ainsi que le constate un acte de filiation, en date du 2 reheb 1318 (20 janvier 1893), ledit auteur en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'achat, en date du 11 moharrem 1296 (5 janvier 1879) ; 2° le mandant pour avoir acquis des parts indivises de certains héritiers Ben Ahmida, en vertu de deux actes d'adoul, en date des 28 reheb 1328 (30 juillet 1910) et 13 kaada 1327 (26 novembre 1909).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7659 C.

Suivant réquisition, en date du 8 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Hadj Bouazza ben Taïbi Doukkali, marié selon la loi musulmane à Zahra bent Seltane, vers 1895, demeurant et domicilié à Casablanca, rue d'Azemmour, n° 10, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bousmina », consistant en un terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Ziada Moulaine el Outa, à 35 km. de Casablanca, sur la route de Camp-Boulhaut, lieu dit « Ghelimine », avoisinant la propriété dite « Ferme des Trois-Marabouts », titre 3912 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Ferme des Trois-Marabouts », titre 3912 C, appartenant à M. Etienne Antoine, à Casablanca, Hôtel Excelsior, par Salmi Legzouli et par Ali ben Chafai, au douar El Fdallate, tribu des Ziada Moulaine el Outa ; à l'est, par la propriété dite « Ferme des Trois-Marabouts », précitée, par Mustapha Mriah et consorts, au douar Gouassem, tribu des Ziada Moulaine el Outa et par Si Fatmi ben Aïel et par Ben Abdallah, au douar Ouled-Boudjmaâ, tribu des Ziada Moulaine el Outa ; au sud, par Si Mustapha Mriah et consorts précités ; à l'ouest, par Si Djilali el Ghimi, douar Fdallate précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel,

et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul, en date des 2 rebia II 1338 (25 décembre 1919) et du 29 safar 1339 (12 novembre 1920), aux termes desquels Ben Mellouk ben Bouchaïb el Outtaoui et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7660 C.

Suivant réquisition en date du 9 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, le chérif Sidi Bouazza ben Ahmed el Gasmî, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Abdelkhalik, vers 1895, demeurant et domicilié au douar des Ouled Abbas, fraction des Ouled Ayad, tribu des Ouled Ziane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Feddane el Ahmar », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan Bouazza ben Ahmed », consistant en terrain de culture avec gotha, située contrôle civil de la Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction Ouled Ayad, douar Ouled el Abbas, près de la casbah des Ouled Ziane.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par un ravin et au delà par Mohamed ben Aïssa, au douar Ouled el Abbas, fraction des Ouled Ayad, tribu des Ouled Ziane ; à l'est, par Mohamed ben Ali Abiche, au douar Djaadna Soualem Tirs, tribu des Ouled Ziane ; au sud, par la piste allant d'un ravin à Bir el Ejrinat et au delà par El Maati ben el Attar, au douar Ouled el Abbas précité ; à l'ouest, par un ravin et par El Maati susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukha, en date du 7 ramadan 1343 (1^{er} avril 1925) constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7661 C.

Suivant réquisition en date du 5 février 1925, déposée à la Conservation le 9 avril 1925, Si Brahim ben Ahmed ben Brahim el Haddaoui el Bidaoui, marié selon la loi musulmane à dame Zohra bent Si Mohamed, en 1910, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Si Chafai ben Ahmed, célibataire majeur ; 2° Mina bent Ahmed, célibataire mineure ; 3° Rkia bent Ahmed, célibataire mineure ; 4° Fathma bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane, vers 1895, à Ahmed ben Brahim. Tous demeurant aux Ouled Haddou, tribu de Médiouna et domiciliés à Casablanca, rue de Larache, n° 16, chez Si Mohamed ben Bouchaïb ben Itto, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Bled Khalota », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Hadana », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Haddou, au km. 10 de la route de Casablanca à Bouskoura.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par Si Miloudi ould el Hadj Ali el Guernoudi, à la fraction des Ouled Haddou précitée ; au sud, par Si Mohamed ben Abbou, à la fraction des Ouled Haddou et par Si Mohamed ben Bouchaïb ben Itto à Casablanca, 16, rue de Larache ; à l'ouest, par Si Redda ben Boue, à la fraction des Ouled Haddou, susnommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire avec ses mandants pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Ahmed ben Brahim el Heddaoui, ainsi que le constate un acte de filiation, en date du 1^{er} chaabane 1343 (25 février 1925) ; le dit auteur en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'achat, en date du 25 safar 1320 (3 juin 1902).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7662 C.

Suivant réquisition en date du 5 février 1925, déposée à la Conservation le 9 avril 1925, Si Brahim ben Ahmed ben Brahim el Haddaoui el Bidaoui, marié selon la loi musulmane à dame Zohra bent Si Mohamed, en 1910, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Si Chafai ben Ahmed, célibataire majeur ; 2° Mina bent Ahmed, célibataire mineure ; 3° Rkia bent Ahmed, célibataire mineure ; 4° Fathma bent Mohamed, mariée selon la loi musulmane,

vers 1895, à Ahmed ben Brahim. Tous demeurant aux Ouled Haddou, tribu de Médiouna et domiciliés à Casablanca, rue de Lârache, n° 16, chez Si Mohamed ben Bouchaïb ben Uto, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Dar Djédour », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Hana », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Haddou, au km. 10 de la route de Casablanca à Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par Si Reddad Bou Mehdi, à Casablanca, rue Djemaâ Es Souk ; à l'est, par Si Bouchaïb ben Thami, à la fraction des Ouled Haddou ; au sud, par Si Mohamed ben Brahim, à la fraction des Ouled Haddou.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire avec ses mandants pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Ahmed ben Brahim el Heddaoui, ainsi que le constate un acte de filiation, en date du 1^{er} chaabane 1343 (25 février 1925), le dit auteur en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'achat en date du 25 safar 1320 (3 juin 1902).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7663 C.

Suivant réquisition en date du 7 avril 1925, déposée à la Conservation le 10 du même mois, 1^o Mohamed el Mekki el Doukkali el Ferdji, marié selon la loi musulmane, vers 1912, à dame Zohra bent Ahmed el Ferdja, employé au moulin de M. Bouvier à Médiouna, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de 2^o Henia bent Si el Mekki, mariée selon la loi musulmane, en 1911, à Si Mansour ben Ali ; 3^o Yzza bent Sid el Mekki, mariée selon la loi musulmane en 1906, à Hamou ben M'Hamed, toutes deux demeurant au douar et fraction Habara, tribu des Ouled Fredj et domiciliées à Médiouna, chez le requérant, a demandé l'immatriculation ; en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion de moitié pour Si Mohamed el Mekki et moitié pour les deux autres, d'une propriété dénommée « M'Elghor Diba », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Mansourah II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Fredj, fraction et douar Habara Sftani, à 35 km. de Mazagan, sur la route de Souk el Had, près des marabouts de Sidi Hachem et Sidi Meniar et de la zaouïa des Oulad Sidi Mansour.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par les héritiers Sidi Mansour ben M'Hamed ben Hachem, représentés par le requérant ; au sud, par M'Barek ben Mohamed et Louasmin ben Mohamed, tous deux à la fraction des Habara, tribu des Ouled Fredj ; à l'ouest, par Louasmin ben M'Barek, par Ali ben Chebba et par les Oulad Louasmin ben Chabba, représentés par Ali ben Chebba précité, demeurant à la djemâa El-Bida, fraction Maachet, tribu des Ouled Bou Azziz.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire avec ses mandantes pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur El Mekki bel Mansour, ainsi que le constate un acte de filiation, en date du 9 chaabane 1343 (5 mars 1925), le dit auteur en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'achat en date de fin rebia I 1285 (21 juillet 1868).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7664 C.

Suivant réquisition en date du 9 avril 1925, déposée à la Conservation le 10 du même mois, 1^o M. Rolland, Lucien, marié à dame Bruneau, Madeleine, le 24 février 1918, à Tours, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Viot, notaire à Tours, le 22 février 1918, demeurant à Paris, rue Raffet, n° 1 ; 2^o M. Riderau, Edouard, Alphonse, célibataire majeur, demeurant à Château-Lavallière (Indre-et-Loire), et tous deux domiciliés à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 55, chez M. Janin, leur mandataire, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion de 2/3 pour M. Rolland et 1/3 pour M. Riderau, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le

nom de « Terrain Rolland-Riderau », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, Mers-Sultan, limitrophe de la propriété dite « Bagatelle », titre 3751 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 157 mq. est limitée : au nord, par la propriété dite « Bagatelle », titre 3751 C., appartenant aux requérants ; à l'est, par MM. Lâchêze frères, à Casablanca, rue de Mourmelon ; au sud, par une rue du lotissement de 10 m. à la Société G. H. Fernau, à Casablanca, boulevard du 4^e-Zouaves ; à l'ouest, par la propriété dite « Terrain Légise », réq 4502 C., appartenant au Comptoir Lorrain du Maroc à Casablanca, avenue du Général-Drude.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires, savoir : 1^o M. Riderau, en vertu d'un acte d'adoul, en date du 5 rejab 1330 (20 juin 1912), homologué, aux termes duquel MM. Fernau et C^o lui ont vendu la totalité de la dite propriété ; 2^o M. Rolland, en vertu d'un acte d'association avec M. Riderau et M. Saget, en date du 1^{er} mai 1913 et de la cession que M. Saget lui a consenti de ses droits dans la dite association, suivant acte sous seings privés du 2 novembre 1913.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7665 C.

Suivant réquisition en date du 10 avril 1925 déposée à la Conservation le même jour, Larbi ben Essaidi el Kellali el Bouchti, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Rekia bent Reiss Tabar, demeurant et domicilié au douar Kellalia, fraction des Ouled Douib, tribu des Ouled Bouaziz, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Si Larbi ben Essaidi », consistant en un terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Ouled Douib, près du marabout de Sidi Larbi, sur la route de Mazagan à Souk Sebti des Ouled Douib, à 17 km. au sud de Mazagan.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par Abdallah ben el Haouzi, aux douar et fraction Ouled Douib, tribu des Ouled Bouaziz ; à l'est, par Si Lahssen ben Mohamed el Kasmi, au douar Kouasma, fraction des Ouled Douib, tribu des Ouled Bouaziz ; au sud, par les héritiers de Si M'Hamed ben Larbi, représentés par Mohamed ben Larbi Kerdoudi, au douar Kellalia précité ; à l'ouest, par Mohamed ben Hadj M'Barek, au douar Kellalia précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukîa, homologuée, en date du 1^{er} rejab 1327 (19 juillet 1909), constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7666 C.

Suivant réquisition en date du 10 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Mahmoud ben Chafai Essaidi Ziadi, marié selon la loi musulmane à Daoudia bent Abdesslam, vers 1904, demeurant au douar Ouled Saâda, fraction des Ouled Ahmed, tribu des Ziâda Moulain el Ghaba et domicilié à Casablanca, chez M^e Bickert, avocat, rue Bouskoura, n° 79, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Khâir », consistant en un terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp-Foulhaut, tribu des Ziâda Moulain el Ghaba, douar Ouled Saâda, fraction Ouled Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Abdesslam Ziadi el Hamed, au douar Ouled Djillali, fraction des Ouled Ahmed, tribu des Ziâda Moulain el Ghaba ; à l'est, par El Karda bent Segheir, au douar Ouled Djillali précité ; au sud, par Bouza bent Taleba, au douar Besasla, fraction des Ouled Otman, tribu des Ziâda Moulain el Ghaba ; à l'ouest, par Si Larbi ben Amar Ziadi, au douar El Hassasena, fraction des Oulad Degharia, tribu des Ziâda Moulain el Ghaba.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de partage, en date du 4 safar 1343 (4 septembre 1924), lui attribuant la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7667 C.

Suivant réquisition en date du 11 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Si Hadj Ahmed ben Larbi ben Abbès el Médouni, ex-caïd de Médiouna, marié selon la loi musulmane, en 1865, à dame Henata bent Mekouser, demeurant à Casablanca, 42, rue Djemâa Essouk, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Hadj Mohammed ben Larbi ben Abbès, marié selon la loi musulmane, en 1865, à dame Sada bent Hamed ; 2° Hadj Hamed ben Larbi ben Abbès, marié selon la loi musulmane, vers 1861, à dame El Khiata bent Hadj Ali ; 3° El Heldja bent Larbi ben Abbès, veuve non remariée de Mohamed ben Errechid ; 4° Fathema bent Larbi ben Abbès, veuve non remariée de Hadj Lahcène Lahraoui ; 5° Aïcha bent Larbi ben Abbès, veuve non remariée de Bouchaïb Doukkali ; les cinq derniers demeurant à la même adresse que le requérant ; 6° Mohamed Belkacem ben Larbi ben Abbès, marié selon la loi musulmane, vers 1880, à dame Malika bent Si Ahmed ben Larbi, demeurant à Casablanca, 16, rue des Synagogues ; 7° Aïcha bent Belkacem ben Larbi ben Abbès, mariée selon la loi musulmane, vers 1895, à Si Errechid ben Beahia el Henaoui, demeurant à Casablanca, rue Dar Si el Miloudi ; 8° Hadj Driss bel Hocine ben Ahmed, célibataire majeur, demeurant à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 14 ; 9° El Hocine ben Ahmaed, veuf de Hanaya bent Belkacem, demeurant à Casablanca, route de Rabat, aux Roches-Noires ; 10° Hadja Fathma bent Bouazza, mariée selon la loi musulmane, vers 1898, à Madjoub ben Kiran, demeurant à Casablanca, derb Tolba, et tous domiciliés à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 38, chez M^e Machwitz, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion de 192/1.056^e à chacun des trois premiers requérants, 96/1.056^e aux trois suivantes, 141/1.056^e à Mohamed, 39/1.056^e à Aïcha, 7/1.056^e à Hadj Driss, 2/1.056^e à El Hocine et 3/1.056^e à Hadja Fathma, d'une propriété dénommée « Derb Lektifa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Si Larbi ben el Allabès », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue des Synagogues, n° 16.

Cette propriété, occupant une superficie de 140 mq., est limitée : au nord, par Si el Hadj Mohamed ben Larbi, à Casablanca, rue Naceria, n° 11 ; à l'est, par les requérants ; au sud, par la rue des Synagogues ; à l'ouest, par les héritiers de Hadj Bouazza Chalief, représentés par Si Mohammed Zemmouri, à Casablanca, derb Ghallef.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire, avec ses mandants, pour l'avoir recueilli dans les successions de leurs auteurs le fekih Larbi b. el Abbas et son fils Belkacem, ainsi que le constatent 2 actes de filiation en date des 29 kaada 1331 (30 octobre 1913) et 12 moharrem 1333 (30 novembre 1914), le dit Fekih Larbi en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'achat, en date du 28 rebia I 1227 (11 avril 1812).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 7668 C.

Suivant réquisition en date du 11 avril 1925, déposée à la Conservation le même jour, Si Hadj Ahmed ben Larbi ben Abbès el Médouni, ex-caïd de Médiouna, marié selon la loi musulmane, en 1865, à dame Henata bent Mekouser, demeurant à Casablanca, 42, rue Djemâa Essouk, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Hadj Mohammed ben Larbi ben Abbès, marié selon la loi musulmane, en 1865, à dame Sada bent Hamed ; 2° Hadj Hamed ben Larbi ben Abbès, marié selon la loi musulmane, vers 1861, à dame El Khiata bent Hadj Ali ; 3° El Heldja bent Larbi ben Abbès, veuve non remariée de Mohamed ben Errechid ; 4° Fathema bent Larbi ben Abbès, veuve non remariée de Hadj Lahcène Lahraoui ; 5° Aïcha bent Larbi ben Abbès, veuve non remariée de Bouchaïb Doukkali ; les cinq derniers demeurant à la même adresse que le requérant ; 6° Mohamed Belkacem ben Larbi ben Abbès, marié selon la loi musulmane, vers 1880, à dame Malika bent Si Ahmed ben Larbi, demeurant à Casablanca, 16, rue des Synagogues ; 7° Aïcha bent Belkacem ben Larbi ben Abbès, mariée selon la loi musulmane, vers 1895, à

Si Errechid ben Beahia el Henaoui, demeurant à Casablanca, rue Dar Si el Miloudi ; 8° Hadj Driss bel Hocine ben Ahmed, célibataire majeur, demeurant à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 14 ; 9° El Hocine ben Ahmed, veuf de Hanaya bent Belkacem, demeurant à Casablanca, route de Rabat, aux Roches-Noires ; 10° Hadja Fathma bent Bouazza, mariée selon la loi musulmane, vers 1898, à Madjoub ben Kiran, demeurant à Casablanca, derb Tolba, et tous domiciliés à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 38, chez M^e Machwitz, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion de 192/1.056^e à chacun des trois premiers requérants, 96/1.056^e aux trois suivantes, 141/1.056^e à Mohamed, 39/1.056^e à Aïcha, 7/1.056^e à Hadj Driss, 2/1.056^e à El Hocine et 3/1.056^e à Hadja Fathma, d'une propriété dénommée « Derb Lektifa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Derb Si Larbi ben el Allabès », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue du Capitaine-Hervé.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.000 mq., est limitée : au nord, par M. Braunschwig, à Casablanca, 2, rue Aviateur-Roget ; à l'est, par la rue du Capitaine-Hervé ; au sud, par M. Georges Fernau, à Casablanca, rue de la Douane, n° 12 ; à l'ouest, par la dame Chaama, épouse Abderrahman ould Chleuh, à Casablanca, derb Hadjaoui.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire, avec ses mandants, pour l'avoir recueilli dans les successions de leurs auteurs le Fekih Larbi b. el Abbas et son fils Belkacem, ainsi que le constatent 2 actes de filiation en date des 29 kaada 1331 (30 octobre 1913) et 12 moharrem 1333 (30 novembre 1914), le dit Fekih Larbi en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'achat en date du 8 rebia I 1233 (16 janvier 1818).

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Américaine II », réquisition 6221^c, sise tribu de Médiouna, près de Bouskoura, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 12 février 1924, n° 590.

Suivant réquisition rectificative, en date du 4 décembre 1924, l'immatriculation de la propriété dite « Américaine II », réquisition n° 6221 C. est poursuivie au nom de 1^o Bellassai Angélo marié à dame Orsini Giovanna le 21 avril 1908 à Tunis, sous le régime légal italien et 2^o Orsini Giovanna mariée à Bellassai Angélo, susnommé, tous deux demeurant et domiciliés à Boukoura, copropriétaires indivis à raison de moitié pour chacun d'eux, pour avoir acquis les droits de Mme Orsini Giorgia et M. Cilia Angélo par acte sous seings privés en date à Casablanca du 1^{er} décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Blachier II », réquisition 6562^c, sise à Oued Zem, route de Casablanca, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 28 avril 1925, n° 653.

Suivant réquisition rectificative, en date du 6 février 1925, M. Blachier Louis, requérant primitif a demandé que l'immatriculation de ladite propriété soit scindée et 1^o qu'elle soit poursuivie sous le nom de « Immeuble Blachier-Coin » indivisément et par moitié pour chacun en son nom et au nom de Mme Coin Célestine, épouse divorcée de M. Billiet Albert, suivant jugement du tribunal de première instance d'Alger du 22 octobre 1921 transcrit à Alger le 31 mars 1922, ladite dame demeurant à Oued Zem, pour une parcelle de 550 mq. environ limitée : au nord, par la route de Casablanca ; à l'est, par la rue de l'Eglise ; au sud, par une rue non dénommée ; à l'ouest, par la propriété dite « Blachier II », ci-dessus mentionnée ; 2^o qu'elle soit poursuivie pour le surplus, au nom du requérant primitif propriétaire exclusif et sous sa dénomination primitive, ainsi que le tout résulte d'un acte sous seings privés en date à Oued Zem, du 6 février 1925, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)

I. — CONSERVATION DE RABAT

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 1071 R.

Propriété dite : « Mabrouka », sise à Salé, ville indigène, rue Ahmed Talbi.

Requérants : 1° Si Ahmed ben M'Hammed Talbi, demeurant à Salé, rue Ahmed Talbi ;

2° Mennana bent Boubeker ben Bouzid, demeurant à Salé, quartier Bab Sebta ;

3° Lalla Chérif bent Tahar ben el Hadj M'Hammed Talbi, demeurant au même lieu ;

4° Khadija bent el Hadj M'Hammed Talbi, demeurant à Salé, derb El Herartha ;

5° El Hadj Mohammed ben el Hadj Mohammed Aouad, demeurant à Salé, quartier Talaa ;

6° Zeineb bent el Hadj Mohammed Aouad, demeurant au même lieu ;

7° Reqia bent el Hadj Mohammed Aouad, demeurant au même lieu ;

8° Tahra bent el Hadj Mohammed Aouad, demeurant au même lieu ;

9° Abdallah ben el Hadj Mohammed Aouad, demeurant au même lieu ;

10° Larbi ben el Hadj Mohammed Aouad demeurant au même lieu.

Les droits de ces neufs derniers, étant affectés de la condition résolutoire de la naissance du 1^{er} enfant de Lalla Chérif, susnommée.

Le bornage a eu lieu le 14 février 1923.

Le présent avis annule celui paru au *Bulletin Officiel* du 1^{er} mai 1923, n° 349.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 578 R.

Propriété dite : « Tzell », sise contrôle civil des Zaïers, tribu des Ouled Klir, douar Korifla, lieu dit « Tzell ».

Requérants : 1° Ahmed el Djebli el Aydouni el Allami, demeurant à Rabat, 43, rue de la République ; 2° Tixeront Antoine, ancien avoué, demeurant à Clermont-Ferrand, 30, rue Pascal ; 3° Ramond Félix, médecin des hôpitaux, demeurant à Paris, 26, rue d'Artois ; 4° Ramond Joseph, Guy, Camille, commandant d'artillerie, domicilié à Boussac, commune d'Arpajon (Cantal).

Le bornage a eu lieu le 4 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 978 R.

Propriété dite : « Lot Benaïm II », sise à Rabat, rue Jane Dieu-lafay.

Requérant : M. Benaïm Moïse, dit « Michel », propriétaire, demeurant à Alger, rue de l'Alma, domicilié chez M. Conquy à Rabat, rue Assouline, n° 2.

Le bornage a eu lieu le 28 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1505 R. (nouvel avis)

Propriété dite « Falah », sise à Rabat, boulevard Joffre.

Requérants : 1° Mohamed ben Hadj Mohamed M'Barek, commerçant, demeurant à Rabat, 46, boulevard El Alou ; 2° Leriche Louis, Edouard, Victor, Joseph, propriétaire, demeurant à Rabat, villa du Menzel.

Le présent avis annule celui paru au *B. O.* du 3 juin 1924, n° 579.

Le bornage a eu lieu les 4 et 25 novembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1556 R.

Propriété dite : « Plaza III », sise à Kénitra, rue de la Mamora.

Requérant : M. Plaza Francisco Antonio, demeurant à Kénitra, avenue de la Marne.

Le bornage a eu lieu le 10 mai 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1663 R.

Propriété dite : « Remlia », sise contrôle civil de Kénitra, tribu des Menasra, près de Dar Remiki.

Requérants : 1° Abousselham ben Mohammed bel Mostefa Shiseh Kholti Borjali, demeurant au douar Shishet, tribu des Menasra, contrôle civil de Kénitra ; 2° Mohammed ben Mohammed bel Mostefa Shishet Kholti Borjali ; 3° Djifali ben Mohammed bel Mostefa Shiseh Kholti Borjali ; 4° Fatma bent Mohammed bel Mostefa Shiseh Kholti Borjali veuve de Zbir ben Zbir Borjali ; 5° Mohammed ben el Hachemi ; 6° Mohammed ben Tahra, ces derniers demeurant à Larache, tous domiciliés chez M^e Bruno avocat à Rabat, Place de Reims.

Le bornage a eu lieu le 25 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1781 R.

Propriété dite : « Tafoudeit », sise contrôle civil des Zemours, (annexe de Tedders, tribu des Haouderran, fraction des Debiben douar Ait Sidi Lahcen, à 20 km. environ au sud-est de Khemisset, lieu dit « Tafoudeit ».

Requérante : collectivité des Ait Sidi Lahcen, fraction des Debiben, tribu des Haouderran, annexe de Tedders, contrôle civil des Zemours, représentée par le directeur des affaires indigènes à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 29 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1804 R.

Propriété dite : « Suzanne », sise à Rabat, rue de la Somme.

Requérant : M. Marchal René, Victor, demeurant à Rabat, 41, rue de la République.

Le bornage a eu lieu le 12 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1819 R.

Propriété dite : « Azib Sahel Teggai », sise cercle militaire d'Ouzan, bureau des renseignements d'Had Kourt, tribu des Beni Malck douar Kheyoulka, lieu dit « Mechra el Bacha ».

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Caïd.

Requérante : la Compagnie Foncière et Agricole du Maroc, société anonyme dont le siège social est à Paris, 47, boulevard d'Hausmann, représentée au Maroc par son directeur M. Noel Louis, demeurant à Karia Daouïa.

Le bornage a eu lieu le 7 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Pabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1822 R.

Propriété dite : « Azib Aïn el Hamra », sise cercle militaire d'Ouezzan, bureau des renseignements d'Had Kourt, tribu des Beni Malek douar Aïn el Hamra lieu dit « Aïn el Hamra ».

Requérante : la Compagnie Foncière et Agricole du Maroc, société anonyme dont le siège social est à Paris, 47, boulevard d'Hausmann, représentée au Maroc par son directeur M. Noel Louis, demeurant à Karia Daouïa.

Le bornage a eu lieu le 4 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND

Réquisition n° 1823 R.

Propriété dite : « Azib Kissaria », sise cercle militaire d'Ouezzan, bureau des renseignements d'Had Kourt, tribu des Beni Malek, douar Kissaria.

Requérante : la Compagnie Foncière et Agricole du Maroc, société anonyme dont le siège social est à Paris, 47, boulevard d'Hausmann, représentée au Maroc par son directeur M. Noel Louis, demeurant à Karia Daouïa.

Le bornage a eu lieu le 6 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 1825 R.

Propriété dite : « El Mraza », sise contrôle civil de Petitjean, tribu des Sfafa, fraction des R'Soum, lieu dit « Bled bel Hamraoui ».

Requérant : Si Mohamed Tazi el Guezzar, demeurant à Fès, 21, rue Zraq Rouah, représenté par son mandataire M. Miville Albert, colon à Tidjina, près de Sidi Slimane.

Le bornage a eu lieu le 6 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2029 R.

Propriété dite : « Bouaiba », sise contrôle civil de Rabat-ban-lieu, tribu des Arabs, lieu dit « Aïn Bouaiba ».

Requérant : Hadj Bouazza ben el Hadj el Maati, ex-cadi de Skrirat, y demeurant, agissant en qualité de tuteur de son fils mineur Mohamed ben el Hadj Bouazza, demeurant au même lieu.

Le bornage a eu lieu le 26 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

REOUVERTURE DES DELAIS

pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 5456 C.

Propriété dite : « Périès n° 1 », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médjouna, douar Ouled Djerar, au km. 17.500 de l'ancienne piste de Mazagan à Casablanca.

Requérants : 1° M. Périès François, Antoine, Emile ; 2° Bouchaïb ben Ali ben M'Hamed, tous deux domiciliés à Casablanca, rue de Longwy, cité Périès.

Les délais pour former opposition sont ouverts pendant un délai de deux mois sur réquisition de M. le procureur commissaire du Gouvernement en date du 18 avril 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

REOUVERTURE DES DELAIS pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 5457 C.

Propriété dite : « Périès n° 2 », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médjouna, douar Ouled Djerar, lieu dit « Oued Merzeg ».

Requérants : 1° M. Périès François, Antoine, Emile ; 2° Bouchaïb ben Ali ben M'Hamed, tous deux domiciliés à Casablanca, rue de Longwy, cité Périès.

Les délais pour former opposition sont ouverts pendant un délai de deux mois sur réquisition de M. le procureur commissaire du Gouvernement en date du 18 avril 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 235 C.

Propriété dite : « La Colline Bis », sise à Chaouïa-nord, tribu de Médjouna, lieu dit « Tit Méllil », à 10 km. de Casablanca sur la route de Camp Boulhaut par Sidi Hadjaj.

Requérants : 1° M. Tardif Albert, Eugène, Louis, ingénieur marié sans contrat à dame L'Heureux Joséphine, Pauline, demeurant à Casablanca, rue des Ouled Harriz ; 2° M. Libert, Raymond, de nationalité belge, marié sous le régime de la séparation de biens, à dame Feis Elisabeth, Magdalena Girardina, domicilié chez M^e De Saboulin, avocat à Casablanca, avenue du Général d'Amade.

Les bornages d'immatriculation et de récolement ont eu lieu les 31 mai 1916 et 12 décembre 1924.

Le présent avis annule celui paru au Bulletin Officiel du 6 novembre 1916, n° 219.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 4385 C.

Propriété dite : « Feddane Seguene », sise contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Bou Aziz, à 500 mètres au sud de Si Mohamed Draoui, près de la Zaouïa Zaïs.

Requérants : 1° Ahmed ben Larbi ben Sliman Dribgui ; 2° Mohamed ben Hadj Ahmed ; 3° Zohra bent Hadj Ahmed ; 4° Aïcha bent Hadj Ahmed ; 5° Halima bent Hadj Ahmed ; 6° Fathima bent Hadj Ahmed ; 7° M'Barka bent Hadj Ahmed ; 8° Tamou bent Hadj Ahmed ; 9° Fathima bent el Hadj M'Barka ; 10° Zohra bent Mohamed el M'Sou-di, ces deux dernières veuves du Caïd Hadj Ahmed ben Hadj Driss, demeurant tous fraction des Hayaina, tribu des Ouled Bouaziz, contrôle civil des Doukkala et domiciliés à Mazagan chez M^e Mages, avocat.

Le bornage a eu lieu le 2 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 4800 C.

Propriété dite : « Blad Lebsara », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction d'El Hbacha, lieu dit El Grarena.

Requérant : Ismaïl ben el Hadj Ismaïl Hazizi el Hachechi, douar Lograma, fraction des Lehbacha, tribu des Ouled Harriz.

Le bornage a eu lieu le 15 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 5897 C.

Propriété dite : « Bel Haj ben el Jilali n° 3 », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Melilla, fraction des Oulad Salah, douar Ouled Salah.

Requérant : Bel Haj ben el Jilali el Medkouri es Salchi el Mellili, domicilié chez Abdelouahed ben Jekoum, ruelle Dar el Makhzen, n° 21, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 13 novembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 5937 C.

Propriété dite : « Domaine Francomar », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zénatas, près du pont portugais, sur l'oued Mellah.

Requérante : la Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala, société anonyme dont le siège social est à Paris, rue de Londres, n° 60, représentée par son directeur M. Littardi, domicilié à Fédhala.

Le bornage a eu lieu les 22 août et 15 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6129 C.

Propriété dite : « Camp Kieffer », sise à Mazagan, quartier des Camps Militaires.

Requérant : l'Etat français, ministère de la guerre, représenté par M. le chef de bataillon, chef du génie à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 10 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6152 C.

Propriété dite : « Usine Buisson et Cie », sise à Mazagan, quartier Industriel, près des abattoirs.

Requérante : la société en nom collectif « Buisson et Cie », dont le siège social est à Mazagan, domiciliée chez M^e Mages, avocat à Mazagan.

Le bornage a eu lieu le 10 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6177 C.

Propriété dite : « 18^e parcelle dite Quartier Isaac Hamou », sise à Mazagan, quartier Industriel près des abattoirs.

Requérant : Hamou Isaac, marié à dame Amiel Esther, demeurant et domicilié à Mazagan, quartier Hamou.

Le bornage a eu lieu le 10 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6215 C.

Propriété dite : « Ville Nouvelle Indigène Communale II », sise à Casablanca, Mers Sultan.

Requérante : la ville de Casablanca représentée par M. le chef des services municipaux à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 25 septembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6218 C.

Propriété dite : « Dar Meknassia », sise à Mazagan, quartier du Marché, rue n° 202.

Requérants : M. Bensemhaoum el Meknassi, Judah, Benhaïm et Bensemhaoum el Meknassi Salomon Benhaïm demeurant à Azemmour rue des Synagogues, n° 13.

Le bornage a eu lieu le 10 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6238 C.

Propriété dite : « Villa Baroni », sise à Casablanca, quartier de Bourgogne, route de Sidi Abderrahmane.

Requérant : M. Baroni Jean Baptiste, demeurant à Casablanca, quartier de Bourgogne, boulevard de Bourgogne.

Le bornage a eu lieu le 10 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6291 C.

Propriété dite : « Archambaud », sise à Mazagan, quartier du Marché, rue El Hadjar et rue des Souks.

Requérant : M. Archambaud, Lucien, demeurant à Mazagan, boulevard Charles Roux.

Le bornage a eu lieu le 10 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6372 C.

Propriété dite : « Villa Rogelia », sise à Casablanca, quartier de Bourgogne, route de Sidi Abderrahmane.

Requérant : M. Bernardo Antonio Pedro, demeurant à Casablanca, quartier de Bourgogne.

Le bornage a eu lieu le 11 octobre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6381 C.

Propriété dite : « La Colline ter », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction Hart Tirs, à Tit Melil, au km. 12, 1000 de la route n° 102 de Casablanca à Camp Boulhaut.

Requérant : M. Tardif Albert, Eugène, Louis, demeurant à Casablanca, rue des Ouled Harriz.

Le bornage a eu lieu le 12 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6432 C.

Propriété dite : « Sahel Hamiriya », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, douar El Ghelem, à hauteur du km. 2 de la route de Casablanca à Boucheron.

Requérants : 1° Aïcha bent el Hadj Saïd, mariée à El Jilali ben el Bouhali ; 2° Radia bent el Hadj Saïd, veuve de Mohamed ben Ahmed ; 3° El Mekki ben el Hadj Saïd ; 4° Mansour ben el Hadj Saïd ; 5° Mohammed ben el Hadj Saïd ; 6° Fatma bent Abbou veuve de El Hadj Saïd, tous domiciliés chez M. Viala interprète avenue du Général-Drude, n° 172, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 8 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6434 C.

Propriété dite : « Nesnissa II », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, douar Ghelam, à 2 km. au nord-ouest de Tit Melil.

Requérants : 1° Aïcha bent el Hadj Saïd, mariée à El Jilali ben el Bouhali ; 2° Radia bent el Hadj Saïd, veuve de Mohamed ben Ahmed ; 3° El Mekki ben el Hadj Saïd ; 4° Mansour ben el Hadj Saïd ; 5° Mohammed ben el Hadj Saïd ; 6° Fatma bent Abbou veuve de El Hadj Saïd, tous domiciliés chez M. Viala interprète avenue du Général-Drude, n° 172, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 9 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6506 C.

Propriété dite : « Bir Djedid », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Ouled Ayad, douar Ouled Abbès.

Requérants : 1° Mohamed ben Touhami ben Bouchaïb ben el Ayachi ; 2° Abdelkader ben Touhami ; 3° Ahmed ben Touhami ben Bouchaïb ben el Ayachi ; 4° Rekyia bent Touhami ben Bouchaïb ; 5° Mezouara bent el Maati ben El Maalem, veuve de Touhami ben Bouchaïb ben el Ayachi ; 6° Tahia bent Moha bent el Haj, veuve de Touhami ben Bouchaïb ben el Ayachi ; 7° El Abidia bent Salah ben el Haj Mohamed, veuve de Touhami ben Bouchaïb ben el Ayachi ; 8° Rekyia bent Slimane, veuve de Bouchaïb ben Layachi ; 9° Meriem bent Omar, veuve de Bouchaïb ben Layachi ; 10° Bouazza ben Bouchaïb, tous demeurant au douar des Ouled el Abbès, cheikh Abdallah ben el Khaïat, fraction des Ouled Ayad, tribu des Ouled Ziane, (Chaouïa-nord) ; 11° Rekyia bent Bouchaïb, mariée à Tahar ouïd Haj Ahmed Ayachi, demeurant à Casablanca, derb Ben Djedia ;

12° Miloudi ben Bouchaïb ; 13° Fatma bent Bouchaïb, mariée à Ameur ben Mohamed ; 14° Aïcha bent Bouchaïb, mariée à Bouchaïb ben Mekki Abassi ; 15° Hadda bent Bouchaïb, mariée à Larbi ben Lefekih ; 16° Rahma bent Ali, veuve de Mohamed ben Bouchaïb ben Layadi ; 17° Bouchaïb ben Bouchaïb ; les sept derniers demeurant tous au douar des Ouled Abbès susnommé ; 18° Amina bent Bouchaïb mariée à Ahmed ben Maati Médiouni, demeurant au douar Hâret, tribu des Ouled Ziâne, (Chaouïa-nord) ; 19° Allou bent Bouchaïb, mariée à Mohamed ben Ali Abassi ; 20° Mohamed ben Ali ; 21° Djilani ben Ali ; 22° Sidi M'Hammed ben Mohamed ben Hammou, les quatre derniers demeurant au douar Oulad Abbès susnommé, et domiciliés à Casablanca, rue de Bouskoura, n° 79, chez M^e Bickert avocat.

Le bornage a eu lieu le 12 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6547 C.

Propriété dite : « El Kouba », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, à 100 mètres environ au sud du marabout de Sidi Moumène.

Requérants : 1° Abdelkader ben Salem ben Tahar ben Mahir el Médiouni el Bouhamri ; 2° Larbi ben Maati el Médiouni el Bouhamri ; 3° Rahma bent Larbi, domiciliés chez M^e Marzac, avocat à Casablanca, rue de Marseille.

Le bornage a eu lieu le 11 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6579 C.

Propriété dite : « Immeuble ben el Mekki Tazi I », sise à Casablanca, ville indigène, rue Dar el Miloudi.

Requérant : Sid Hadj Mohamed ben el Mekki Tazi, demeurant à Fès, quartier Eddouk.

Le bornage a eu lieu le 19 novembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6669 C.

Propriété dite : « Bled Hamra », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziâne, fraction Ouled Ayad, douar Ouled Abbès.

Requérants : 1° Zohra bent Ahmed, veuve de Haj Medjoub ; 2° Ghalia bent Haj Ahmed, veuve de Haj Mejdoub précité ; 3° Abdelkader ben Haj Medjoub ; 4° Ali ben Haj Mejdoub ; 5° Taïbi ben Haj Mejdoub ; 6° Ahmed ben Haj Mejdoub ; 7° Si Mohamed ben Haj Mejdoub ; 8° Si M'Hamed ben Haj Mejdoub ; 9° Khadouj bent Haj Mejdoub, mariée à Mohamed Saghir ; 10° Malika bent Haj Mejdoub, mariée à Ahmed ben Haj Mohamed ; 11° Mina bent Haj Mejdoub, mariée à Ahmed ben Fatah ; 12° Halima bent Haj Mejdoub, mariée à Thami ben Haj Ali ; 13° Mouyna bent Haj Mejdoub, mariée à Lahcen ben Lakhiri ; 14° Lazkia bent Haj Mejdoub ; 15° El Lamber bent M'Barek (ancienne concubine de Haj Mejdoub), tous demeurant à Casablanca, 141, rue Sidi Fatah et domiciliés à Casablanca, 77, rue Djemaa Ech Chleuh, chez Ahmed ben Haj Ahmed, leur mandataire.

Le bornage a eu lieu le 13 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6697 C.

Propriété dite : « Meslaka II », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziâne, fraction Ouled Ayad, douar Ouled Abbès.

Requérants : 1° Zohra bent Ahmed, veuve de Haj Medjoub ; 2° Ghalia bent Haj Ahmed, veuve de Haj Mejdoub précité ; 3° Abdelkader ben Haj Medjoub ; 4° Ali ben Haj Mejdoub ; 5° Taïbi ben Haj Mejdoub ; 6° Ahmed ben Haj Mejdoub ; 7° Si Mohamed ben Haj Mejdoub ; 8° Si M'Hamed ben Haj Mejdoub ; 9° Khadouj bent Haj Mejdoub, mariée à Mohamed Saghir ; 10° Malika bent Haj Mejdoub, mariée à Ahmed ben Haj Mohamed ; 11° Mina bent Haj Mejdoub, mariée à Ahmed ben Fatah ; 12° Halima bent Haj Mejdoub, mariée à Thami

ben Haj Ali ; 13° Mouyna bent Haj Mejdoub, mariée à Lahcen ben Lakhiri ; 14° Lazkia bent Haj Mejdoub ; 15° El Lamber bent M'Barek (ancienne concubine de Haj Mejdoub), tous demeurant à Casablanca, 141, rue Sidi Fatah et domiciliés à Casablanca, 77, rue Djemaa Ech Chleuh, chez Ahmed ben Haj Ahmed, leur mandataire.

Le bornage a eu lieu le 13 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 6830 C.

Propriété dite : « Bled Ghaba des Toualet », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Oulad Farès, fraction des Toualet, lieu dit « Bled Ghaba ».

Requérante : la Djemaa des Toualet, de la tribu des Oulad Farès, représentée par Mohamed ben Omar el Ayadi, domiciliés à l'annexe du contrôle civil de Ben Ahmed.

Le bornage a eu lieu le 19 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, p. i.,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA

Réquisition n° 1043 O.

Propriété dite : « Isabelle », sise à Oujda, rues Galilée et des frères Cocchini.

Requérant : M. Pruniaux Joseph, fils demeurant à Oujda, rue Galilée, n° 19.

Le bornage a eu lieu le 23 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
P. O. G. MOREAU.

Réquisition n° 1056 O.

Propriété dite : « Villa Rose », sise à Oujda, rues Richepin et de Bruxelles.

Requérant : M. Salvatore Joseph, demeurant à Oujda, rue Richepin, n° 30.

Le bornage a eu lieu le 22 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
P. O. G. MOREAU.

Réquisition n° 1076 O.

Propriété dite : « Aimé », sise à Oujda, rue Leverrier et boulevard de Martimprey.

Requérant : M. Théot, Auguste, Félix, demeurant à Taza et domicilié chez M. Marchand Frédéric, employé au C. M. M. à Oujda.

Le bornage a eu lieu le 23 décembre 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
P. O. G. MOREAU.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

Réquisition n° 41 M.

Propriété dite : « Terrain Attias Nessim Menahem », sise contrôle civil des Abda, sur la piste de Safi à Souk el Had.

Requérant : M. Attias Ménahem Nessim à Safi, rue de la Prison.

Le bornage a eu lieu le 19 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 240 M.

Propriété dite : « Abitbol Riad Bolokat », sise à Marrakech-médina, quartier Riad Zitoun, rue Sidi Bolokat.

Requérant : M. Abitbol Judah, Hedan, Meyer, commerçant, demeurant à Marrakech-mellah, rue des Ecoles n° 12 et 14.

Le bornage a eu lieu le 25 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 331 M.

Propriété dite : « Djanet Zitoun Etat », sise à Safi, quartier de l'Aviation, route n° 12 de Safi à Marrakech.

Requérant : domaine privé de l'Etat chérifien.

Le bornage a eu lieu le 22 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 358 M.

Propriété dite : « Dria Zebbouj Etat », sise à 2 km. 500 de Safi, sur l'ancienne piste de Safi au Souk Sebti.

Requérant : domaine privé de l'Etat chérifien.

Le bornage a eu lieu le 23 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 379 M.

Propriété dite : « Labar », sise à Safi, route côtière de Safi à Mogador, à 300 mètres au sud de l'usine électrique.

Requérants : 1° Isaac ben Nessim Lévy ; 2° Auguste Bonaguidi, à Safi, 28, rue de la Séguia.

Le bornage a eu lieu le 22 janvier 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 412 M.

Propriété dite : « Socoma R'Mila », sise à Marrakech, bab Doukkala, rue R'Mila.

Requérante : la Société Commerciale Française au Maroc, société anonyme, représentée par M. Israël Joseph, demeurant à Marrakech-médina, trick Koutoubia.

Le bornage a eu lieu le 28 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 416 M.

Propriété dite : « Djanet el Kenafra Etat », sise à Marrakech-banlieue, route de Marrakech à Mogador, km. 23.

Requérant : domaine privé de l'Etat chérifien, représenté par le chef du service des domaines, domicilié au contrôle des domaines à Marrakech.

Le bornage a eu lieu le 7 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 440 M.

Propriété dite : « Maison Alfano », sise à Marrakech-Guéliz, avenue de Casablanca.

Requérant : M. Alfano Balthazar, employé aux travaux municipaux de Marrakech, demeurant à Marrakech, avenue de Casablanca, n° 20.

Le bornage a eu lieu le 19 mars 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech, p. i.,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS**Réquisition n° 302 K.**

Propriété dite : « Villa Augustine », sise à Taza, ville nouvelle, rue de Fou Méhiris.

Requérant : M. Manceri Gaëtan, demeurant et domicilié à Taza, ville nouvelle.

Le bornage a eu lieu le 6 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 318 K.

Propriété dite : « Caïd Bachir ben Salah Ezzemrani », sise à Taza-haut M. Sab el Ma.

Requérant : le caïd Bachir ben Salah Ezzemrani, caïd des Tsoul, demeurant et domicilié à Taza-haut, rue M'Sab el Ma.

Le bornage a eu lieu le 5 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès,
ROLLAND.

Réquisition n° 407 K.

Propriété dite : « Miniggio Alphonse », sise à Taza, ville nouvelle, rue des Beni Sadden.

Requérant : M. Miniggio Alphonse, demeurant et domicilié à Taza, ville nouvelle.

Le bornage a eu lieu le 4 février 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès,
ROLLAND.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires**AVIS****DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé, le samedi 1^{er} août 1925, à neuf heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, dite ville, à la vente aux enchères publiques en trois lots, au plus offrant et dernier enchérisseur solvable ou fournissant une caution solvable, des immeubles situés à Casablanca, consistant en :

1^{er} lot. — Un immeuble immatriculé au bureau de la conservation de la propriété foncière de Casablanca, sous le nom de la propriété dite :

« Mourmelon », titre foncier n° 3403 C., situé à Casablanca, rue de Mourmelon, consistant d'après la réquisition d'immatriculation, le procès-verbal de bornage et le plan, en un terrain nu d'une contenance de quatre ares, un centiare, borné au moyen de quatre bornes et ayant pour limites :

A l'est, de B. 1 à 2, Tabet Elie, la borne 2 commune avec la borne 1 de la propriété dite « Monplaisir », rég. 1678 C. (4^e parcelle) ;

Au sud, de B. 2 à 3, Yord et Ortega ;

A l'ouest, de B. 3 à 4, la propriété dite « Les Roses »,

titre 497 C., les dites bornes communes respectivement avec les bornes 3 et 2 de cette propriété ;

Au nord, de B. 4 à 1, la rue de Mourmelon ;

Sur la mise à prix de 16.000 francs ;

2^e lot. — Un immeuble immatriculé au bureau de la conservation de la propriété foncière de Casablanca, sous le nom de la propriété dite « Terrain Wibaux II », titre foncier n° 1295 C., situé à Casablanca, traverse de Médiouna, consistant d'après la réquisition d'immatriculation, le procès-verbal de bornage et le plan, en un terrain à bâtir, d'une

contenance de trente et un ares vingt centiares borné au moyen de quatre bornes et ayant pour limites :

Au nord-ouest, de B. 1 à 2, les héritiers El Ghazanani ;

Au nord-est, de B. 2 à 3, les mêmes ;

Au sud-est, de B. 3 à 4, les héritiers Eltedgui ;

Au sud-ouest, de B. 4 à 1, la traverse de Médiouna ;

Sur la mise à prix de 75.000 francs.

3^e lot. — La moitié indivise d'un immeuble immatriculé au bureau de la conservation de la propriété foncière de Casablanca, sous le nom de la propriété dite « Albert II »,

titre foncier n° 3973 C., situé à Casablanca, quartier de la Foncière, rue Lapérouse, consistant d'après la réquisition d'immatriculation, le procès-verbal de bornage et le plan, en un terrain à bâtir, d'une contenance de treize ares, six centiares, borné au moyen de six bornes et ayant pour limites :

Au nord-est, de B. 1 à 2, la propriété dite « La Suite », réquisition n° 4835 C. (les dites bornes respectivement communes avec les bornes 1 et 5 de cette propriété) ;

A l'est, de B. 2 à 3 et 4, la Société Marocaine ;

Au sud-est, de B. 4 à 5, Attias et Benazeraf ;

Au sud-ouest, de B. 5 à 6, la propriété dite « Antonelli », réq. 5221 C. (les dites bornes respectivement communes avec les bornes 2 et 1 de cette propriété) ;

Au nord-ouest, de B. 6 à 1, la rue Lapérouse ;

Sur la mise à prix de 65.000 francs.

Ces immeubles et parts indivises d'immeuble dépendant de l'actif de la faillite Taourel, Isidore, ex-commerçant à Casablanca, sont vendus à la requête de M. d'Andre, secrétaire-greffier au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires de Casablanca, agissant en qualité de syndic de l'union des créanciers de la faillite du dit sieur Taourel, Isidore, en exécution d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 29 octobre 1924.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca jusqu'à l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser au dit bureau, où se trouvent déposés le cahier des charges et les pièces.

Casablanca, le 2 mai 1925.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHERMAN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Casablanca, le 25 février 1925, enregistré, déposé au secrétariat-greffe du tribunal de première instance pour son inscription au registre du commerce, il appert que MM. Eugène Dugendre, Emile Mendelsohn, demeurant à Casablanca, et Max Aaron, demeurant à Oujda, agissant comme seuls membres de la société en nom collectif « Dugendre et Cie »,

dont le siège est situé à Casablanca, 192, avenue du Général-Drude, ont convenu de modifier ainsi qu'il suit l'article 8 des statuts ; le décès de l'un ou des deux associés n'entraînera pas la dissolution de la société. Le ou les associés survivants auront la faculté de conserver la totalité de l'actif social à charge d'en supporter le passif, et également à charge de rembourser aux ayants droit du ou des associés décédés le montant de leur auteur, tel qu'il résulterait du dernier inventaire social et ce dans le délai de trois ans.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Safi, le 31 mars 1925, enregistré, déposé au rang des minutes notariales du tribunal de paix de ladite ville, le 10 avril suivant, il appert que M. Aristide Lecorps, commerçant, demeurant à Mazagan, a vendu à M. République Bourgeois, cafetier, demeurant à Safi, un fonds de commerce d'hôtel-restaurant, exploité dite ville, 10, impasse de la Mer, sous le nom de « Safi-Hôtel », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant charges et conditions insérées à l'acte, dont expédition a été transmise au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Four première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Casablanca, le 4 mai 1925, enregistré, déposé au secrétariat-greffe du tribunal d'instance, pour son inscription au registre du commerce, il appert : que MM. Jules Hallauer et Charles Blum, demeurant à Casablanca, ont formé une société en nom collectif, ayant pour objet la fabrication de crin végétal, le commerce d'exportation et d'importation, ainsi que la représentation, avec siège social à Casablanca.

Capital social : 50.000 francs, apporté en espèces. Raison et et signature sociale : Hallauer

et Cie. Les affaires et opérations ordinaires de la société sont gérées et administrées par les deux associés, conjointement ou séparément avec tous pouvoirs nécessaires à cet effet. En conséquence, la signature sociale appartiendra à chacun d'eux. En cas de prédécès, la présente société ne sera pas dissoute. Et autres clauses et conditions insérées à l'acte.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé fait à Safi, le 7 avril 1925, enregistré, déposé au rang des minutes notariales du tribunal de paix de ladite ville, le 15 du même mois, il appert que la société en nom collectif « F. Le-grand et Cie », ayant pour objet l'exploitation à Safi d'un atelier de constructions mécaniques et de réparations, pour le travail des métaux et du bois, le garage et la réparation des voitures automobiles et machines agricoles, et en général l'exécution de tous travaux industriels, est renouvelée pour une durée de trois années, à compter du 16 avril 1925.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M. Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 10 avril 1925, il appert que M. Augustin Dursapt, bijoutier-orfèvre, demeurant à Casablanca, 39, rue de Calais, a vendu à Mlle Zenobie Bevers, demeurant même ville, rue du Docteur-Mauchamp, un fonds de commerce de bijouterie-orfèvrerie, exploité à Casablanca, 44, rue de l'Horloge, sous la dénomination « Au Diamant Bleu », avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant charges et conditions insérées à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 6 avril 1925, il appert que la société en nom collectif « Salesne et Graf », dont le siège social est situé à Casablanca, rue de l'Industrie, n° 5, a vendu à Mme Francine Bincaz, épouse Martin, commerçante, demeurant à Casablanca, rue T, immeuble Cauvin Yvozé, un fonds de commerce d'épicerie dénommé « Epicerie Nouvelle », sis dite ville, rue de Marseille, n° 7, avec tous les éléments corporels et incorporels, suivant charges et conditions insérées à l'acte, dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte sous seing privé, fait à Casablanca, le 9 avril 1925, enregistré, déposé au secrétariat-greffe du tribunal d'instance pour son inscription au registre du commerce, il appert : que la société en nom collectif formée par acte sous seing privé en date du 15 avril 1923, entre M. Joseph Decq, et M. Pierre Magnard, demeurant à Casablanca, sous la raison sociale de « P. Magnard et Cie », ayant pour objet : le commerce des cuirs et peaux, ainsi que toutes opérations commerciales et industrielles s'y rattachant, avec siège social à Casablanca, rue de Bouskoura, a été dissoute d'un commun accord, à compter du 14 avril 1925.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1260,
du 4 mai 1925.

Suivant acte sous seings privé fait en triple à Fès, le vingt avril mil neuf cent vingt-cinq, dont un original a été déposé au rang des minutes notariales

du secrétariat-greffe du tribunal de paix de la même ville le vingt-trois du même mois, duquel une expédition fut transmise au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le quatre mai suivant, M. Charles Maupas, commerçant, domicilié à Fès, a vendu à M. Louis Isnard, commerçant, demeurant même ville, le fonds de commerce avec ses éléments corporels et incorporels à l'enseigne de « Fromagerie Normande » qu'il exploitait à Fès.

Les oppositions sur le prix seront reçues au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

D'un jugement contradictoire, rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 24 décembre 1924, entre :

Le sieur Henri, Augustin Courtillet, négociant, demeurant à Casbah Tadla ;

Et la dame Georgette, Amélie, Daraignez, épouse Courtillet, domiciliée de droit avec son mari mais résidant de fait à Casablanca.

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs de ladite dame Georgette, Amélie Daraignez, épouse Courtillet.

Casablanca, le 30 avril 1925.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Distribution par contribution
de Peretti

Par ordonnance en date du 28 avril 1925, M. le juge commissaire a déclaré ouverte la procédure de distribution par contribution des fonds provenant de la vente aux enchères publiques de divers biens mobiliers saisis à l'encontre du sieur Curtius de Peretti, entrepreneur de transports demeurant à Marrakech.

Tous les créanciers dudit sieur de Peretti devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui, dans le délai de trente jours à compter de la seconde publication.

Pour première insertion,

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

SOCIÉTÉ DES ÉLEVEURS
MAROCAINS
Burnier, Fisson et Cie

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, en date du 19 novembre 1924, la société est dissoute par anticipation.

MM. Jean Burnier, demeurant à Casablanca, 2, rue Dumont-d'Urville, et Octave Morel, demeurant à Aïn Bridia, par Bou Znika, sont nommés liquidateurs avec les pouvoirs les plus étendus.

AVIS AU PUBLIC

Une enquête de *commodo et incommodo* d'une durée d'un mois sera ouverte à compter du dix mai 1925, sur la demande formulée par M. Carlo Garasino, domicilié à Mazagan chez M. Carlo Mortéo, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une usine de crin végétal à cinq kilomètres au sud de Bir Djedid Saint Hubert en bordure de la piste dite des Fermes, carte au 1/50.000^e feuille Aïn Djemel coordonnées :

$$\begin{aligned} X &= 259.000 \\ Y &= 306.500 \end{aligned}$$

Le dossier de l'enquête sera déposé pendant cette période au siège de l'annexe de contrôle civil à Azemmour où les intéressés pourront en prendre connaissance et présenter leurs observations.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 5 juin 1925, à 16 heures, dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement de Fès, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Chemin de colonisation de Fès à Ras el Ma et chemin du lotissement maraîcher.

Fourniture de 4.400 mètres cubes de pierre cassée.

Cautionnement provisoire : 1750 francs ;

Cautionnement définitif : 3.500 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Fès.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné à Fès, avant le 26 mai 1925.

Le délai de réception des soumissions expire le 4 juin 1925, à 18 heures.

Rabat, le 5 mai 1925,

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 5 juin 1925, à 16 heures 30, dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement de Fès, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Chemin de colonisation de Fès à Aïn Chkeff.

Fourniture de 1.950 mètres cubes de pierre cassée.

Cautionnement provisoire : 1.000 francs ;

Cautionnement définitif : 2.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Fès.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné à Fès, avant le 26 mai 1925.

Le délai de réception des soumissions expire le 4 juin 1925, à 18 heures.

Rabat, le 5 mai 1925,

SOCIÉTÉ D'ETUDES
ET DE RECHERCHES
DU TRAITEMENT
DES PHOSPHATES DU MAROC
Société anonyme marocaine
au capital de 580.000 francs
Siège social : Usine et bureaux
à Fédhala (Maroc)

MM. les actionnaires de la Société d'Etudes et de Recherches du Traitement des Phosphates au Maroc sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le 15 juin, à onze heures, à Paris, 60, rue de Londres.

Ordre du jour

1. Rapport du conseil d'administration ;
2. Rapport du commissaire des comptes ;
3. Approbation du bilan et des comptes de l'exercice 1924 ;
4. Nomination du ou des commissaires des comptes pour l'exercice 1925 ;
5. Autorisation à donner en vertu de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Le conseil d'administration.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 2 juin 1925, à 16 heures, dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement de Fès, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Route n° 24 de Meknès à Marrakech.

Section Azrou - Khenifra :

Fourniture de matériaux d'empiècement pour les parties comprises entre les P. M. 32 k. 400, 36 k. 600, 38 k. 900 et 43 k. 100.

Cautionnement provisoire : 2.000 francs.

Cautionnement définitif : 4.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur de l'arrondissement de Fès.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné à Fès, avant le 23 mai 1925.

Le délai de réception des soumissions expire le 1^{er} juin 1925, à 18 heures.

Rabat, le 1^{er} mai 1925.

AVIS

MM. les actionnaires de la Manufacture Marocaine de Caoutchoucs et Lièges agglomérés sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le mardi 2 juin, à 11 heures, à Paris, 60, rue de Londres.

Ordre du jour

1. Rapport du conseil ;
2. Rapport du commissaire des comptes ;
3. Approbation du bilan et des comptes de l'exercice ;
4. Nomination du ou des commissaires des comptes.

Le conseil d'administration.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Audience du lundi 18 mai 1925
(15 heures)

Faillites

Bénard, Georges, négociant à Meknès, pour dernière vérification.

Sitel, Mohamed, négociant à Rabat, pour dernière vérification.

Dahan, Moïse, ex-négociant à Rabat, pour concordat ou union.

Dejean, carrossier à Fès, pour reddition de comptes.

Péron, ex-tailleur à Fès, pour reddition de comptes.

Cataano, Rosolino, à Rabat, pour communication du syndicat.

Liquidations judiciaires

Elbaz, Isaac, épiciier à Rabat, pour première vérification.

André, Marius, ex-négociant à Fès, pour première vérification.

Delpierre, peintre, à Rabat, pour reddition de comptes.

Le Chef de bureau,

L. CHADUC.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT*Bureau des faillites*

Par jugement du tribunal de première instance de Rabat, en date du 6 mai 1925, le sieur Ifly, Maurice, Léonce, ex-négociant à la plage de Salé, a été déclaré en état de faillite ouverte.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 23 juin 1924.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA*Faillite Gautier Louis*

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 5 mai 1925, le sieur Gautier, Louis, négociant à Casablanca, 37, rue Aviateur-Roget, a été déclaré en état de faillite.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au dit jour 5 mai 1925.

Le même jugement nomme:
M. Rabaute, juge-commissaire.

M. Zévaco, syndic provisoire.
Le Chef du Bureau,
J. SAUVAN.

*Compagnie Franco-Espagnole
du Chemin de Fer
de Tanger à Fès**Arrondissement de Souk
el Arba du Gharb***APPEL D'OFFRES**

La Compagnie du Chemin de fer de Tanger à Fès, à Souk el Arba du Gharb, fait appel d'offres pour la construction du bâtiment des voyageurs, quais couvert et travaux divers dans la station d'Arbaoua.

Le dossier relatif à ces travaux est à la disposition des entrepreneurs :

1° A la direction générale des travaux publics, à Rabat ;
2° Au bureau du 1^{er} arrondissement de la Compagnie du Tanger-Fès, à Souk el Arba du Gharb.

L'ouverture des enveloppes contenant des offres aura lieu le 1^{er} juin, à 16 heures, dans les bureaux de la Compagnie, à Souk el Arba du Gharb.

Cautionnement provisoire : quatre mille francs.

Cautionnement définitif : huit mille francs.

Le rabais sera limité à un chiffre qui sera annoncé par l'ingénieur avant l'ouverture des soumissions

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT*Bureau des faillites*

Par jugement du tribunal de première instance de Rabat, en date du 6 mai 1925, le sieur Laurent Legris, ex-négociant à Rabat, avenue Dar el Makhzen, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 6 mai 1925.

Le Chef du Bureau,
L. CHADUC.

BUREAU DU NOTARIAT
DE CASABLANCA*Constitution de société***Société anonyme
de conserves alimentaires
de Mazagan**

I

A un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M. Marcel Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 1^{er} avril 1925, se trouve annexé l'un des originaux d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 28 mars 1925, aux termes duquel :

M. Camille Descas, négociant, demeurant à Bordeaux, quai de Paludate, n° 5, a établi les statuts d'une société anonyme marocaine qui prend la dénomination de :
« Société anonyme de Conserves alimentaires de Mazagan ».

La durée de cette société est de 60 ans, à compter du jour de sa constitution définitive.

Elle a pour objet :

La fabrication et le commerce des conserves alimentaires et notamment les conserves de poissons et de légumes en tous pays et sous toutes formes, ainsi que de tous objets, produits accessoires ou dérivés s'y rattachant directement ou indirectement. A cet effet, la création, l'acquisition, sous toutes formes, l'apport, l'échange, la vente, la revente, la location, la transformation, l'aménagement, l'exploitation directe ou indirecte de tous fonds, établissements industriels ou commerciaux, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, l'édification de tous ateliers, bâtiments et constructions généralement quelconques. L'exécution de tous travaux et installations.

La commission sous toutes ses formes et pour tous objets ayant trait à son objet principal.

L'étude, la recherche, la prise, l'acquisition sous toutes formes, l'apport, le dépôt, la

cession et l'exploitation directe ou indirecte de tous brevets, marques et procédés, l'acquisition, la concession, l'apport et l'exploitation également directe ou indirecte de toutes licences et brevets.

La société pourra faire toutes opérations rentrant dans son objet, soit seule, soit en participation, soit en association, sous une forme quelconque. Elle pourra, en outre, faire toutes exploitations, soit par elle-même, soit par cession, location ou régie, soit par tous autres modes, sans aucune exception, créer toutes sociétés, faire tous apports à des sociétés existantes, fusionner ou s'allier avec elles, souscrire, acheter, vendre et revendre tous titres et droits sociaux, prendre toutes commandes industrielles, commerciales, maritimes, minières, agricoles, mobilières et immobilières, financières se rattachant de près ou de loin aux objets ci-dessus spécifiés.

Son siège social, fixé primitivement par les statuts à Casablanca, Bourse du Commerce, bureau n° 25, a été transféré à partir du 20 avril 1925, à Mazagan, boulevard Atlantique, par décision du conseil d'administration de ladite société prise le 8 avril 1925, conformément à l'article 4 des dits statuts.

Le capital social est fixé à un million de francs divisé en deux mille actions de 500 francs chacune à souscrire en numéraire et à libérer un quart lors de la souscription et le surplus sur appel du conseil d'administration.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Tous les copropriétaires indivis et tous les ayants droit, à n'importe quel titre, sont tenus de se faire représenter par une seule personne.

Les dividendes de toute action nominative ou au porteur sont valablement payés au porteur du titre s'il s'agit d'un titre nominatif non muni du coupon ou au porteur muni du coupon. Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit.

Cette société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et de six au plus pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale. Chaque administrateur doit, en entrant en fonctions et pendant toute la durée de son mandat, être propriétaire de vingt actions.

Ces actions sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de la gestion, même

de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs.

Elles sont inaliénables, frappées d'un timbre indiquant leur inaliénabilité, et déposées dans la caisse sociale.

Les administrateurs sont nommés pour six ans. Toutefois le premier conseil qui sera nommé par l'assemblée constitutive de la société, restera en fonctions jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se réunira en 1931, laquelle renouvellera le conseil en entier.

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation du président ou de deux autres membres, soit au siège social, soit en tout autre endroit, indiqué sur la convocation. Sous réserve de convocation régulière à tous les administrateurs en fonctions, les délibérations sont valables si trois administrateurs au moins sont présents.

Les copies ou extraits des délibérations du conseil à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président ou par un administrateur au moins ayant pris part à la réunion. La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination, résulte vis-à-vis des tiers de l'annonce dans chaque délibération des noms des administrateurs présents et des administrateurs absents.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus, sans limitation ni réserve, pour agir au nom de la société, participer à toutes les opérations industrielles, commerciales, financières et autres, et en général, faire tout ce qui est relatif à son objet.

Le conseil peut déléguer tels de ses pouvoirs qu'il juge convenable, à un ou plusieurs administrateurs ainsi qu'à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs pris même en dehors de son sein.

Il peut aussi conférer à telle personne que bon lui semble, même à l'un ou plusieurs de ses membres et par mandat spécial, les pouvoirs, soit permanents, soit pour un objet déterminé, à moins d'une délégation à un seul administrateur, à un seul mandataire spécial, tous les actes de cessions, ventes, transferts, marchés, traités, emprunts, hypothèques et autres portant engagement de la part de la société, doivent être signés par deux administrateurs ou par un administrateur et un directeur.

Les membres du conseil d'administration ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle ni solidaire, ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Ses délibérations prises conformément aux statuts et à la loi, obligent les actionnaires, même absents, incapables ou dissidents.

Chaque année, dans le semestre qui suit la clôture de l'exercice, il est tenu une assemblée générale.

L'assemblée peut, en outre, être convoquée extraordinairement, soit par le conseil d'administration, soit, en cas d'urgence, par le ou les commissaires, dans les cas prévus par la loi et les statuts.

Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit dans tout autre lieu indiqué par la convocation.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs des délibérations de l'assemblée générale sont signés par le président ou le vice-président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la constitution de la société et le 31 décembre 1926.

Sur les bénéfices nets annuels de la société, il est prélevé :

1° Un vingtième affecté au fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social, après quoi le prélèvement affecté à la formation de ce fonds de réserve cesse d'être obligatoire, sauf à reprendre son cours, si ce fonds descendait au-dessous de la prévision. Si le prélèvement est continué au delà, l'excédent peut être porté à des comptes spéciaux de réserve, de prévoyance et d'amortissement.

2° La somme nécessaire pour fournir aux actions à titre de premier dividende, six pour cent des sommes dont elles sont libérées et sur celles non amorties seulement, sans que si les bénéfices d'une année ne permettaient pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

Sur le surplus, vingt-cinq pour cent seront attribués au conseil d'administration.

Le solde sera réparti entre toutes les actions. Toutefois, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil d'administration, affecter telle portion qu'elle avisera de ce solde à un fonds de prévoyance, propriété exclusive des actionnaires, qui sera destiné principalement à régulariser le revenu des actions en cas d'insuffisance des produits nets de l'exploitation pour une cause fortuite ou accidentelle.

Le paiement des dividendes a lieu annuellement après leur

fixation par l'assemblée générale, aux époques et lieux fixés par le conseil d'administration, entre les mains du porteur des titres.

A toute époque et en toutes circonstances, l'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, prononcer la dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, et notamment si la moitié du capital est perdue.

En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs. Elle peut instituer un comité ou conseil de liquidation dont elle détermine le fonctionnement. La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires.

Toutes contestations qui pourront s'élever entre les associés sur l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

II

Aux termes de l'acte de déclaration de souscription et de versement, sus-indiqué, le fondateur de ladite société a déclaré :

1° Que le capital en numéraire de la société fondée par lui s'élevant à 1.000.000 de francs représentés par 2.000 actions de 500 francs chacune, qui étaient à émettre en espèces, a été entièrement souscrit par divers

2° Et qu'il a été versé par chaque souscripteur une somme égale au quart du montant des actions par lui souscrites, soit au total 250.000 francs, qui se trouve déposée en banque.

A l'appui de cette déclaration, ils ont représenté un état contenant les noms, prénoms, qualités et demeures des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux, cette pièce certifiée véritable est demeurée annexée audit acte notarié.

III

A un acte de dépôt reçu par le chef du bureau du notariat de Casablanca le 16 avril 1925 se trouve annexée la copie certifiée conforme de la délibération prise par l'assemblée générale constitutive de ladite société le 8 avril 1925, de laquelle il appert :

1° Que l'assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de ladite société aux termes de l'acte reçu par M. Boursier, le 1^{er} avril 1925 ;

2° Qu'elle a nommé comme premiers administrateurs :

M. Camille Descas, négociant officier de la Légion d'honneur, demeurant à Bordeaux, 5, quai de Paludate ;

M. Fernand Ginestel, négociant, demeurant à Bordeaux, 9, rue Vauban ;

M. Descas, Roger, négociant, demeurant à Bordeaux, 5, quai de Paludate ;

M. Thévenot, Henri, ingénieur E. C. P., chevalier de la Légion d'honneur ;

M. Magnaschi E., à Mazagan ;

Lesquels ont accepté les dites fonctions personnellement ou par mandataires.

3° Que l'assemblée a nommé comme commissaire M. Louis Robert, pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice social ;

4° Enfin qu'elle a approuvé les statuts et a déclaré la société définitivement constituée.

IV

Le 2 mai 1925 ont été déposés à chacun des greffes du tribunal de première instance et de la justice de paix, circonscription nord de Casablanca, expéditions :

1° De l'acte contenant les statuts de la société ;

2° De l'acte de déclaration de souscription et de versement et de l'état y annexé ;

3° De l'acte de dépôt et de la délibération de l'assemblée constitutive y annexée.

Le chef du notariat,
M. BOURSIER.

BANQUE D'ÉTAT DU MAROC

EMPRUNT MAROCAIN 4% 1914

Le 1^{er} mai 1925, il a été procédé au siège administratif de la Banque d'Etat du Maroc, 33, rue de la Belette, à Paris, au tirage des obligations dont les numéros suivent, qui seront remboursables à 500 francs le 1^{er} juin 1925 :

	<i>Report</i>	130
N ^{os} 006.241 à 006.250	10	076.371 à 076.380
008.281 à 008.290	10	077.531 à 077.540
010.581 à 010.590	10	077.781 à 077.790
014.581 à 014.590	10	080.641 à 080.650
019.131 à 019.140	10	082.621 à 082.630
038.711 à 038.720	10	100.321 à 100.330
042.611 à 042.620	10	106.191 à 106.200
048.111 à 048.120	10	112.671 à 112.680
050.881 à 050.890	10	123.631 à 123.640
055.041 à 055.050	10	128.251 à 128.260
055.291 à 055.300	10	137.911 à 137.920
069.961 à 069.970	10	141.009 à 141.010
074.991 à 075.000	10	
		TOTAL 242

A reporter 130

ÉTABLISSEMENTS
SOUSSANA FRÈRES

Société anonyme au capital de 3.600.000 francs

Siège social : Paris, 94 bis, rue de la Victoire

I

Suivant acte sous signatures privées en date à Paris du 22 janvier 1925, dont un des originaux a été déposé aux minutes de M. Courcier, notaire à Pa-

ris, le même jour, M. Georges Froment-Guieysse, président directeur de la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles, demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 15, a établi les statuts d'une société anonyme, desquels statuts il a été extrait littéralement ce qui suit :

Article premier. — Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société qui sera

régie par les lois en vigueur et les présents statuts.

Art. 2. — La société prend le nom de « Etablissements Soussana Frères ».

Art. 3. — Cette société a pour objet :

1° Toutes opérations commerciales d'exportation et d'importation sur tous produits quelconques, plus particulièrement en ce qui concerne les produits d'abattoir ;

2° Toutes opérations industrielles ayant pour objet le nettoyage, le calibrage, la transformation en produits alimentaires ou en produits industriels des produits précités ;

3° L'élevage, la constitution de cheptel en France dans les colonies françaises, dans les pays de protectorat et plus spécialement au Maroc ou à l'étranger, ainsi que le transport des animaux, soit vivants, soit à l'état de produits de boucherie ou industriels ;

4° La participation directe ou indirecte à des sociétés pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, souscriptions, achats de titres ou droits sociaux, fusion, association, en participation ou autrement.

5° D'une manière générale, toutes opérations d'ordre agricole, commercial, industriel, mobilier, immobilier, financier, toutes opérations de transport ou autre, se rattachant aux objets ci-dessus. Le tout, soit au Maroc ou dans les colonies françaises et pays de protectorat, soit en France et à l'étranger.

Art. 4. — Le siège de la société est à Paris, rue de la Victoire, n° 94. Il pourra être transféré en tout autre endroit, à Paris, par simple décision du conseil d'administration et dans toute autre ville en France, ou aux colonies et pays de protectorat, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Art. 5. — La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années, à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Art. 6. — Aux présentes est intervenu M. Jacques - Isaac Soussana, commerçant, demeurant à Paris, rue de la Source, n° 10.

Agissant au nom de la société « Soussana Frères et Compagnie », société en nom collectif, au capital de 225.000 francs, ayant son siège à Casablanca (Maroc), boulevard de la Gare, n° 214.

M. Jacques Soussana, associé gérant de la dite société, et en outre mandataire des deux autres seuls membres de cette société, savoir :

M. Maurice Soussana, com-

merçant, demeurant à Casablanca (Maroc), aux termes de la procuration qu'il lui a donnée suivant acte passé devant M^e Marcel Boursier, chef par intérim du bureau du notariat de Casablanca, le 31 décembre 1924.

Et M. Mardoché Essiminy, commerçant, demeurant à Marrakech (Maroc), quartier du Mellah, aux termes de la procuration qu'il lui a donnée suivant acte reçu par M^e Boursier, chef par intérim du bureau du notariat de Casablanca, le 31 décembre 1924.

Desquelles procurations les brevets originaux légalisés, non encore timbrés ni enregistrés en France, mais qui le seront avant ou en même temps que les présents, sont demeurés ci-annexés.

Lequel es-nom, a fait apport à la présente société sous les garanties de droit, des biens mobiliers et immobiliers dont la désignation suit :

Premièrement :
Biens mobiliers

1° Les fonds industriels de transformation des boyaux exploités par la société « Soussana Frères et C^{ie} » au Maroc et, notamment, à Casablanca, Marrakech Médina, Oued-Zem, Sottat, Safi, Mazagan, Kénitra, Salé, Souk el Arba et Khemisset, comprenant :

La clientèle et l'achalandage y attachés ;

Le droit pour le temps restant à courir, aux baux et locations des baux où s'exploitent ces établissements, et les loyers payés d'avance ;

Et le bénéfice et les charges de tous traités, marchés et conventions qui ont pu être passés par la société « Soussana Frères et C^{ie} », soit pour des approvisionnements et fournitures, soit pour des ventes ;

Le tout d'une valeur de 500.000 francs ;

2° Le fonds d'industrie de calibrage des boyaux exploité par la société « Soussana Frères et C^{ie} », à Casablanca, distinctement du fonds industriel de transformation ci-dessus énoncé et comprenant :

La clientèle et l'achalandage y attachés ;

Le droit pour le temps restant à courir aux baux et locations des locaux où s'exploite cet établissement, et les loyers payés d'avance ;

Et le bénéfice et les charges de tous traités, marchés et conventions qui ont pu être passés par la société « Soussana Frères et C^{ie} », relativement à cet établissement, soit pour des approvisionnements et fournitures soit pour des ventes ;

Le tout d'une valeur de 75.000 francs ;

3° Les matériel, mobilier, ou-

tillage, constructions légères et véhicules servant à l'exploitation de ces fonds, d'une valeur de 67.739 fr. 50 cent. ;

4° Les stocks de matières premières et marchandises brutes et préparées existant au 25 décembre 1924 tant celles existant dans les établissements précités que celles en consignation ou en dépôt chez tous agents ou tiers au Maroc, en France et dans tous autres pays d'une valeur de 381.667 francs 30 centimes ;

5° Les espèces en caisse, ou en banque au nom de la société « Soussana Frères et C^{ie} », s'élevant à 53.931 francs ;

6° Les effets à recevoir et le montant des créances diverses sur les clients, agents et tous tiers, s'élevant au total à 465.221 francs 50 centimes ;

7° Le droit au bail d'un bureau exploité par la société « Soussana Frères et C^{ie} », à Paris, rue de la Victoire, n° 94, ensemble les matériel et mobilier, les marchandises et les créances en dépendant, détaillées ainsi qu'on le verra ci-après, d'une valeur totale de 202.578 francs 35 centimes ;

Les matériel et mobilier, les stocks et les divers éléments du bureau de Paris ont été décrits et estimés et les créances ont été détaillées dans un état établi sur deux feuilles de papier au timbre de 7 fr. 20 centimes, lequel est demeuré ci-annexé après avoir été certifié véritable par M. Jacques Soussana.

Deuxièmement :
Biens immeubles

1° Une maison d'habitation sise à Marrakech Médina (Maroc), quartier de Bab Doukkala, élevée d'un rez-de-chaussée, composé de quatre pièces avec hangar, cour et puits, le tout d'une superficie de 1.200 mètres carrés environ ;

2° Un terrain situé à Oued Zem (Maroc), quartier industriel, sur lequel se trouve édifié un grand atelier de deux pièces servant de boyauderie, le tout d'une superficie de 2.400 mètres carrés environ ;

3° Et une propriété sise à Safi (Maroc), quartier des Abattoirs, au sud de la ville, d'une superficie de 1.300 mètres carrés environ ; sur cette propriété existe un petit bâtiment de deux pièces à usage de boyauderie, et une partie de la propriété d'une superficie de 800 mètres carrés environ, est close de murs et louée à l'usage de fondouk à céréales ;

Ainsi au surplus que les dits immeubles existent, se poursuivent et comportent avec toutes leurs aisances et dépendances, tous immeubles par destination pouvant en dépendre et tous droits quelconques pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve ;

Les dits immeubles d'une va-

leur totale de 53.315 fr. 80 centimes.

Etablissement de propriété

L'origine de propriété des immeubles présentement apportés à la société sera établie ultérieurement par acte en suite des statuts dans le délai de 3 mois à compter du jour de la constitution définitive de la société, et M. Jacques Soussana s'oblige et oblige la société apporteuse à faire la remise des titres et pièces nécessaires pour cet établissement dans le dit délai.

Rémunération

Le présent apport est fait à la charge de la présente société :

1° De payer à la société « Soussana Frères et C^{ie} », une somme de 195.000 francs en espèces, exigible dans les 3 mois de la constitution de la présente société, sans intérêts jusque là. 195.000 »

2° Et de payer en l'acquit de ladite société « Soussana Frères et C^{ie} », la somme de 639.453 francs 45 centimes due par celle-ci à divers créanciers ; le détail de ces créances est établi sur un état dressé sur une feuille de papier au timbre de 4 fr. 40 c., lequel est demeuré ci-annexé après avoir été certifié véritable par M. Jacques Soussana 639.453 45

Etant bien entendu

que tout le passif grevant la société « Soussana Frères et C^{ie} », autre que celui détaillé dans ledit état, et même l'excédent de celui-ci au cas où les créances qui y sont portées dépasseraient un total de 639.453 fr. 45 cent. resteront à la charge exclusive de la société « Soussana Frères et C^{ie} ».

Total des sommes à verser par la présente société à la société « Soussana Frères et C^{ie} » ou à payer en son acquit. 834.453 45

Cette somme de 834.453 fr. 45 est applicable :

Aux espèces en caisse et en banque pour leur montant, soit 53.931 »

Aux créances pour leur montant, soit. 465.231 50

Et pour le surplus, aux marchandises, à due concurrence, soit 315.300 francs 95 cent., avec application en premier lieu sur les marchandises entreposées au Maroc.... 315.300 95

Total égal 834.453 45

En outre, en représentation complémentaire de l'apport mobilier et en représentation de l'apport immobilier, il est attribué à la société « Soussana Frères et C^{ie} » mille neuf cent trente actions, de 500 francs chacune, entièrement libérées de la présente société, numérotées de 1 à 1.930.

Les titres de ces actions ne pourront être détachés de la souche et ne pourront être négociés que deux ans après la constitution définitive de la société, pendant ce temps, ils devront, à la diligence des administrateurs, être frappés d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution.

II. — Apport de M. Joé Soussana

M. Jacques Soussana, agissant au nom et comme mandataire de M. Joé Soussana, son frère, commerçant, demeurant à Mogador (Maroc), aux termes de la procuration que celui-ci lui a donnée suivant acte reçu par M^e Cussac, faisant fonctions de secrétaire-greffier du tribunal civil de Mogador et remplissant, à ce titre, les fonctions de notaire, le 2 janvier 1925, dont l'original non encore timbré ni enregistré en France, mais qui le sera avant ou en même temps que les présentes, est demeuré ci-annexé.

A fait apport à la présente société des biens suivants appartenant à M. Joé Soussana :

1° Biens mobiliers

1° Un fonds industriel de boyanderie exploité à Mogador (Maroc), comprenant :

La clientèle et l'achalandage ; Le droit, pour le temps en restant à courir, à tous baux des locaux où s'exploite le dit fonds ou qui peuvent en dépendre ;

Et le bénéfice et les charges de tous traités, marchés et conventions qui ont pu être passés à raison du dit établissement, soit pour des approvisionnements et fournitures, soit pour des ventes ;

Le tout d'une valeur de 200.000 francs ;

2° Les matériel, outillage et mobilier servant à l'exploitation du dit fonds, d'une valeur de 4.489 francs ;

3° Les stocks de matières pre-

mières et marchandises brutes et préparées existant au 25 décembre 1924, tant dans l'établissement précité, qu'en consignation ou en dépôt chez tous agents ou tiers au Maroc, en France ou à l'étranger, d'une valeur de 85.380 fr. 95 ;

4° Les créances et avances aux clients d'un montant total de 12.025 francs ;

Les matériel et mobilier et les stocks ont été décrits et estimés, et les créances ont été détaillées dans un état établi sur une feuille de papier au timbre de sept francs vingt centimes, lequel est demeuré ci-annexé après avoir été certifié véritable par M. Jacques Soussana.

2° Biens immeubles

Une propriété sise à Mogador (Maroc), dans le quartier industriel (quartier de Bab Douk-kala), d'une contenance de 720 mètres carrés, close de murs et comprenant un hangar de 60 mètres carrés de superficie, couvert en ciment armé, deux magasins, un bureau, une cour cimentée et quatre magasins en façade, d'une valeur de 50.000 francs.

Ainsi au surplus que le dit immeuble existe, se poursuit et comporte avec toutes ses aides et dépendances, tous immeubles par destination pouvant en dépendre et tous droits quelconques pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Etablissement de propriété

L'origine de propriété de l'immeuble présentement apporté à la société sera établie ultérieurement par acte en suite des statuts dans le délai de 3 mois, à compter du jour de la constitution définitive de la société et M. Jacques Soussana oblige M. Joé Soussana, son mandant, à faire la remise des titres et pièces nécessaires pour cet établissement dans le dit délai.

Rémunération

Le présent apport est fait à la charge de la présente société :

1° De payer à M. Joé Soussana une somme de 60.000 fr. en espèces, exigible dans les 3 mois de la constitution définitive de la présente société, sans intérêt jusque là 60.000 »

2° Et de payer en l'acquit de M. Joé Soussana une somme de 1.894 fr. 95, due par lui à la société « Soussana Frères et C^{ie} », susnommée .. 1.894 95

Total des sommes à payer par la présente société à M. Joé Soussana ou à payer en l'acquit 61.894 francs 95 centimes 61.894 95

Cette somme est applicable :

Aux créances pour leur montant, soit. 42.025 »

Et pour le surplus aux marchandises à due concurrence 19.869 95

Total égal 61.894 95

En outre, en représentation complémentaire de l'apport mobilier de M. Joé Soussana, et en représentation de son apport immobilier, il lui est attribué 640 actions de la présente société, de 500 francs, entièrement libérées, portant les numéros 1.931 à 2.570.

Les titres de ces actions ne pourront être détachés de la souche et ne seront négociables que deux ans après la constitution définitive de la société, pendant ce temps, ils devront, à la diligence des administrateurs, être frappés d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution.

Charges et conditions des apports de la société « Soussana Frères et C^{ie} » et de M. Joé Soussana. — Garantie. — Interdiction de se rétablir.

Les apports qui précèdent sont faits sous les conditions ordinaires et de droit.

Comme conséquence de ces apports, M. Jacques Soussana s'interdit formellement et, ès-nom et qualité, interdit formellement à la société « Soussana Frères et C^{ie} » et à ses membres, ainsi qu'à M. Joé Soussana, de fonder, acquérir, exploiter ou diriger, comme gérants, directeur ou administrateurs, aucun établissement industriel et commercial de la nature de ceux ci-dessus apportés, et de s'y intéresser, directement ou indirectement ; et ce, dans toute l'étendue du Maroc et de l'Afrique du Nord, et pendant une durée de dix années, à compter de la constitution définitive de la présente société, sous peine de tous dommages-intérêts au profit de cette société ou de ses ayants-cause, et sans préjudice du droit qu'ils auraient de faire cesser cette contravention.

Propriété et jouissance

La présente société aura la propriété des biens mobiliers et immobiliers ci-dessus désignés et apportés à compter du jour de sa constitution définitive, mais les effets de cette jouissance remonteront au 25 décembre 1924, en sorte que les résultats actifs et passifs de l'exploitation des dits biens resteront pour le compte exclusif de la présente société, à compter du 25 décembre 1924, comme si elle était réellement en-

trée en jouissance à cette date, des biens apportés.

Etat et contenance

Elle prendra les biens dont il s'agit dans l'état où ils se trouvaient au jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre les apporteurs, pour vices de construction ou dégradation des immeubles, usures ou mauvais état du matériel, de l'outillage ou des objets mobiliers, erreurs dans la désignation ou la contenance, quelle que soit la différence, ou pour toute autre cause.

Servitudes

Elle souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever les immeubles apportés sauf à s'en défendre ou à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls.

A cet égard, M. Jacques Soussana déclare qu'il n'est pas à sa connaissance qu'il existe des servitudes sur les immeubles apportés.

Impôts et charges

Elle acquittera tous les impôts, taxes, primes et cotisations d'assurances, et généralement toutes les charges grevant les immeubles et fonds industriels apportés, le tout à compter du jour de son entrée en jouissance.

Elle devra également, à compter du même jour, exécuter tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation du domaine apporté, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques, et sera subrogée dans les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre les apporteurs.

Exécution des baux

Elle devra exécuter tous les baux et locations qui ont pu être consentis par la société « Soussana Frères et C^{ie} » et par M. Joé Soussana, et en supportera et exécutera les charges et conditions, de manière que les apporteurs ne soient pas inquiétés à ce sujet.

Formalités

Dès la constitution de la présente société, M. Jacques Soussana ès-nom, oblige les apporteurs à faire transférer à leurs frais, vis-à-vis des autorités indigènes, au nom de ladite société, tous les titres de propriété, concernant le domaine apporté. En cas de contestation sur la validité de ces titres, les apporteurs devront faire toutes diligences utiles pour leur régularisation, et assumer tous les frais résultant des oppositions et des procès qui pourraient intervenir, les frais d'enregistrement devant être seuls à la charge de la société.

Déclarations

M. Jacques Soussana déclare ici :

Que la société « Soussana Frères et C^o » n'est pas passible d'hypothèque légale ;

Et que M. Joé Soussana est de nationalité argentine, qu'il est célibataire et qu'il ne remplit et n'a jamais rempli de fonctions emportant hypothèque légale.

III. — *Apports de la Banque coloniale d'Études et d'entreprises mutuelles*

Aux présentes est également intervenu M. Charles Coquerel, chevalier de la Légion d'honneur, secrétaire général de la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles, demeurant à Paris, rue Madame, n° 1.

Agissant au nom de la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles, société anonyme au capital de 2.000.000 de francs, dont le siège est à Paris, 94, rue de la Victoire, et comme spécialement délégué à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du conseil d'administration de la dite société, en date du 21 janvier, dont un extrait conforme est demeuré ci-annexé après avoir été certifié véritable par M. Guieysse, président de la Banque coloniale.

Lequel a déclaré apporter à la présente société :

Le bénéfice de ses différentes études industrielles et commerciales, ainsi que les concours financiers, commerciaux et industriels qu'elle s'est assurée pour la constitution de la présente société.

Rémunération

En représentation de l'apport qui précède, il est attribué à la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles, cent vingt actions de la présente société, de 500 francs chacune, entièrement libérées, numérotées de 2.571 à 2.690.

Les titres de ces actions ne pourront être détachés de la souche et ne seront négociables que deux ans après la constitution définitive de la société, pendant ce temps, ils devront, à la diligence des administrateurs, être frappés d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution.

Art. 7. — Le capital social est fixé à 3.600.000 francs, divisé en 7.200 actions de 500 francs chacune, dont 2.690 (numérotées de 1 à 2.690), entièrement libérées, sont attribuées en représentation d'apports, comme il vient d'être dit, et 4.510 (numérotées de 2.691 à 7.200), sont à souscrire en numéraire.

Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs

fois jusqu'à ce qu'il ait atteint 7.200.000 francs, en vertu d'une simple décision du conseil d'administration, même si l'augmentation a lieu autrement que par l'émission d'actions à souscrire en numéraire et, notamment, par la création d'actions privilégiées ou d'apport, par transformation des réserves et par fusion avec une ou plusieurs sociétés.

Pour toutes augmentations, le conseil d'administration pourra décider que les porteurs d'actions existantes auront un droit de préférence pour la souscription de nouvelles actions et indiquer dans quelles proportions, délais, formes et conditions, ces actionnaires pourront exercer ledit droit de préférence.

L'assemblée générale pourra ainsi réduire le capital social et fixer la quotité, la forme et les conditions de cette réduction, notamment en stipulant un échange de titres avec cession ou achat obligatoire d'actions pour permettre l'échange.

Art. 8. — Le montant des actions à souscrire en espèces est payable, savoir :

Le premier quart, soit 125 francs par action, lors de la souscription et le surplus conformément aux appels faits par le conseil d'administration, qui fixera l'importance de la somme appelée, les lieux où les paiements seront effectués et les époques auxquelles ces paiements seront faits.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires, soit par lettre, soit par un avis inséré quinze jours avant l'époque fixée pour chaque versement, dans un journal d'annonces légales à Paris.

Les actionnaires auront, à toute époque, le droit soit en partie, soit entièrement, de libérer leurs actions par anticipation.

Art. 9. — Tout versement en retard porte intérêts de plein droit en faveur de la société à raison de 7 % par an, à compter du jour de l'exigibilité et sans mise en demeure.

Art. 10. — À défaut de paiement des versements exigibles, la société pourra faire vendre les actions dont les versements sont en retard. À cet effet, les numéros de ces actions seront publiés dans un journal d'annonces légales de Paris ; quinze jours après cette publication et sans mise en demeure, ni autre formalité ultérieure, la société aura le droit de faire procéder à la vente des actions en bloc ou en détail, même successivement pour le compte et aux risques et périls des retardataires. La vente sera faite, soit à la Bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, si les actions sont cotées, et dans le cas contraire, aux enchères publiques par devant notaire.

Le prix de vente, déduction faite des frais, est imputé sur ce qui reste dû à la société par l'actionnaire exproprié, lequel reste passible de la différence en moins ou profite de l'excédent.

Les titres des actions ainsi vendues deviennent nuls de plein droit et ils sont remplacés par de nouveaux titres portant les mêmes numéros.

Tout titre qui ne porte pas mention régulière des versements exigibles cesse d'être négociable ; aucun dividende ne lui est payé.

Les mesures autorisées par le présent article ne font pas obstacle à l'exercice simultané par la société de l'action personnelle contre l'actionnaire et ses garants ; les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant de l'action. Mais tout actionnaire ou souscripteur qui a cédé son titre cesse, deux ans après la cession, d'être responsable des versements non encore appelés.

Art. 11. — Le premier versement sera constaté par un récépissé nominatif qui sera, dans le mois de la constitution de la société, échangé contre un titre provisoire d'actions également nominatif.

Le dernier versement sera fait contre la remise du titre définitif qui sera nominatif ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Art. 12. — Les titres provisoires ou définitifs sont extraits d'un livre à souches, numérotés, frappés du timbre de la société et revêtus de la signature de deux administrateurs. L'une des signatures peut se faire au moyen d'une griffe et peut même être imprimée à la machine.

Art. 13. — La cession des actions au porteur s'opère par simple tradition du titre.

La cession des titres nominatifs s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la société, conformément à l'article 36 du code de commerce ; les signatures du cédant et du cessionnaire peuvent être reçues sur le registre des transferts ou sur les feuilles de transfert et d'acceptation.

L'ancien titre sera rendu à la société, qui l'annulera et délivrera en échange un nouveau titre.

Tous les frais résultant du transfert seront à la charge de l'acquéreur.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public.

Les actions sur lesquelles les versements échus ont été effectués sont seules admises au transfert.

Art. 14. — Toute action est indivisible à l'égard de la société : la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire, pour

chaque action : tous les propriétaires indivis d'une action, ou tous les ayants-droit à n'importe quel titre, même usufruitiers et nu propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne au nom de laquelle l'action doit être inscrite si le titre est nominatif.

Art. 15. — Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation ; ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

Art. 16. — Les dividendes de toute action sont payés d'office au porteur du titre ou du coupon.

Art. 17. — Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Art. 18. — La société est administrée par un conseil d'administration composé de 5 membres au moins et de 12 membres au plus et nommés pour 6 années par l'assemblée générale. Ils sont rééligibles.

Le premier conseil sera nommé pour six années par l'assemblée constitutive et sera renouvelé en entier, à l'expiration des six premières années. Le conseil se renouvellera ensuite tous les ans à raison d'un nombre d'administrateurs déterminé, suivant le nombre des membres en fonctions, en alternant s'il y a lieu, de façon que le renouvellement soit aussi égal que possible et complet dans chaque période de six ans.

Art. 19. — En cas de vacances par décès, démission ou toute autre cause, le conseil peut provisoirement se compléter en tout ou en partie, jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui procède à l'élection définitive. Toutefois, le conseil ne sera tenu de pourvoir au remplacement que dans le cas où le nombre des administrateurs serait descendu au-dessous de 5.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre, dont le mandat n'était pas expiré, ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir sur l'exercice de son prédécesseur.

Si la nomination d'un administrateur faite par le conseil n'était pas ratifiée par l'assemblée générale, les actes accomplis par cet administrateur n'en seraient pas moins valables.

Art. 20. — Chaque année, après l'assemblée générale ordinaire, le conseil nomme parmi ses membres un président, et

s'il le juge utile, un vice-président. En cas d'absence du président, et du vice-président, il désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

Art. 21. — Chaque administrateur doit être propriétaire de 50 actions pendant la durée de ses fonctions ; ces actions sont affectées à la garantie de tous ses actes de gestion.

Elles sont pendant cette durée, nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

Art. 22. — Le conseil se réunit à Paris, au siège social ou dans tout autre endroit qu'il désigne, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Les réunions ont lieu soit sur convocations du président, ou de l'administrateur délégué.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La présence de trois administrateurs au moins est nécessaire pour la validité des délibérations de conseil d'administration.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

Art. 23. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre tenu au siège de la société et signés par l'administrateur qui aura présidé la séance et un autre membre du conseil.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président du conseil d'administration ou un administrateur, et la justification du nombre des administrateurs en exercice résulte, vis-à-vis des tiers de la simple énonciation dans le procès-verbal des noms des administrateurs présents et de ceux non présents.

Art. 24. — Le conseil d'administration représente la société activement et passivement et exerce tous les droits de la société.

Il a les pouvoirs de gestion et d'administration du gérant le plus autorisé dans une société commerciale en nom collectif.

Notamment :

Il fixe les dépenses générales d'administration ;

Il touche toutes les sommes qui peuvent être dues à la société et donne toutes quittances et décharges ;

Il nomme et révoque les employés et agents et détermine leur traitement ;

Il accepte et réalise tout contrat d'option ;

Il passe les traités et marchés de toute nature, à forfait ou autrement ;

Il autorise les achats, ventes, échanges de tous biens meubles et immeubles ;

Il consent et accepte tous baux, avec ou sans promesse de vente ;

Il peut déléguer, transporter, escompter ou réaliser par voie de négociation ou d'emprunt, de quelque manière que ce soit, tous loyers, redevances, annuités et subventions échus et à échoir, et en faire l'apport à toute société civile ou autre ;

Il statue sur les études, plans et devis proposés pour l'exécution de tous travaux ;

Il fixe le mode de paiement, vis-à-vis des débiteurs de la société, soit par annuités, dont il fixe le nombre et la quotité, soit en espèces, soit autrement ; il accepte toutes garanties mobilières ou immobilières ;

Il emprunte toutes sommes nécessaires aux besoins et affaires de la société, fait ces emprunts de la manière, aux taux, charges et conditions qu'il juge convenable, soit par voie d'ouverture de crédit, soit autrement ; toutefois, les émissions d'obligations doivent être autorisées par l'assemblée générale ;

Il peut hypothéquer tous immeubles de la société, consentir toutes antichrèses et délégations, donner tous gages, nantissements et autres garanties mobilières ou immobilières de quelque nature qu'elles soient ;

Il signe et accepte tous billets, traites, lettres de change, chèques et effets de commerce ;

Il signe tous endos, il cautionne et avalise ;

Il autorise toutes mainlevées et saisies mobilières et immobilières d'oppositions ou d'inscriptions hypothécaires, ainsi que tous les désistements de privilège et autres endroits, le tout avec ou sans paiement ;

Il consent toutes antériorités ;

Il autorise toutes instances judiciaires soit en demandant, soit en défendant et représente la société en justice ;

Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la société ;

Il demande et accepte toutes concessions et contracte à cette occasion tous engagements et obligations ; il renonce à toute concession déjà obtenue ;

Il fonde toutes sociétés françaises ou étrangères ou concourt à leur fondation ; il fait à des sociétés constituées ou à constituer tous apports aux conditions qu'il juge convenables ; il souscrit, achète et cède toutes obligations, parts de fondateur, parts d'intérêts et droits quelconques ; il intéresse la société dans toutes participations et tous syndicats ;

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale et propose la fixation des dividendes à répartir ;

Il détermine l'emploi des fonds disponibles et règle l'emploi des réserves de toute nature ;

Il opère tous retraits, transferts et aliénations de fonds, rentes, créances, annuités, biens et valeurs quelconques appartenant à la société avec ou sans garantie ;

Il soumet à l'assemblée les propositions de modifications ou additions aux présents statuts de réduction ou d'augmentation du fonds social, les questions de prorogation, fusion ou dissolution anticipées de la société, ainsi que les cas non prévus par les présents statuts.

Le présent article est d'ailleurs purement énonciatif et non limitatif des pouvoirs de conseil.

Art. 25. — Tous les actes décidés par le conseil d'administration et concernant la société ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires, les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont signés par deux administrateurs, à moins d'une délégation spéciale du conseil à un seul administrateur, ou à tout autre mandataire, ainsi qu'il est dit à l'article 26 ci-après.

Art. 26. — Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs ou à un ou plusieurs directeurs, pris même hors de son sein, il en fixe la rémunération, soit fixe, soit proportionnelle, qui sera portée aux frais généraux.

Le conseil peut en outre confier des pouvoirs à telle personne que bon lui semble, par un mandat spécial et pour un objet déterminé.

Art. 27. — Les membres du conseil d'administration ne contractent à raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle, ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Art. 28. — Les administrateurs de la société ne peuvent faire avec elle aucun marché sans y avoir été autorisés préalablement par l'assemblée générale.

Chaque année, il est rendu compte de l'exécution des marchés ou entreprises dont elle aura préalablement autorisé le principe.

Art. 29. — Indépendamment des rémunérations prévues à l'article 26, le conseil d'administration recevra une allocation à titre de jetons de présence, dont l'importance, fixée par l'assemblée générale, sera maintenue jusqu'à décision nouvelle.

Il a le droit, en outre, à une part dans les bénéfices, ainsi qu'il est dit à l'article 46 ci-après.

Art. 30. — L'assemblée générale nomme chaque année, un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, chargés de

faire un rapport à l'assemblée générale suivante sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le conseil d'administration.

Ils sont rééligibles à l'expiration de leurs fonctions.

Les commissaires ont le droit, toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la société.

Ils peuvent, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

Ils ont droit à une rémunération dont l'importance est fixée par l'assemblée générale.

S'il est nommé plusieurs commissaires, ils peuvent agir ensemble, ou en cas d'empêchement de l'un d'eux isolément.

S'il n'est nommé qu'un seul commissaire, l'assemblée générale désigne un commissaire suppléant, au cas où le titulaire ne pourrait ou ne voudrait pas remplir ses fonctions.

Art. 31. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions sont obligatoires, même pour les absents dissidents ou incapables.

Chaque année, il est tenu une assemblée générale dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice. La réunion a lieu au siège social ou dans tout autre local qui est déterminé par le conseil d'administration.

Art. 32. — Les convocations aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont faites par un avis inséré quinze jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion, dans un des journaux d'annonces légales du siège social ou par lettre recommandée envoyée dans le même délai à chaque actionnaire.

Art. 33. — Quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre au siège social communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires et se faire délivrer à ses frais copie du bilan résolvant l'inventaire, ainsi que du rapport du ou des commissaires.

Art. 34. — L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration. Il n'y est porté que des propositions émanant d'actionnaires représentant au moins le quart du capital social communiquées au conseil un mois avant la réunion.

Il ne peut être mis en délibération que les objets portés à l'ordre du jour.

Art. 35. — Tout titulaire d'une action a le droit d'assister aux assemblées générales.

Nul ne peut se faire représenter aux assemblées générales que par un autre actionnaire, membre lui-même de l'assemblée. Le nu propriétaire est valablement représenté par l'usufruitier.

Il est compté à chaque membre de l'assemblée, autant de voix qu'il a ou représente d'actions.

Art. 36. — L'assemblée générale ordinaire est régulièrement constituée lorsque les membres, présents ou représentés, représentent au moins le quart du capital social.

Les propriétaires d'actions doivent, pour avoir le droit d'assister à l'assemblée générale être inscrits sur les registres de la société, quinze jours au moins avant celui fixé pour la réunion, ou avoir opéré le dépôt de leurs titres, dans les cinq jours précédant cette assemblée, aux endroits et dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

Si les actions produites ne représentent pas le quart du capital social, il est convoqué, dans les formes et délais prescrits à l'article 32 ci-dessus, une seconde assemblée et celle-ci délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion.

Art. 37. — L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un administrateur désigné par le conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents à l'ouverture de la séance et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Le président et les scrutateurs choisissent le secrétaire.

Art. 38. — Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Il est tenu une feuille de présence : elle contient les noms et domiciles des actionnaires et le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, ainsi que le nombre de voix qui leur sont attribuées.

Cette feuille, certifiée par le bureau de l'assemblée, est déposée au siège social.

Art. 39. — L'assemblée générale annuelle entend le rapport des administrateurs sur les affaires sociales ; elle entend également le rapport des commissaires sur la situation de la société, sur le bilan, sur les comptes présentés par les administrateurs.

Elle statue définitivement sur les comptes, les discute, les approuve ou les redresse ; elle fixe les dividendes à répartir ; elle décide et règle l'amortissement des actions.

Elle nomme les administrateurs et les commissaires.

Elle prononce souverainement dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société, et confère au conseil d'adminis-

tration tous les pouvoirs reconnus utiles, dans le cas où ceux à lui attribués ne seraient pas suffisants.

Elle fixe la rémunération des commissaires.

Art. 40. — La délibération contenant l'approbation du bilan et des comptes doit être précédée à la lecture du rapport des commissaires, à peine de nullité.

Le scrutin secret sera obligatoire lorsqu'il sera demandé par le conseil d'administration ou par un tiers au moins des voix représentées.

Art. 41. — Les délibérations de l'assemblée générale, sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés des membres du bureau.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par un autre membre du conseil d'administration.

Art. 42. — Les assemblées générales extraordinaires qui sont appelés à délibérer sur les objets indiqués à l'article 43 ci-après, ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'en se conformant aux prescriptions de la loi du 24 juillet 1867 et du 12 novembre 1913. Elles seront convoquées dans les formes et délais prescrits à l'article 32 ci-dessus.

Par exception, en cas d'augmentation du capital social, les assemblées qui auront à statuer soit sur la reconnaissance et la sincérité des déclarations de souscription d'actions et de versements, soit sur les conclusions du rapport des commissaires précédemment nommés et, par suite sur les modifications aux statuts qui en résulteraient, pourront être convoquées par un avis publié seulement huit jours à l'avance.

Art. 43. — L'assemblée générale extraordinaire peut, sur l'initiative du conseil d'administration, apporter aux statuts les modifications reconnues utiles et toutes celles qui pourraient être autorisées par des lois nouvelles.

Elle peut, notamment, décider :

1° L'augmentation ou la réduction du capital social sous les formes et dans les conditions qu'elle détermine, toutefois, s'il existe des actions privilégiées, la réduction doit porter tout d'abord sur les actions ordinaires et ensuite sur les actions privilégiées ;

2° La modification du taux des actions, la création d'actions nouvelles jouissant de droits semblables ou différents, émises soit contre espèces, soit en échange de l'apport de biens en nature, ou par l'application des réserves disponibles ;

3° L'amortissement total ou partiel du capital au moyen

d'un prélèvement sur les bénéfices ou sur les réserves et par voie de tirage au sort des actions privilégiées tout d'abord, ensuite des actions ordinaires ;

4° La création, en cas d'augmentation de capital, d'actions de diverses catégories, et les droits des actions ;

5° La modification de la répartition des bénéfices ;

6° La prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société, même en l'absence de toute perte de capital social et pour des causes dont l'assemblée générale appréciera souverainement l'importance ou l'opportunité ;

7° Sa fusion ou sa réunion avec toutes autres sociétés françaises ou étrangères, soit par voie d'apport, soit par tout autre mode ;

8° Le transfert ou la vente à tout tiers ou l'apport à toute société des biens, droits ou obligations de la société ;

9° Le changement de dénomination de la société.

Les modifications peuvent même porter sur l'objet de la société, mais sans pouvoir le changer complètement ni l'altérer dans son essence.

Art. 44. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception, la première année sociale comprendra la période à courir du 25 décembre 1924 au 31 décembre 1925.

Art. 45. — Il est dressé tous les semestres un état de la situation active et passive de la société et cet état est mis à la disposition des commissaires.

En outre, à la fin de chaque année sociale, pour la première fois, le 31 décembre 1925, il sera établi, en conformité de l'article 9 du code de commerce, un inventaire général de l'actif et du passif de la société.

Cet inventaire, le bilan et les comptes de profits et pertes seront à la disposition des commissaires au plus tard le quarantième jour avant l'assemblée générale ; ils seront présentés à cette assemblée.

Art. 46. — Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales et de tous amortissements, constituent les bénéfices nets :

Il est d'abord prélevé :

1° 5 % pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand le fonds atteint le 1/10^e du capital ; il reprend son cours si la réserve vient à être entamée ;

2° La somme nécessaire pour payer aux actionnaires, à titre de premier dividende, 7 % des sommes dont leurs actions sont libérées et non amorties.

Sur le surplus, 15 % sont attribués au conseil d'administration qui en fait la répartition

entre ses membres comme il juge convenable.

Sur l'excédent, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil d'administration, affecter le prélèvement de toutes sommes à tels objets qu'il jugera utile aux intérêts sociaux, notamment à des amortissements, à la création des réserves extraordinaires ou de prévoyance.

Le solde sera distribué aux actions comme complément de dividende.

Art. 47. — Le paiement des intérêts et dividendes se fait annuellement aux époques fixées par le conseil d'administration. Le conseil d'administration pourra, néanmoins, dans le courant de chaque année, autoriser la distribution, à titre provisoire, et sauf rapport, d'un ou plusieurs acomptes sur le dividende de l'année courante.

Art. 48. — En cas de perte des trois quarts du capital social, le conseil d'administration sera tenu de convoquer l'assemblée générale extraordinaire de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société.

A défaut de convocation par le conseil d'administration ou les commissaires peuvent réunir l'assemblée générale.

Art. 49. — A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société ; elle approuve les comptes de la liquidation et donne décharge aux liquidateurs.

Art. 50. — Les liquidateurs ont mission de réaliser l'actif, d'éteindre le passif, et, en outre, avec l'autorisation de l'assemblée générale et aux conditions fixées et arrêtées par elle, ils peuvent faire le transport ou la cession à tous particuliers ou à toutes sociétés, soit par voie d'apport, soit autrement, de tout ou partie des droits, actions et obligations de la société dissoute.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du conseil d'administration.

Art. 51. — Après l'extinction du passif et le prélèvement des frais de liquidation et autres, le produit net de la liquidation servira d'abord à rembourser le capital espèces dont les actions seront libérées.

II

Suivant acte reçu par M^e Courcier, notaire à Paris, le 28 janvier 1925.

M. Froment Guiesse a déclaré : 1° Que le capital nominal de la société anonyme fondée par lui sous la dénomination de : « Etablissements

Soussana Frères », et s'élevant à deux millions deux cent cinquante-cinq mille francs, représentés par 4.510 actions de 500 francs chacune qui étaient à émettre en espèces, a été entièrement souscrit par cent quarante-neuf personnes ou sociétés, et qu'il a été versé notamment par chaque souscripteur une somme égale au quart des actions par lui souscrites, soit au total 563.750 francs, déposés dans les caisses de la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles, dont le siège est à Paris, 94, rue de la Victoire.

Et il a représenté à l'appui de cette déclaration, un état contenant les noms, prénoms, qualités et demeures des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux, cette pièce, certifiée véritable, est demeurée annexée au dit acte notarié.

III

Des procès-verbaux (dont copies ont été déposées pour minute à M. Courcier, notaire à Paris, suivant acte reçu par lui le 26 février 1925), de deux délibérations prises par les assemblées générales constitutives des actionnaires de la société anonyme dite « Etablissements Soussana Frères », il appert, notamment :

Du premier de ces procès-verbaux, en date du 31 janvier 1925 :

1° Que l'assemblée générale, après vérification, a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de la dite société, aux termes de l'acte reçu par M^e Courcier, notaire, le 28 janvier 1925 ;

2° Et qu'elle a nommé un commissaire chargé conformément à la loi, d'apprécier la valeur des apports en nature faits à la société, par la société « Soussana Frères et C^{ie} ». M. Joé Soussana et la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles ainsi que les avantages particuliers résultant des statuts et de faire à ce sujet un rapport qui serait soumis à une assemblée ultérieure.

Du deuxième de ces procès-verbaux, en date du 7 février 1925 :

1° Que l'assemblée générale, adoptant les conclusions du rapport du commissaire, a approuvé les apports faits à la société par la société « Soussana Frères et C^{ie} », M. Joé Soussana et la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles et les avantages particuliers stipulés par les statuts ;

2° Qu'elle a nommé comme premiers administrateurs, aux termes de l'article 18 des statuts :

M. Caillard Gaston, administrateur civil en retraite des services de l'Indochine, demeurant

à Paris, rue de Vaugirard, n° 186 ;

M. Froment-Guiesse, Georges, président-directeur de la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles, demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n° 15 ;

M. Lemoigne Enfile, administrateur-délégué de la société du Sud-Marocain, demeurant à Paris, boulevard Garibaldi, n° 37 ;

M. Navon, Albert, homme de lettres, demeurant à Paris, rue d'Auteuil, n° 59 ;

M. Soussana Jacques, négociant, demeurant à Paris, rue de la Source, n° 10 ;

M. Soussana Maurice, négociant, demeurant à Casablanca (Maroc), boulevard de la Gare, n° 206 ;

Et la Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles, société anonyme ayant siège à Paris, rue de la Victoire, n° 94 ;
Lesquels ont accepté les dites fonctions :

3° Que l'assemblée a nommé comme commissaire, M. Jean Rigal, expert-comptable, demeurant à Paris, avenue de Saint-Ouen, n° 105, et comme commissaire suppléant, M. Edward Dujardin, expert-comptable, demeurant à Melun (Seine-et-Marne), rue de la Fosse-aux-Anglais, n° 14, lesquels ont accepté ces fonctions pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice ;

4° Qu'elle a fixé à 12.000 francs par an pour le conseil l'importance des jetons de présence auxquels les administrateurs ont droit d'après l'article 28 des statuts, et laissé au conseil d'administration le soin de répartir cette somme entre ses membres comme il le jugera utile. Qu'elle a fixé à 1.000 francs la rémunération du commissaire ;

5° Qu'elle a donné à ceux des membres du conseil qui pourraient être intéressés dans des contrats passés avec la société, l'autorisation prévue à l'article 30 de la loi du 24 juillet 1867 ;

6° Enfin qu'elle a approuvé les statuts et déclare la société définitivement constituée.

Expéditions : 1° De l'acte contenant les statuts de la société ; — 2° De l'acte de déclaration de souscription et de versement et de la liste y annexée ; 3° De l'acte de dépôt et des deux délibérations des assemblées constitutives y annexées ont été déposées le cinq mars 1925, aux greffes du tribunal de commerce de la Seine et de la justice de paix du 6^e arrondissement de Paris.

Pour extrait et mention :
COURCIER.

Expéditions des mêmes actes et de leurs annexes

ont été déposées le 28 avril 1925 aux secrétariats-greffes des tribunaux de première instance et de paix (canton nord de Casablanca).

Pour mention :

J. BONAN.

N. B. — L'extrait prévu par la loi du 24 juillet 1867 a paru dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc*.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Ahl Bou Laouane (Oulad Saïd).

Le directeur des affaires indigènes.

Agissant au nom et pour le compte des collectifs Gue-naouen, Oulad Yassine, Fera-n'hine, Dechra, Haddada et Gsaïr, d'une part, Touhara et Aroussi, d'autre part, composant ensemble la tribu des Ahl Bou Laouane, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (13 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des deux parcelles composant l'immeuble collectif « Bou Laouane » (la « parcelle Nord » appartenant aux Gue-naouen, Oulad Yassine, Fera-n'hine, Dechra, Haddada et Gsaïr ; la « parcelle Sud » appartenant aux Touhara et Aroussi), consistant en terres de cultures et de parcours, situé sur le territoire de la tribu Ahl Bou Laouane, d'une superficie approximative de 2.500 hectares pour la parcelle Nord et 2.000 hectares pour la parcelle Sud (Oulad Saïd).

Limites :

Parcelle Nord :

Nord : chaabat Bou Naga, de la tête de ce ravin ligne droite orientée nord-ouest-sud-est aboutissant à la piste de Bou Laouane (point 1 à point 4). Riverains : djemâa des Kradid, melk de Larbi ben Amor et son frère, Abderrahman el Haj Mekki, Ali ben Mohammed Bouazza ben Ali, Bouchaïb ben Amor, Abdallah ben Tahar, Ali ben Mohammed, El Mir ben Chadli, Si Kaddour ben Mohammed, Si Ahmed ben Batach, Bouchaïb ben Larbi, Tahar ben Mâati ;

Est : ligne droite du point 4 au signal 306. Riverains : melk de Bouchaïb ben Ahmed et djemâa des Kreim ;

Sud : chaabat El Alia de l'Oum er Rebia à son origine ; chaabat El Bia ; l'Oum er Rebia ; chaabat Haddada de l'Oum er Rebia à koudiat Kerrada ; ligne droite de l'origine de la

chaabat au signal 306. Riverains : domaines ;

Ouest : l'Oum er Rebia.

Parcelle Sud :

Nord : chaabat Terhala depuis l'Oum er Rebia ; chaabat El Harach ; ligne droite de la tête du ravin à 100 mètres nord de Sidi Ahmed. Riverains : domaines ;

Est : lignes droites de Sidi Ahmed à Sidi Bou Rebaïa ; piste du douar El Aroussi pendant 1 km. 400 environ puis ligne droite sur koudiat El Kamour ; ligne droite sur koudiat El Hellouf. Riverains : M. Michon (réquisition n° 6154 C.), djemâa des Oulad Larbi, lilali ben Ahmed et consorts (réquisition n° 4747 C.), M. Guillou (réquisition déposée, en instance), M. Villon (réquisition n° 3136) ;

Sud : koudiat El Hellouf ; sommet est de koudiat, chaabat El Bia ; cette koudiat ; ligne droite du sommet ouest de la koudiat à l'Oum er Rebia. Riverains : djemâa des Oulad Larbi ; Ouest : l'Oum er Rebia.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition, et dans le texte du dahir du 6 septembre 1922 (23 moharrem 1341) attribuant le bled Bou Laouane à titre collectif à la tribu guich des Ahl Bou Laouane.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre, légalement établi, à l'exception des servitudes de passage.

Les opérations de délimitation commenceront le 10 juin 1925, à 14 heures, au confluent du chaabat Sidi Bou Naga et de l'Oum er Rebia (parcelle Nord) et se continueront les jours suivants.

Rabat, le 23 février 1925.

Huor.

Arrêté viziriel

du 4 mars 1925 (8 chaabane 1343) ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Ahl Bou Laouane (Oulad Saïd).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête, en date du 23 février 1925, du directeur des affaires indigènes, tendant à fixer au 10 juin 1925 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Bou Laouane ».

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble dénommé « Bled

Bou Laouane », constituant, en deux parcelles, le territoire du guich des Ahi Bou Laouane (Oulad Saïd) ci-dessus désigné, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 10 juin 1925, à 14 heures, au confluent du chaabat Bou Naga et de l'Oum er Rebia (première parcelle) et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat,
le 8 chaabane 1343,
(4 mars 1925)

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 mars 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident général,
LYAUTEY

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Guedana (Oulad Saïd).

Le Directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité Kradid, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Daourat », consistant en terres de cultures et de parcours, d'une superficie approximative de 650 hectares, situé sur le territoire de la tribu des Guedana (Oulad Saïd).

Limites :

Nord : Oum er Rebia et Oued Defali (bornes 18-1-2-3). Riverains : djemâa des Kradid ;

Est : d'un rocher près l'Oued Defali ou chaabat Foum Tahoun (bornes 3 à 16). Riverains : djemâa des Kradid et melk Fathi ben Krian ;

Sud : Oum er Rebia (bornes 16 à 18).

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 9 juin 1925, à 8 heures, au confluent de l'Oued Defali et de l'Oum er Rebia, et se continueront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 17 février 1925.

Huor.

Arrêté viziriel

du 27 février 1925 (3 chaabane 1343), ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Guedana (Oulad Saïd).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur des affaires indigènes, en date du 17 février 1925, tendant à fixer au 9 juin 1925 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Daourat » (tribu des Guedana, Oulad Saïd),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble collectif « Daourat », situé sur le territoire de la tribu des Guedana (Oulad Saïd-Chaouia-centre) ci-dessus désigné, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 9 juin 1925, à 8 heures, au confluent de l'Oued Defali et de l'Oum er Rebia et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 3 chaabane 1343 (27 février 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 mars 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident général
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant l'immeuble domanial connu sous le nom de « Taslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis dans le Haouz en bordure de la route de Marrakech à Mogador (Marrakech-banlieue).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dit « Taslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis dans le Haouz, en bordure de la route de Mogador à Marrakech, à 20 km. environ de cette dernière ville, sur la rive gauche de

l'Oued Nefis (Marrakech-banlieue).

L'immeuble, d'une superficie approximative de 948 hectares, est limitée :

Au nord : 1° par la route de Marrakech à Mogador séparative du domaine makhzen dénommé « Guich des Oudaïa » ; 2° par le cours de l'Oued Nefis ;

A l'est : la limite suit sur tout son trajet l'Oued Nefis, séparatif du domaine makhzen dénommé « Jebelia », occupé par les guich des Aït Immour ;

Au sud : cette limite est ne quitte l'Oued Nefis qu'à la prise d'eau de la séguia Taslimth au fleuve susnommé, ce qui forme la pointe extrême sud du domaine. De ce dernier point, la limite remonte vers le nord, en suivant la séguia Taslimth jusqu'à la piste de Souk Es Sebt ;

A l'ouest : 1° par un mesref de la séguia susvisée, et la piste du marabout Sidi Bourja ; 2° par un mesref des séguias Taslimth et Tazouent ; 3° par une ancienne retara ; 4° par une source dite « Aïn Athmania », jusqu'à son point de rencontre avec la route de Mogador, à proximité de la maison cantonnière. Riverain : Guich des Oudaïa.

Telles au surplus que ces limites sont figurées par un liséré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur le dit immeuble aucun droit d'usage ou autre légalement connu, ni sur la terre ni sur l'eau, sauf, toutefois, que les parcelles 2 à 6 du dit domaine, formant une superficie de 645 hectares, sont détenues à titre guich par les Aït Immour, qui en ont l'usufruit avec 24 ferdiats sur 36 de la séguia Taslimth (les 12 autres ferdiats étant rattachées à la parcelle makhzen n° 1 du plan joint à la présente réquisition).

Les opérations de délimitation commenceront à l'angle nord-ouest de la propriété le 2 juin 1925, à 9 heures, du pont de l'Oued Nefis, sur la route de Marrakech à Mogador.

Rabat, le 27 février 1925,

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 16 mars 1925 (20 chaabane 1343), ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Taslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis dans le Haouz, (Marrakech-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (23 rejeb 1341) ;

Vu la requête, en date du 27 février 1925, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 2 juin 1925 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Taslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis en bordure de la route de Mogador à Marrakech, à 20 km. environ de cette dernière ville, et dans la plaine du Haouz (Marrakech-banlieue) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Taslimth » et sa séguia d'irrigation de même nom, sis dans la plaine du Haouz, en bordure de la route de Marrakech à Mogador, sur la berge gauche de l'Oued Nefis (Marrakech-banlieue), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) susvisé, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 2 juin 1925, à neuf heures, à l'angle nord-ouest de la propriété, au pont de l'Oued Nefis, sur la route de Marrakech à Mogador.

Fait à Rabat le 20 chaabane 1343.

(16 mars 1925).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1925.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident général,
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation

concernant l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (annexe des Hayaïna région de Fès).

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (annexe des Hayaïna, région de Fès).

Cet immeuble, d'une superficie approximative de 1.500 hectares, est limité :

Au nord : en partant du kouidiat N'Sour, par une ligne droite jusqu'au ravin dit « Cha-

ba Aïn ben Ali el Ayachi » (riverain : Bled Bouchta ould Ah-souh, parti en dissidence), puis par ce chaaba jusqu'au koudiat Bab Clef (riverain : bled Ould Haj Kaddour), puis, de ce point par une ligne passant par un figuier au lieu dit « Koudiat Khbaz » jusqu'au rocher dit « Saheb Jouira » (riverain : Bled Djama Aïn Ladel), puis, par les ravins dits « Chaaba Jouira et Chaaba Sidi bou Zerria », jusqu'au koudiat Sof Aïn Larbi (riverain : Ould Bou Altia).

A l'est : la limite suit une ligne droite du koudiat Sof Aïn Larba jusqu'au koudiat Sidi Bou Zerria, près du marabout du même nom, puis une succession de lignes droites jusqu'au lieu dit « Rkbaat Cedra » et de là à l'Aïn Lekouj, puis le chaaba d'Aïn Lekouj jusqu'à la route de Tissa à Aïn Matouf (riverain : Bled Djemâa de Cher-rat).

De ce point elle remonte le chaaba Aïn Beida jusqu'à la source du même nom, puis suit une courbe tournant vers le sud-est jusqu'au koudiat Dar el Amir (riverains : Bled Cherrat ou Aïn Ladel et Bled Amed ben Jilali).

Au sud : la limite est formée par une ligne de crêtes du koudiat Dar el Amir au koudiat Bou Allal n° 2, passant par Bab Jafar, le koudiat Bou Allal n° 1 et le chaaba Haoutat Salah (riverain : Bled Ould Ahmed ben Jilali), puis, par une autre ligne de crêtes jusqu'à la mechta Abdesselem Ould Dsellem et par un sentier allant à l'Aïn El Kholla (riverain : Bled Djemâa Aïn el Kholla).

A l'ouest : la limite suit le ravin dit « Chaaba d'Aïn El Kholla » jusqu'à la route de Tissa à Aïn Matouf (riverain : Bled Abdallah Kharmann), puis, de ce point, le chaaba El Mellah jusqu'aux rochers dits « Hajra Zer-ga » (riverains : Bled Jilali ould Allal et Ouled Bougataf, Bled Akkrat El Bouchti, Bled Haj Abdesselem Krouni), puis le chaaba Kbar el Medloua jusqu'à la route d'Aïn Matouf à Aïn Aïcha (riverains : Bled Haj Abdesselem Krouni, Bled Aïcha bent Chama et Rinaouya). Ensuite, elle emprunte le sentier dit « Triq el Neska » (qui traverse le chaaba Haout Djenan) jusqu'au lieu dit « Haoutat el Neska » (riverains : Bled Lahcen Gourraj el Bouchta, Bled Ould Haj Larbi, Bled Haj Abdesselem), puis, le chaaba El Neska jusqu'au chaaba Aïn Chaoutou (riverain : Bled Haj Abdesselem). De ce lieu, le chaaba Haoutat Bouchama jusqu'au koudiat Sikha el Baïda (riverain : terrain inculte et très escarpé) ; enfin, une ligne de crêtes, de ce point au koudiat En N'Sout, en passant par le marabout dit « Rouda Sidi

Bouns » (riverain : Bled Krou-na).

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rouge au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur ledit immeuble aucune enclave privée, ni aucun droit d'usage, ou autre, légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 22 mai 1925, à 9 heures du matin, à la source dite « Aïn el Kholla », au sud-ouest de la propriété, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 4 novembre 1924.
FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 22 novembre 1924 (24 rebia II 1343), ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (annexe des Hayaïna, région de Fès).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejab 1341) ;

Vu la requête en date du 4 novembre 1924 présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 21 avril 1925 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna, annexe des Hayaïna (Fès) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled el Bibane », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna, annexe des Hayaïna (Fès), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejab 1341), susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 22 mai 1925, à 9 heures du matin, à la source dite « Aïn el Kholla », au sud-ouest de la propriété et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 24 rebia II 1343, (22 novembre 1924).

MOHAMMED EL MORRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire résident général,
LYAUTEY.

Arrêté viziriel

du 8 décembre 1924 (10 jourmada I 1343), modifiant la date des opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna (région de Fès).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejab 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 août 1924 (21 moharrem 1343), ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana », situé sur le territoire de la tribu des Hayaïna, région de Fès, et fixant la date des opérations au 18 novembre 1924 ;

Vu le certificat établi à la date du 18 novembre 1924 par la commission chargée d'effectuer les opérations et attestant que celles-ci n'ont pu avoir lieu à cause du mauvais temps ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article unique. — Est reportée au 15 mai 1925 la date d'ouverture des opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Bled Zerouana » (tribu des Hayaïna, région de Fès), précédemment fixée au 18 novembre 1924 par l'arrêté viziriel du 23 août 1924 (21 moharrem 1343), susvisé. Fait à Rabat, le 10 jourmada I 1343 (8 décembre 1924).

MOHAMMED EL MORRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 décembre 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident général,
LYAUTEY.

Etablissements incommodes
insalubres ou dangereux
de première catégorie

ENQUÊTE

de commodo et incommodo

AVIS

Le public est informé que par arrêté du directeur général des travaux publics en date du 3 mai 1925, une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois, à compter du 12 mai 1925, est ouverte dans le territoire du poste de contrôle civil de Martimprey du Kiss sur une demande présentée par Salah dit Bel Hadj Bensalah, industriel à Martimprey du Kiss, à l'effet d'être autorisé à installer une usine de crin végétal comportant une locomobile

à vapeur timbrée à 10 kilos, à Martimprey du Kiss, rue de Paris.

Le dossier est déposé dans les bureaux du poste de contrôle civil de Martimprey du Kiss où il peut être consulté.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domanial connu sous le nom de « Guich des Oudaïa », avec tous ses droits d'eau provenant des sources de l'oued Nefis et de la région des Merjas, ainsi que de celles surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, sis sur le territoire de Marrakech-ban-lieue.

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejab 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudaïa », avec tous ses droits d'eau provenant :

1° Des séguia de l'oued Nefis ainsi dénommées : « séguia Tairine, séguia Taziouent, séguia Taddert, séguia Graouia, séguia Chérifia, séguia Mellah, séguia Touind'a, séguia Slettina, séguia Rhartour, séguia Smainia, séguia Kasseria » ;

2° Des sources de la région des Merjas ainsi dénommées : 2 sources dites « Aïn Athmania, Aïn Graouia, Aïn Moulay Taya, Aïn Dredia, Aïn Takalbit, Aïn Tassouart, Aïn Braout, Aïn Zizer » ;

3° Des 44 sources surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, et ainsi dénommées : « Aïn Djemâa (4 sources), Aïn el Makhzen (2 sources), Aïn Sidi Ali Bou Atel, Aïn el Gouriba (3 sources), Aïn Hemcine (4 sources), Aïn Mradine (3 sources), Aïn Oulad Besseba (4 sources), Aïn ben Driss (2 sources), Aïn Roumit (3 sources), Aïn Sidi Daoud, Aïn Djenan Sidi Kacem (4 sources), Aïn ben Aouidat (4 sources), Aïn Ahmed ben Tahar, Aïn Douar Ahmar (2 sources), Aïn Sebaa, Aïn Tazaï I, Aïn Tazaï II, Aïn Mereja (4 sources) et Aïn Sidi Goumi (2 sources).

L'immeuble, d'une superficie approximative de 20.500 hectares, à 20 kilomètres environ de Marrakech, en bordure de la route de Mogador, et traversé par l'oued Nefis, est limité ainsi :

Au nord, par la rive gauche de l'oued Nefis, du point de

rencontre du sehb El Ahmar avec ce fleuve (près du gué du Mechra Zitouna), au sentier dit « Sehb Smar », lequel prend naissance à l'oued susvisé ;

A l'est : 1° par le sentier ci-dessus désigné dit « Sehb Smar », jusqu'au point de rencontre d'une ancienne retara avec un four à chaux. Riverains : terres collectives des Merabtine ;

2° Par une ligne droite prenant naissance au dit four à chaux et aboutissant au marabout de Sidi Ameur ben Rfir, pour descendre ensuite vers le sud jusqu'à son point de rencontre avec l'ancienne piste de Mogador, après avoir traversé la route de Marrakech à Mogador. Riverains : bled makhzen Souellah et Oulad Sidi Cheikh ;

3° De ce dernier point de rencontre la limite rentre à l'intérieur du domaine en suivant l'ancienne piste de Mogador, jusqu'à la maison cantonnière, située à proximité du pont, sur l'oued Nefis, en bordure de la route de Marrakech à Mogador. Riverain : bled Leghaf ;

4° De la maison cantonnière susvisée la limite suit en premier lieu l'Aïn El Athmania, ainsi que le tracé d'une ancienne retara pour suivre ensuite en deuxième lieu le mesref de la séguia Taslimth et de la séguia Tazionout, pour rejoindre ensuite la séguia Taslimth, laquelle prend naissance à l'oued Nefis. Riverain : bled makhzen dit « Taslimth ».

Sud : 1° de la séguia Taslimth, branchée sur l'oued susvisé, la limite suit le cours de l'oued Nefis, qu'elle abandonne au point de rencontre d'un petit sentier avec le mesref Haouidrah, ce qui forme le point sud extrême du domaine guich susvisé. Riverain : bled des Oulad Sidi Cheikh.

2° Du dernier point susnommé, la limite remonte ensuite vers le nord, en suivant la séguia Teinine qu'elle abandonne d'ailleurs à son croisement avec le sentier du souk Es Sebt pour suivre le mesref Harou, ledit sentier dans une direction ouest et le mesref Bouzid dans une direction nord-ouest, jusqu'à son point de rencontre avec la piste de Si Ali, à proximité du marabout Si Saïd. Riverain : bled Haouidrah des séquestres Driss ould Menou.

Ouest : 1° de l'extrémité du mesref Bouzid, la limite suit une ancienne retara et un mesref, pour prendre ensuite le cours de la source dite « Aïn Mtaya » et du mesref de cette source qui amène également les eaux de la séguia Tamesguelft jusqu'à son point de rencontre avec la piste de Mechra Zitouna, face à la zaouïa Sidi Zouine, après avoir traversé la route de Marrakech

à Mogador. Riverains : sur le côté gauche de la route Bled Amezri (makhzen) et sur le côté droit domaine makhzen de Tamesguelft.

2° La piste de Mechra Zitouna jusqu'à un jububier et le sentier du sehb Ahmar jusqu'à sa rencontre avec l'oued Tensift. Riverains : domaines makhzen de Tamesguelft.

Telles au surplus que ces limites sont figurées par un liséré rouge au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur le domaine guich des Oudaïa, aucun droit d'usage ou autre légalement connu, ni sur la terre ni sur l'eau, sauf toutefois que l'usufruit de la terre est concédé à titre guich aux Oudaïa prénommés et qu'à l'intérieur de ce domaine se trouvent enclavées deux propriétés makhzen dénommées Thaguenza-Aïn Jouan et Jenanet el Khenafra, dont la délimitation ou immatriculation est en cours, et d'une surface respective de 389 et de 70 ha. 30.

Les opérations de délimitation commenceront le 26 mai 1925, à neuf heures, à l'angle nord-ouest de la propriété, au point de rencontre du sehb El Ahmar avec l'oued Tensift et se continueront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 26 février 1925.

FAYVEREAU.

Arrêté viziriel

du 18 mars 1925 (22 chaabane 1343), ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudaïa », avec tous ses droits d'eau provenant des sources de l'oued Nefis et de la région des Merjas, ainsi que de celles surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, sis sur le territoire de Marrakech-banlieue.

Le Grand Vizir.

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête, en date du 26 février 1925, présentée par le chef du service des domaines, et tendant à fixer au 26 mai 1925 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudaïa » avec tous ses droits d'eau provenant :

1° Des séguias de l'oued Nefis ainsi dénommées : « séguia Tainine, séguia Tazionout, séguia Taddert, séguia Graouia, séguia Cheriffa, séguia Mellah, séguia Touindia, séguia Slettina, séguia Rhartour, séguia Smainia, séguia Kasseria » ;

2° Des sources de la région des Merjas, ainsi dénommées : 2 sources dites « Aïn Athmania, Aïn Graouia, Aïn Moulay Taya, Aïn Dredia, Aïn Takalbit, Aïn Tassouart, Aïn Braout, Aïn Zizer » ;

3° Des 44 sources surplombant la berge gauche de l'oued Tensift, et ainsi dénommées : « Aïn Djermâa (4 sources), Aïn el Makhzen (2 sources), Aïn Sidi Ali Bou Atel, Aïn el Gouriba (3 sources), Aïn Hemcine (4 sources), Aïn Mradine (3 sources), Aïn Oulad Besseba (4 sources), Aïn ben Driss (2 sources), Aïn Roumit (3 sources), Aïn Sidi Daoud, Aïn Djenan Sidi Kacem (4 sources), Aïn ben Aouïdat (4 sources), Aïn Ahmed ben Tahar, Aïn Douar Ahmar (2 sources), Aïn Sebaâ, Aïn Tazait I, Aïn Tazait II, Aïn Merija (4 sources), Aïn Sidi Goumi (2 sources) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Guich des Oudaïa » avec tous ses droits d'eau ci-dessus énumérés, sis en bordure de la route de Mogador à Marrakech, sur la berge gauche de l'oued Tensift, et traversé par l'oued Nefis, dans lequel se trouvent enclavés les immeubles makhzen dénommés : « Thaguenza-Aïn Jouan et Jenanet el Khenafra », conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) susvisé, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 26 mai 1925, à neuf heures, à l'angle nord-ouest de la propriété, au point de rencontre du sehb El Ahmar avec l'oued Tensift.

Fait à Rabat, le 22 chaabane 1343 (18 mars 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 avril 1925.

Le *Maréchal de France*,
Commissaire Résident général.
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant trois immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Rehamna (Rehamna-Srarna).

Le directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités ci-dessus désignées, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 re-

jeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des trois immeubles collectifs dénommés d'autre part, consistant en terrains de parcours, situés sur le territoire de la tribu des Rehamna (Rehamna-Srarna).

1° « Er Raba », collectivité Oulad Tmime, 3.000 hectares environ.

Nord-est : Oum er Rebia, Riverains : Chaouïa ;

Sud-est : ligne brisée passant par sud côte 398, koudiat Jenan, koudiat Jabet el Bouih, koudiat ben Hassoun, koudiat Zkikira, aboutissant au ponceau sur châabat Gourijima. Riverains : cultures des douars Oulad Khelifat et Oulad Yala (Oulad Tmime, requérants) ;

Sud-ouest : approximativement châabat Gourijima jusqu'à oued Tarfa. Riverains : cultures des Oulad Yala, Oulad Sidi Mefta, Oulad Rahmoun (Oulad Tmime, requérants) ;

Ouest : crêtes rive droite oued Tarfa jusqu'à Oum er Rebia. Riverains : cultures du douar Mckerba (Oulad Tmime, requérants).

2° « Gaada Jenabia », collectivité Oulad Tmime et Oulad Oguil, 1.050 hectares environ ;

Est : de la côte 447 ; Drâa Essafi, Châabat Beni Khirane, traversé de nord-ouest en sud-est, El Bzoul. Riverains : cultures des douars El Gaada, Beni Khirane et Dohor (Oulad Oguil, requérants).

Sud : cultures du douar Jebabra (Oulad Tmime, requérants) ;

Ouest : approximativement mouvement de terrain face au Guelb el Harrach, en passant par un point à 1.200 mètres environ à l'est de Si Abdallah, pentes ouest de Drâa Essafi et côte 447. Riverains : cultures des Oulad Sidi Abdallah, Oulad Yala, Oulad Khelifat (Oulad Tmime, requérants).

3° « Skhours », collectivités Oulad Tmime et Oulad M'Taya, 5.000 hectares environ ;

Nord : arbre isolé à 1 km. nord du borj des Skhours, est route de Casablanca, douars Sidi Bou Mediène, Oulad Ougad Smanda ; Ras Châabat Zebouj, koudiat Touala. Riverains : cultures des douars Sidi Boumediène, Ougad, Kounta, S'manda, Zednes (Oulad M'Taya, requérants), Oulad Si Abdallah, Jebabra (Oulad Tmime, requérants) ;

Est : côte 506, koudiat El Adahm, koudiat Châabat, Kerma, jububier sur l'oued Zeraïquem. Riverains : cultures des douars Jebabra (Oulad Tmime, requérants), Ananet, Oulad Deymen (Oulad M'Taya, requérants), bled « El Hadra » des Rehamna ;

Sud : oueds Zeraïquem et Ben Amou, douar Oulad Abdallah. Riverains : Berrahich du Nord ;

cultures des douars Oulad Abdallah et Oulad Moussa (Oulad M'Taya, requérants) ;

Ouest : ligne sensiblement parallèle à la route de Casablanca, passant entre la gare de Souk el Arba et Djebel Skhouss. Riverains : cultures des douars Jebala, Soukan ; Oulad Khelifat (des Oulad M'Taya, requérants).

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose aux croquis annexés à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave ni aucun droit d'usage ou autre, légalement établi, à l'exception des servitudes de passage relevant du domaine public.

Les opérations de délimitation commenceront le 25 mai 1925, à 8 heures, par le bled « Er Raba », au confluent de l'oued Tarfa et de l'Oum er Rebia et se poursuivront les jours suivants par les immeubles « Gaada Jenabia » et « Skhours ».

Rabat, le 14 février 1925.

H. L. O. T.

Arrêté viziriel

du 23 février 1925 (29 rejev 1343), ordonnant la délimitation de trois immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu des Rehamna (Rehamna-Srarna).

Le Grand Vizir.

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur des affaires indigènes, en date du 14 février 1925, tendant à fixer au 25 mai 1925 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés « Er Raba », appartenant à la collectivité des Oulad Tmime, « El Gaada Jenabia », appartenant à la collectivité des Oulad Tmime et Oulad Oguil, « Skhours », appartenant à la collectivité des M'Taya, situés sur le territoire de la tribu des Rehamna (Rehamna-Srarna).

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés « Er Raba », « El Gaada Jenabia » et « Skhours », appartenant respectivement aux collectivités des Oulad Tmime, des Oulad Tmime et Oulad Oguil et des M'Taya, situés sur le territoire de la tribu des Rehamna, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 25 mai 1925, à 8 heures, par le bled « Er Raba » au confluent de l'oued Tarfa et de l'Oum er Rebia, et se poursuivront les

jours suivants par « Gaada Jenabia » et « Skhours ».

Fait à Rabat, le 29 rejev 1343, (23 février 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 février 1925.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident général,
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant divers immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Sefian et Beni Malek (Had Kourt).

Le directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités Oulad Lelloucha, Oulad Oguil, Haddada (tribu Beni Malek) et El Amirat, Beni Senana (tribu Sefian), en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

1^{er} groupe :

- 1° « Oulad Lelloucha », terrains de parcours, superficie approximative : 300 hectares ;
- 2° « Oulad Oguil », terrains de parcours, superficie approximative : 100 hectares ;
- 3° « Haddada », cultures, superficie approximative : 30 hectares.

2^e groupe :

- 1° « El Amirat », cultures et parcours, superficie approximative : 400 hectares ;
- 2° « Beni Senana », cultures et parcours, superficie approximative : 330 hectares.

Limites :

- 1° « Oulad Lelloucha » : Nord : piste Arbaoua Had Kourt. Riverains : terres collectives des Oulad Oguil.

Est : limite commune avec les terrains collectifs des Oulad Oguil et du douar Haddada ;

Sud : ravin des Oulad Lelloucha. Riverains : melk de Haj Kassem ben el Haj Lellouchi et de Bou Sella ben Driss des Oulad Lelloucha ;

Ouest : pied de la montagne Hamra, piste de Mechra bel Ksiri et la ligne droite nord-sud jusqu'à piste Arbaoua. Riverains : melk de El Haj Mohammed Lellouchi et de Mohammed ben Saïd Lellouchi des Oulad Lelloucha.

2° « Oulad Oguil » :

Nord : ravin « Sleg ». Riverains : Kacem ben Ali et Mohammed ben Jilali des Oulad Oguil.

Est : ravin « Sleg ». Riverains : Abderrahman ben Haj

Bouchta, Mohammed ben Jilali et Abdessellem ben Jilali des Oulad Oguil ;

Sud : limite commune avec les terres collectives du douar Haddada ;

Ouest : limite commune avec les terres collectives des Oulad Lelloucha.

3° « Haddada » :

Nord : limite commune avec la collectivité Oulad Oguil, le melk des Oulad Hamou Rzoug et la piste Ain Defali-Had Kourt ;

Est : melk du cheikh Abdellkader Selhami, du douar Sahlama ;

Sud : terrains melk du chérif Moulay Ali de Mazéria et cheikh Hamou el Haj, du douar Haddada ;

Ouest : riverains : terres collectives des Oulad Oguil et des Oulad Lelloucha.

1^{er} groupe : 1° « El Amirat » :

Nord : ravin d'Aïn Hamra. Riverains : Cheikh Laoula, Larbi ben Haj ;

Est : melk de Moulay Ali de Mazéria et Oulad ben Sebaa ;

Sud : séguia d'Aïn Kelai, de Aïn Kelai au jardin du poste d'Aïn Defali, piste de traverse et piste Defali-Ouezzan. Riverains : terrain collectif des Beni Senana ;

Ouest : limite commune avec le terrain collectif des Beni Senana, puis avec le melk de Ben Jilali Lasri.

2° « Beni Senana » :

Nord : séguia d'Aïn Kelai, de Aïn Kelai au jardin du poste de Aïn Defali, piste de traverse. Riverains : terre collective de El Amirat ;

Est : melk de Moulay Ali de Mazéria et de Si Allal ben Abdellkader d'Ouezzan jusqu'au poste d'Aïn Defali ;

Sud : melk des nommés : Si Allal ben Abdellkader, Mohammed ben Laoula, héritiers de El Haj Ahmed (Beni Senana), M. Léon Wibaux, de Fès, Si Mohammed el Hajjani, des Hajjanna, et Si Mohammed ould. Si Jilali de Ziaina ;

Ouest : melk de Mohammed ben Larbi Senani, terre collective des Khobzine et melk Ali ben Lamari Senani, du douar Hajafna.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes il n'existe aucune enclave ni aucun droit d'usage ou autre, légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 26 mai 1925, à 8 heures, à l'angle nord-ouest du terrain collectif des Oulad Lelloucha, sur la piste d'Arbaoua, et se continueront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 12 février 1925.

Huor.

Arrêté viziriel

du 21 février 1925 (27 rejev 1343), ordonnant la délimitation de divers immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Sefian et Beni Malek (Had Kourt).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur des affaires indigènes, en date du 12 février 1925, tendant à fixer au 26 mai 1925 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Oulad Lelloucha », aux Oulad Lelloucha, tribu des Beni Malek ; « Oulad Oguil », aux Oulad Oguil, tribu des Beni Malek ; « Haddada », au douar Haddada, tribu des Beni Malek ; « El Amirat », aux El Amirat, tribu Sefian ; « Beni Senana », aux Beni Senana, tribu Sefian (Had Kourt).

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs « Oulad Lelloucha », « Oulad Oguil », « Haddada », « El Amirat », « Beni Senana », situés sur le territoire des tribus Sefian et Beni Malek (Had Kourt, cercle d'Ouezzan), conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejev 1342), susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 26 mai 1925, à 8 heures, à l'angle nord-ouest de la propriété « Oulad Lelloucha », sur la piste d'Arbaoua, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 27 rejev 1343, (21 février 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 février 1925

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant les immeubles domaniaux connus sous le nom de « Jedida » et sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Aït Immour », situés à 25 kilomètres environ au sud-ouest de Marrakech, dans le cercle de Marrakech-banlieue.

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de

L'Etat chérifien, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 11 mars 1923 (25 rejev 1341),

Requiert la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Jedida », avec sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Aït Immour », situés à 25 km. au sud-ouest de Marrakech, sur la rive gauche de l'oued Nefis (cercle de Marrakech-banlieue), séparés tous deux par une partie du bled « Agafai », sur une faible superficie. Ces immeubles, d'une superficie approximative de 5.540 et 3.150 hectares sont limités de la façon suivante :

1° **Propriété dite « Jedida »**
Au nord : 1° du cimetière Si Alloul par le mesref Agafai ;
2° par la séguia Thamesguelft, que la limite suit dans une direction est, jusqu'à l'oued Nefis.

Riverain : bled makhzen dit « Thamesguelft » ;

A l'est : par la piste des Frouga à Marrakech, et par l'oued Nefis ;

Au sud : 1° par la séguia et le mesref Jedida.

Riverains : bled Agafai et Dar el Anaya et Arsa Bourzia ;

2° par la piste de Dar Caïd Bouriel à Thameslouth séparative du bled makhzen dit « Agafai » ;

3° par le mesref de la séguia Jedida, lequel rejoint au cimetière Si Ali Raïssi la piste de Dar Caïd Bouriel, que la limite suit jusqu'aux kerkours situés en bordure de la piste de Dar Mahjoub, à proximité du marabout Si Dabar ;

Riverain : Bled d'Agafai ;

4° par la séguia Jedida, laquelle traverse la piste des Oulad Yala, du Dar Cheikh Bellouche, l'oued Bertemi et la piste vers les Aït Smouguen où elle aboutit à un ancien gros kerkour ;

Riverain : Our des Oulad Yala ;

5° par une ligne droite reliant le gros kerkour susvisé au Draa el Kerkour (ancien four à chaux) et à un mamelon dit kerkour. De ce point la limite rejoint le koudiat El Hadoud, formant ainsi un angle de 120° avec la ligne susvisée.

Riverains : Bour des Oulad

Yala et terrains de parcours des Oulad Yala.

A l'ouest : 1° par une ligne droite montant vers le nord, reliant le koudiat El Hadoud à trois touffes de jujubiers espacées d'entre elles et aboutissant à l'ancien mesref de Jedida, qu'elle suit jusqu'à sa rencontre avec le sentier du Dar Ouri Oura.

Riverain : territoire des Ahmar ;

2° Par le sentier du Dar Ouri Oura jusqu'à son croisement avec le chaabat, lequel regagne le cimetière de Si Alloul.

3° **Bour des Aït Immour**
Au nord : par la séguia Agafai, de sa prise à l'oued Nefis, jusqu'à sa rencontre avec la piste du Souk es Sebti, après avoir traversé la nouvelle piste des Frouga à Marrakech.

Riverains : bled makhzen dit « Agafai » et « Arsa Bourzia ».

A l'est : de la prise d'eau de la séguia Agafai, la limite prend une direction sud-ouest en suivant la piste des Aït Iboudi, laquelle passe en bordure des koudiats Taïcha et Serag jusqu'au ravin, situé un peu avant la piste allant vers Amismiz, ce qui forme l'extrême sud du domaine.

Riverains : les Aroussine et l'oued Nefis.

Au sud : par une piste séparative du bled occupé par les Aroussine.

A l'ouest : par le trik Annabia, lequel prend une direction nord-ouest, jusqu'à sa rencontre avec la séguia Agafai, donnant ainsi au domaine une forme triangulaire.

Telles au surplus que ces limites sont figurées par un liseré rose au plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur les dits immeubles « Jedida » et « Bour des Aït Immour », aucun droit d'usage ou autre légalement connu, ni sur la terre ni sur l'eau, sauf toutefois que l'usufruit de la terre est concédé à titre guich aux Aït Immour.

Les opérations de délimitation commenceront à l'angle nord-ouest de la propriété, au cimetière de Si Alloul, en bordure de la piste de Aïn Talmest, le 9 juin 1925, à neuf heures, et se continueront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 28 février 1925.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 17 mars 1925 (21 chaabane 1343) ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Jedida » et sa séguia d'irrigation du même nom et « Bour des Aït Immour », situés dans le cercle de Marrakech-banlieue.

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête en date du 28 février 1925, présentée par le chef du service des domaines, et tendant à fixer au 9 juin

1925 les opérations de délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Jedida » avec sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Aït Immour », situés à 25 km. au sud-ouest de Marrakech, sur la rive gauche de l'oued Nefis (Marrakech-banlieue) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Jedida », avec sa séguia d'irrigation de même nom et « Bour des Aït Immour », situés à 25 km. au sud-ouest de Marrakech sur la rive gauche de l'oued Nefis (Marrakech-banlieue), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) susvisé, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (26 rejev 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 9 juin 1925, à neuf heures du matin, à l'angle nord-ouest de la propriété, au cimetière de Si Alloul, en bordure de la piste de Aïn Talmest, et se continueront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 21 chaabane 1343 (17 mars 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 avril 1925.

Le Maréchal de France
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

• Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fes, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale, Egypte.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca

Bureaux à louer

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 92.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, BORDEAUX, CANNES, Cette, La Ciotat, Fréjus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monte-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AU MAROC : CASABLANCA, Fes, Kénitra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouezzan, Rabat, Safi, Sale, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE ET DE BOURSE

Comptes de dépôts à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et occasionnement de tous effets & débits de campagne. Prêts sur marchandises. Envois de fonds. Opérations de titres. Garde de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de caisses-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 655, en date du 12 mai 1925,

dont les pages sont numérotées de 781 à 816 inclus.

Rabat, le.....192.....

Vu pour la légalisation de la signature

de M.....

apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192.....